

Chiffres clés sur l'Europe

STATISTIQUES ILLUSTRÉES

Édition 2019



PUBLICATIONS
STATISTIQUES

eurostat 

Liste des pays

Belgique	BE
Bulgarie	BG
Tchéquie	CZ
Danemark	DK
Allemagne	DE
Estonie	EE
Irlande	IE
Grèce	EL
Espagne	ES
France	FR
Croatie	HR
Italie	IT
Chypre	CY
Lettonie	LV
Lituanie	LT
Luxembourg	LU
Hongrie	HU
Malte	MT
Pays-Bas	NL
Autriche	AT
Pologne	PL
Portugal	PT
Roumanie	RO
Slovénie	SI
Slovaquie	SK
Finlande	FI
Suède	SE
Royaume-Uni	UK
Islande	IS
Liechtenstein	LI
Norvège	NO
Suisse	CH





Reykjavik

ISLANDE

ROYAUME

Dublin

IRLANDE

PORTUGAL

Lisbonne

Madrid

ESPAGNE

0

500 km



NORVÈGE

Oslo

SUÈDE

Stockholm

FINLANDE

Helsinki

Tallinn
ESTONIE

Riga • LETTONIE

LITHUANIE

Vilnius

DANEMARK

Copenhague

PAYS-BAS

Amsterdam

Berlin

BELGIQUE

Bruxelles

ALLEMAGNE

POLOGNE

Varsovie

Paris

LUXEMBOURG

Luxembourg

Prague

TCHÉQUIE

SLOVAQUIE

Bratislava

FRANCE

LIÉCHTENSTEIN

Berne • Vaduz

SUISSE

Vienne

AUTRICHE

HONGRIE

Budapest

SLOVÉNIE

Ljubljana

Zagreb

CROATIE

ROUMANIE

Bucarest

ITALIE

Rome

BULGARIE

Sofia

GRÈCE

Athènes

MALTE

La Valette

CHYPRE

Nicosie

Chiffres clés sur l'Europe

STATISTIQUES ILLUSTRÉES

Édition 2019

Imprimé par Imprimerie Bietlot en Belgique

Manuscrit achevé en juin 2019

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2019

Thème: Statistiques générales et régionales

Collection: Publications statistiques

© Union européenne, 2019

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Droit d'auteur des cartes:

Limites administratives: © EuroGeographics © ONU-FAO © Turkstat

Les frontières et les noms indiqués sur ces cartes ainsi que les désignations qui y sont utilisées n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments non couverts par le droit d'auteur de l'UE, l'autorisation doit être obtenue directement auprès des titulaires du droit d'auteur.

Pour en savoir plus, veuillez consulter:

<https://ec.europa.eu/eurostat/fr/about/policies/copyright>

Impression: ISBN 978-92-79-98675-8 PDF: ISBN 978-92-79-98677-2

ISSN 1831-323X ISSN 2315-2028

doi: 10.2785/7110 doi: 10.2785/948305

N° de cat.: KS-EI-19-001-FR-C N° de cat.: KS-EI-19-001-FR-N

Préface

Cette deuxième édition de *Chiffres clés sur l'Europe — Statistiques illustrées* succède à la publication de l'année dernière, qui a été un succès. Elle a vocation à fournir de manière intuitive des éléments visuels, des formats innovants de présentation des données et des textes plus concis, afin que les utilisateurs puissent rapidement percevoir les différences entre les États membres.

Tirant parti de l'énorme volume de données disponible à Eurostat, cette publication vous présente une sélection d'indicateurs clés pour l'Union européenne et chacun de ses États membres. Elle vous aide à mieux comprendre la situation présente et les récentes évolutions au sein de l'Union en ce qui concerne la population et la société, l'économie et les entreprises, ainsi que l'environnement et les ressources naturelles.

Vous trouverez de plus amples informations sur le portail *Statistics Explained*, qui fait partie du site web officiel d'Eurostat et présente des sujets statistiques de manière aisément compréhensible. Les données les plus récentes et les plus complètes peuvent également être téléchargées sur le site web d'Eurostat.

J'espère que vous trouverez dans cette publication des informations intéressantes et utiles pour votre travail mais aussi pour votre vie quotidienne.



Mariana Kotzeva

Directrice générale, Eurostat



Résumé

Chiffres clés de l'Europe — Statistiques illustrées présente une sélection de données statistiques sur l'Union Européenne (UE). La plupart des données couvrent l'Union européenne et ses États membres ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Cette publication peut être considérée comme une introduction aux statistiques européennes et constitue un point de départ pour ceux qui souhaitent explorer la large palette de données accessibles gratuitement sur le site web d'Eurostat <https://ec.europa.eu/eurostat> ainsi que l'ensemble des articles en ligne publiés dans *Statistics Explained*.

Équipe éditoriale

Helene Strandell et Pascal Wolff
Eurostat, unité B4 — Diffusion et support aux utilisateurs

Coordonnées

Eurostat
Bâtiment Joseph Bech
5, rue Alphonse Weicker
2721 Luxembourg
Courriel: estat-user-support@ec.europa.eu

Conception

Office des publications de l'Union européenne, Département de conception graphique

Production

La présente publication a été réalisée par Giovanni Albertone, Simon Allen et Andrew Redpath — INFORMA s.à r.l.

Pour plus d'informations, veuillez consulter:

Site web d'Eurostat: <https://ec.europa.eu/eurostat/fr>
Statistics Explained: https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Main_Page/fr

Remerciements

L'équipe éditoriale de cette publication adresse ses remerciements à tous les collègues d'Eurostat qui ont contribué à sa réalisation.

Table des matières

Préface	3
Table des matières	5
Introduction	6
1. Population et société	9
Population	10
Santé	15
Éducation	18
Marché du travail	20
Conditions de vie	24
Société numérique	27
2. Économie et entreprises	29
Économie et finance	30
Prix	32
Finances publiques	34
Commerce international	36
Entreprises	40
Recherche et développement	47
Tourisme	48
3. Environnement et ressources naturelles	51
Transport	52
Énergie	56
Environnement	61
Agriculture	65
Pêche	66
Sylviculture	67

Introduction

Eurostat est l'office statistique de l'Union européenne (UE), situé à Luxembourg. Il a pour mission de fournir des statistiques de grande qualité sur l'Europe, qui nous permettent de disposer des informations clés sur l'économie, la société et l'environnement de l'Europe dont nous avons besoin tant comme citoyens que comme décideurs.

Structure de la publication

Chiffres clés sur l'Europe — Statistiques illustrées fournit aux utilisateurs de statistiques officielles une vue d'ensemble des innombrables informations disponibles sur le site web d'Eurostat et dans ses bases de données en ligne. La publication a été conçue pour présenter un ensemble équilibré d'indicateurs pour de nombreuses informations transversales portant sur les évolutions socioéconomiques et environnementales au sein de l'UE.

Chiffres clés sur l'Europe — Statistiques illustrées comprend une introduction et trois grands chapitres. L'introduction présente des informations sur la couverture des données et, plus généralement, sur la manière d'accéder aux statistiques européennes et aux sources d'informations sur lesquelles elles s'appuient. Les grands chapitres traitent des domaines suivants: population et société (population, santé, éducation, marché du travail, conditions de vie et société numérique); économie et entreprises (économie et finance, prix, commerce international,

entreprises, recherche et développement et tourisme); environnement et ressources naturelles (transport, énergie, environnement, agriculture, pêche et sylviculture).

Chacun de ces chapitres présente un ensemble d'indicateurs clés: les lecteurs découvriront de nombreuses informations supplémentaires sur le site web d'Eurostat, qui propose des publications thématiques plus détaillées et des bases de données en ligne qui contiennent un large éventail de données.

Extraction et couverture des données

Extraction des données

Les données statistiques présentées dans cette publication ont été extraites en mai 2019.

Couverture géographique des données

Cette publication présente des informations pour l'**UE-28** (une somme/moyenne couvrant les 28 États membres de l'UE), ainsi que pour chaque État membre de l'UE et les quatre pays de l'**AELE**. L'ordre des États membres dans les graphiques reflète généralement leur classement selon la valeur du ou des indicateurs illustrés.

La carte à l'intérieur de la couverture identifie les **États membres de l'UE** et les pays de l'**AELE** et localise leurs capitales.

Codes des pays

BE	Belgique	MT	Malte
BG	Bulgarie	NL	Pays-Bas
CZ	Tchéquie	AT	Autriche
DK	Danemark	PL	Pologne
DE	Allemagne	PT	Portugal
EE	Estonie	RO	Roumanie
IE	Irlande	SI	Slovénie
EL	Grèce	SK	Slovaquie
ES	Espagne	FI	Finlande
FR	France	SE	Suède
HR	Croatie	UK	Royaume-Uni
IT	Italie		
CY	Chypre		
LV	Lettonie	IS	Islande
LT	Lituanie	LI	Liechtenstein
LU	Luxembourg	NO	Norvège
HU	Hongrie	CH	Suisse

Couverture temporelle des données

Si les données pour une année de référence (ou période de référence) ne sont pas disponibles pour un pays spécifique, des données pour les dernières années de référence précédentes ont été utilisées, dans la mesure du possible, pour compléter la couverture (ces exceptions font l'objet de notes de bas de page).

Remarques et attributs

Les remarques et attributs sont des moyens d'expliquer et de définir les caractéristiques spécifiques de données particulières. Dans la présente publication, ils ont été limités autant que possible afin d'accorder

plus d'espace aux illustrations. La présente publication ne comprend que les remarques nécessaires à l'interprétation des données et pour indiquer qu'une année a été remplacée par une autre. Un ensemble complet de remarques et d'attributs est disponible sur le site web d'Eurostat (voir ci-dessous) via le(s) code(s) de données en ligne.

Accès aux statistiques européennes

Le moyen le plus simple pour accéder au large éventail d'informations statistiques d'Eurostat est de consulter son site web (<https://ec.europa.eu/eurostat/fr>). Eurostat offre aux utilisateurs un accès gratuit à ses bases de données et à ses publications au format PDF. Le site web est mis à jour quotidiennement et présente les informations statistiques les plus récentes et complètes disponibles sur l'UE, ses États membres, les pays de l'AELE et les pays de l'élargissement.

Les codes de données en ligne d'Eurostat, tels que *nama_10_gdp*, permettent d'accéder aisément aux données les plus récentes sur le site web d'Eurostat (<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>). Dans la présente publication, ces codes ont été insérés dans la mention de la source sous chaque graphique.

Certains des indicateurs présentés dans cette publication sont relativement complexes. Statistics Explained fournit un glossaire complet en ligne définissant un large éventail d'indicateurs, de concepts et de termes statistiques; il est organisé en rubriques thématiques (https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Thematic_glossaries/fr).

1

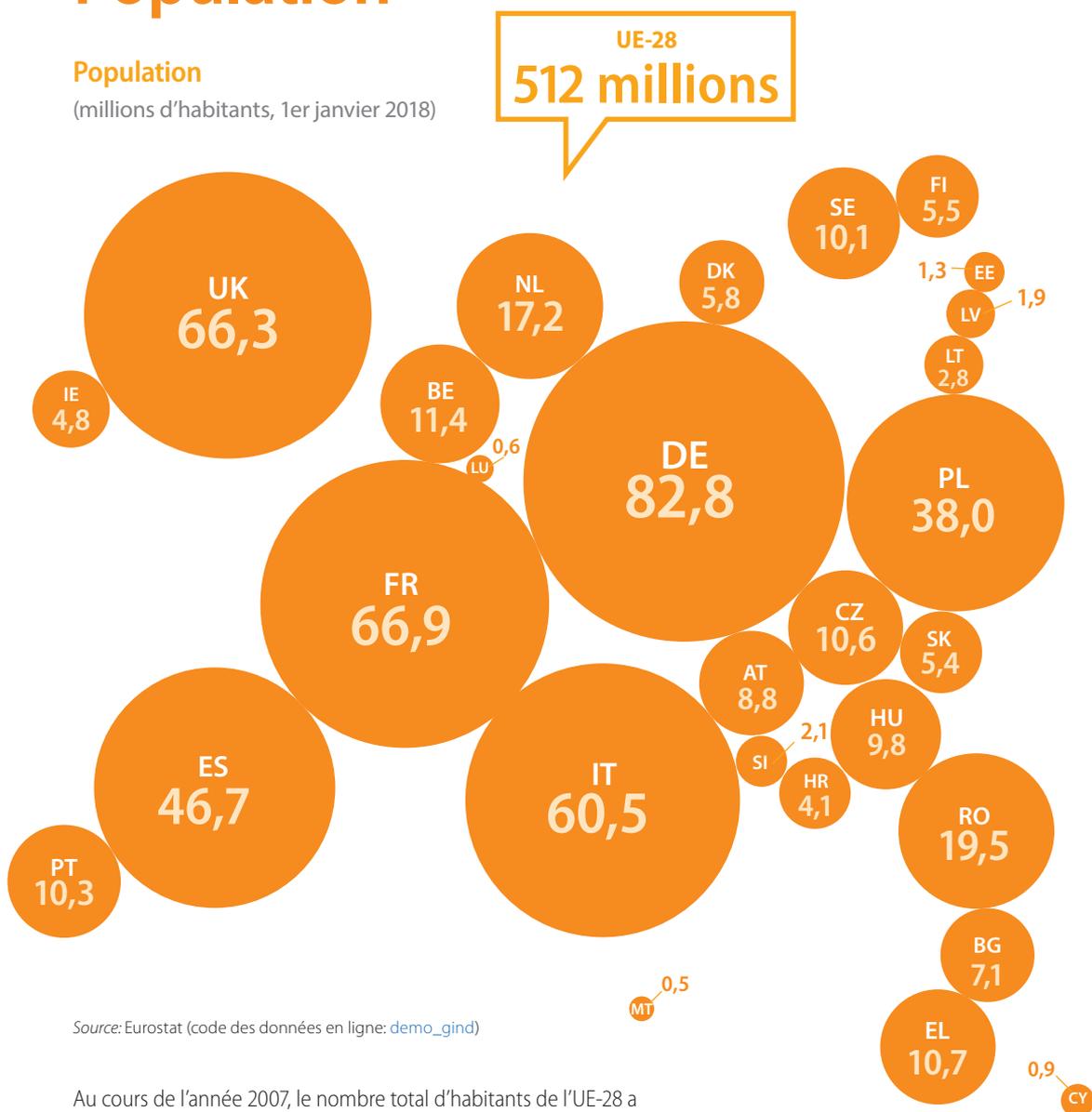
Population et société



Population

Population

(millions d'habitants, 1er janvier 2018)



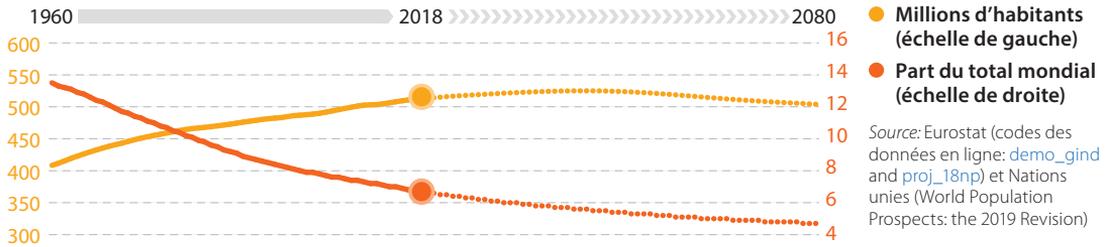
Source: Eurostat (code des données en ligne: [demo_gind](#))

Au cours de l'année 2007, le nombre total d'habitants de l'UE-28 a dépassé la barre des 500 millions. Au 1er janvier 2018, la population de l'UE-28 avait atteint 512,4 millions d'habitants, soit 1,0 million de plus qu'un an auparavant.

D'importantes différences s'observent dans les niveaux de population entre les États membres de l'Union: au 1er janvier 2018, le nombre total d'habitants allait de 0,5 million à Malte jusqu'à 82,8 millions en Allemagne. Ensemble, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la Pologne représentaient 70,5 % de la population de l'UE.

Évolution de la population

(millions et part en pourcentage du total mondial, UE-28, 1960-2080)

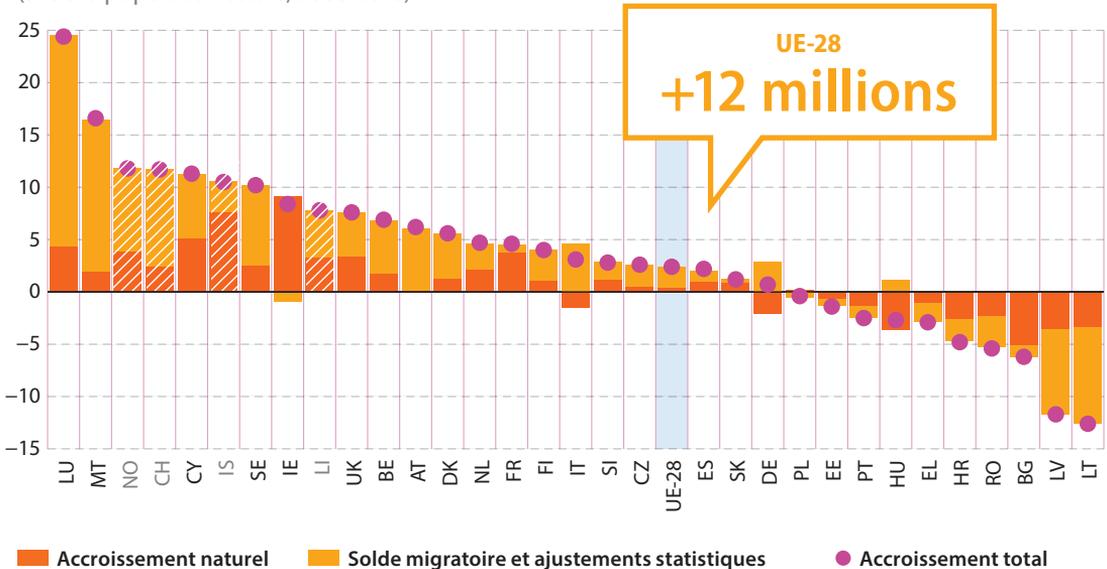


En 1983, la part de l'UE-28 dans la population mondiale est tombée en-dessous de 10,0 %, et cette tendance à la baisse a continué jusqu'en 2018, où l'UE-28 comptait 6,7 % du total de la population mondiale. D'après les projections de base d'Eurostat, la population de l'UE-28 continuera d'augmenter, bien que lentement, jusqu'en 2045 (525,0 millions d'habitants), suite à

quoi elle devrait diminuer à nouveau pour atteindre 504,0 millions d'habitants en 2080. Ces évolutions, en conjonction avec une accélération de la croissance de la population dans le reste du monde, impliquent que moins d'une personne sur vingt dans le monde — 4,7 % — devrait vivre au sein de l'UE-28 d'ici 2080.

Évolution de la population

(% de la population totale, 2008-2018)



Source: Eurostat (code des données en ligne: [demo_gind](#))

Entre le 1er janvier 2008 et 2018, la population de l'UE-28 a augmenté de 12,1 millions (soit 2,4 %). C'est au Luxembourg que le nombre d'habitants a le plus augmenté, avec une croissance de presque un quart (24,4 %); à l'autre extrémité, les réductions les plus importantes en pourcentage ont été observées en Lettonie (–11,7 %) et en Lituanie (–12,6 %). Une réduction

naturelle du nombre d'habitants (plus de décès que de naissances) dans les États membres baltes, en Bulgarie, en Roumanie, en Croatie, en Grèce et au Portugal a été renforcée par l'émigration nette (nombre d'émigrants supérieur à celui des migrants arrivant), ce qui a entraîné un déclin de population. Un déclin global a également été observé parmi les populations hongroise et polonaise.

1,90 FR

Taux de fécondité

(naissances vivantes par femme, 2017)

Dans les pays développés, un taux de fécondité total de 2,1 enfants est considéré comme le niveau de remplacement: en d'autres termes, il s'agit du nombre moyen de naissances vivantes par femme nécessaire pour maintenir le nombre total d'habitants à un niveau constant (en l'absence de migration).

En 2017, le taux de fécondité total au sein de l'UE-28 s'élevait, en moyenne, à 1,59 naissance vivante par femme. Ce taux allait d'un maximum de 1,90 naissance vivante par femme en France à un minimum de 1,26 à Malte; le taux de fécondité était également relativement faible dans les autres États membres du sud de l'Union — l'Espagne, Chypre, l'Italie, la Grèce et le Portugal — chacun de ces pays présentant un taux inférieur à 1,40, ce qui était également le cas au Luxembourg.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [demo_find](#))

1,78 SE

1,77 IE

1,75 DK

1,74 UK

1,71 RO, IS

1,69 CZ, LV

1,65 BE

1,63 LT

1,62 NL, SI, NO

1,59 UE-28, EE

1,57 DE

1,56 BG

1,54 HU

1,52 AT, SK, CH

1,49 FI

1,48 PL

1,44 LI

1,42 HR

1,39 LU

1,38 PT

1,35 EL

1,32 IT, CY

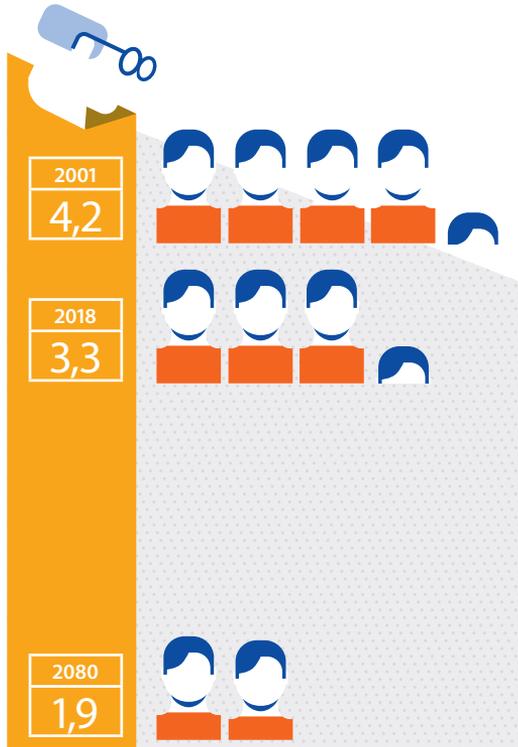
1,31 ES

1,26 MT



Population vieillissante

(taux des personnes âgées de 15 à 64 ans par rapport aux personnes âgées de 65 ans et plus, UE-28, 2001, 2018 et 2080)

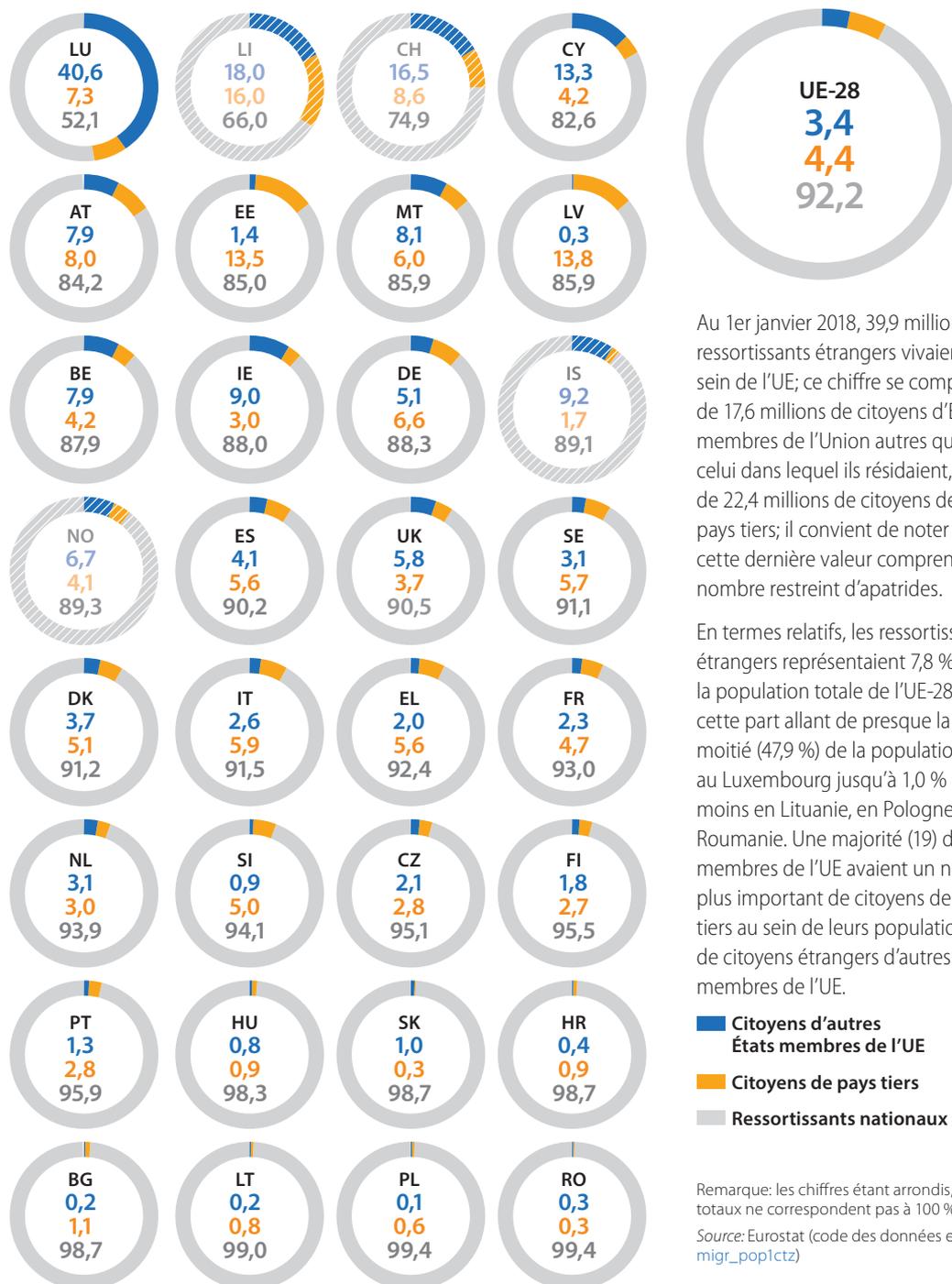


Source: Eurostat (codes des données en ligne: [demo_pjanind](#) et [proj_18np](#))

Un vieillissement de la population s'observe dans une bonne partie de l'Europe ces dernières décennies. Les modifications de la structure de la population peuvent avoir de fortes implications sur des questions comme les fonds de pension, les recettes publiques et la prestation de services tels que la santé et l'aide sociale. D'après les projections de base d'Eurostat, le ratio (exprimé en pourcentage) entre le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus dans la population de l'UE-28 et le nombre de personnes en âge de travailler (définies ici comme celles âgées entre 15 et 64 ans) devrait croître de 30 % en 2018 à 54 % en 2080. En d'autres termes, au lieu d'une situation dans laquelle on compte 3,3 personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée en 2018, ce ratio est projeté de chuter à 1,9 personne en âge de travailler pour chaque personne âgée d'ici 2080.

Population par nationalité

(part en pourcentage de la population totale, 1er janvier 2018)



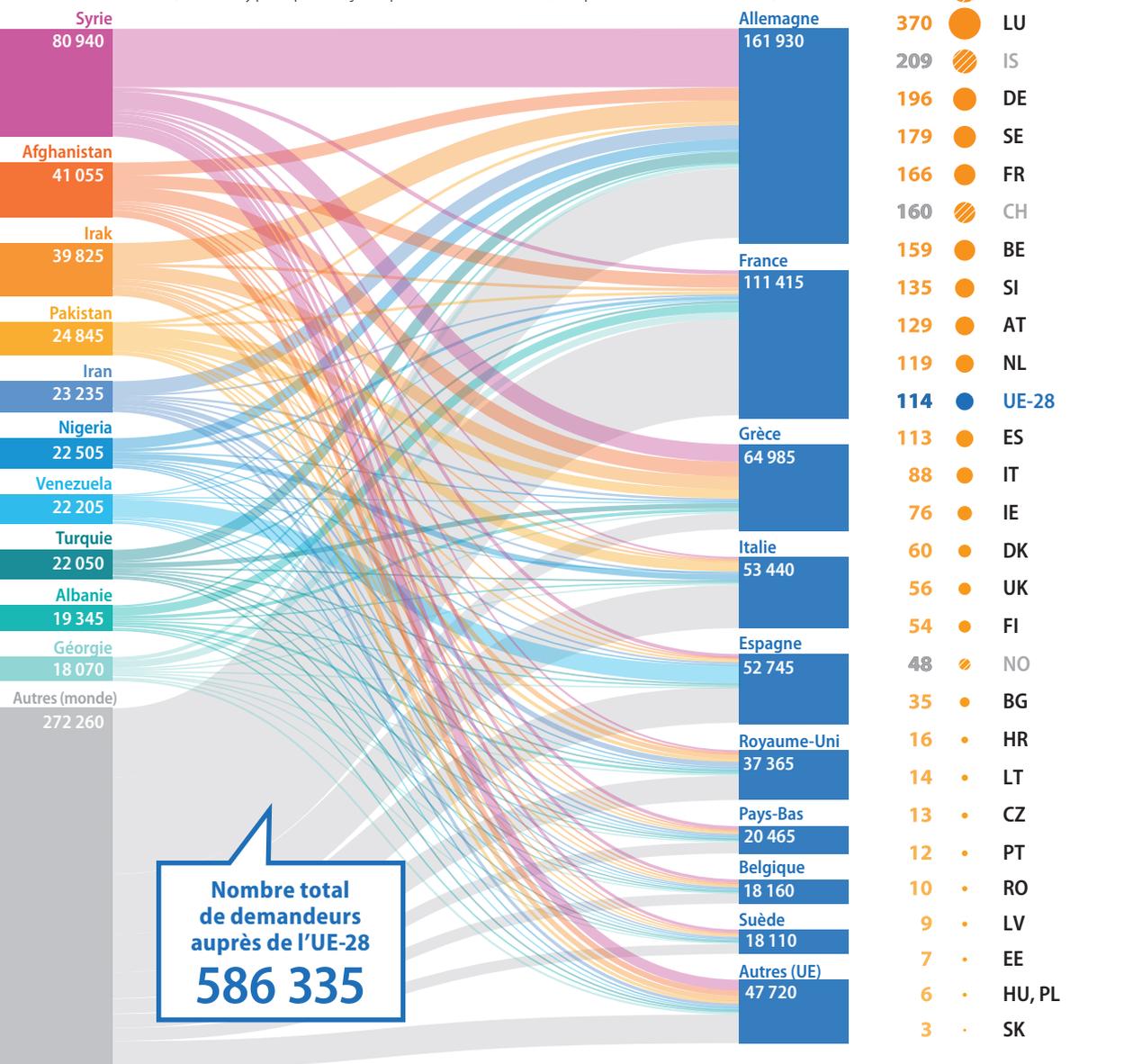
Au 1er janvier 2018, 39,9 millions de ressortissants étrangers vivaient au sein de l'UE; ce chiffre se composait de 17,6 millions de citoyens d'États membres de l'Union autres que celui dans lequel ils résidaient, et de 22,4 millions de citoyens de pays tiers; il convient de noter que cette dernière valeur comprend un nombre restreint d'apatrides.

En termes relatifs, les ressortissants étrangers représentaient 7,8 % de la population totale de l'UE-28, cette part allant de presque la moitié (47,9 %) de la population au Luxembourg jusqu'à 1,0 % ou moins en Lituanie, en Pologne et en Roumanie. Une majorité (19) d'États membres de l'UE avaient un nombre plus important de citoyens de pays tiers au sein de leurs populations que de citoyens étrangers d'autres États membres de l'UE.

Premières demandes d'asile

(nombre de demandes dans les États membres de l'UE, 2018)

Après un pic au cours de la crise des migrants en 2015 et 2016, le nombre de premières demandes d'asile au sein de l'UE-28 était retombé à 586 335 en 2018, soit l'équivalent d'à peine 0,1 % de la population totale de l'UE-28. En 2018, les citoyens syriens représentaient le nombre le plus élevé de demandeurs d'asile (80 940), suivis par les citoyens afghans (41 055) et irakiens (39 825). C'est en Allemagne que le nombre le plus élevé de demandes a été enregistré (161 930); toutefois, en termes relatifs, c'est Chypre qui a reçu le plus de demandes (881 pour 100 000 habitants).



Nombre total de demandeurs auprès de l'UE-28
586 335

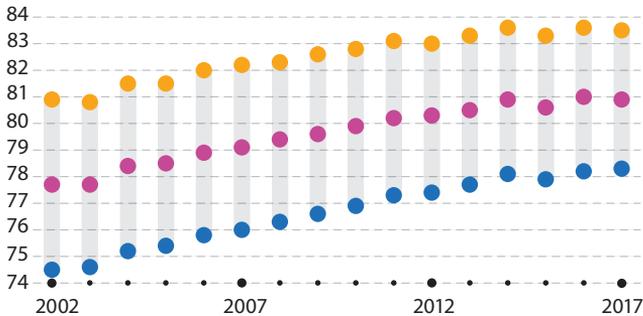
Remarque: données arrondies. Comprend uniquement les demandes introduites par des citoyens de pays tiers.

Sources: Eurostat (codes des données en ligne: migr_asyappctza et demo_gind)

Santé

Évolution de l'espérance de vie à la naissance

(années par sexe, UE-28, 2002-2017)



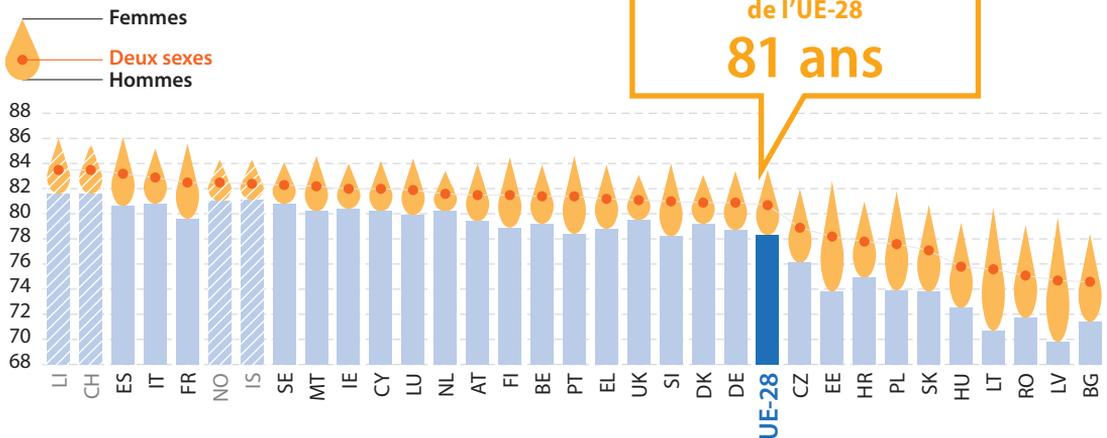
En 2017, l'espérance de vie à la naissance au sein de l'UE-28 était de 83,5 ans pour les femmes et de 78,3 ans pour les hommes. Entre 2002 et 2017, cet écart entre les deux sexes a diminué, l'espérance de vie au sein de l'UE-28 ayant augmenté de 2,6 ans pour les femmes et de 3,8 ans pour les hommes.

● Femmes
● Les deux sexes
● Hommes

Source: Eurostat (code des données en ligne: [demo_mlexpec](#))

Espérance de vie à la naissance

(années par sexe, 2017)

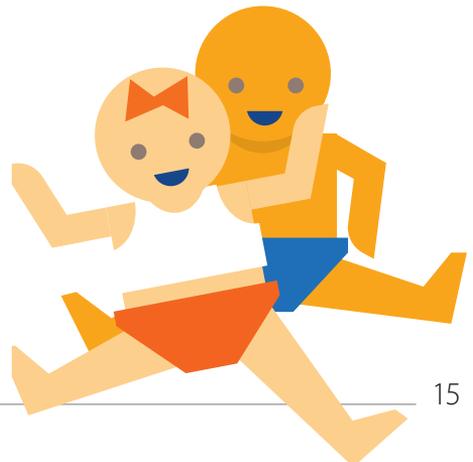


Espérance de vie au sein de l'UE-28

81 ans

Source: Eurostat (code des données en ligne: [demo_mlexpec](#))

Au sein de l'UE-28, l'espérance de vie à la naissance moyenne (pour les deux sexes) la plus élevée a été enregistrée en Espagne (83,4 ans), alors que la plus courte l'a été en Bulgarie (74,8 ans). Un écart entre les sexes — avec une espérance de vie plus élevée pour les femmes — existait dans chaque État membre de l'Union, des différences particulièrement importantes entre les sexes ayant été observées en Lettonie (9,9 ans) et en Lituanie (9,8 ans); les écarts les plus faibles ont été enregistrés aux Pays-Bas (3,2 ans) et en Suède (3,3 ans).



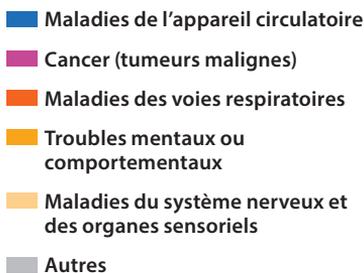
Principales causes de décès

(milliers de décès par sexe et par tranches d'âge, UE-28, 2015)

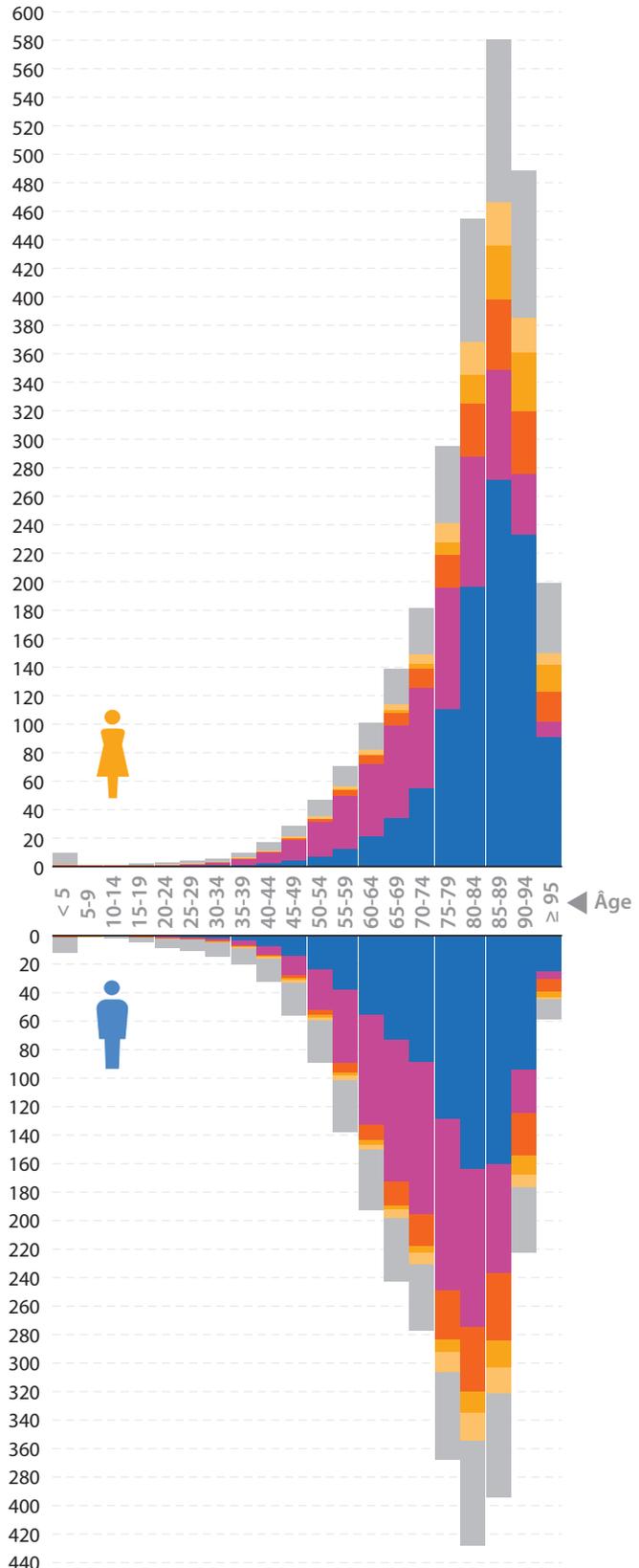
En 2015, plus d'un tiers (36,7 %) des décès au sein de l'UE-28 ont été causés par des maladies de l'appareil circulatoire, alors que plus d'un quart (25,4 %) l'ont été par des cancers.

Le nombre d'enfants et de jeunes à mourir chaque année est relativement faible au sein de l'UE-28. Les accidents étaient la principale cause de décès pour les jeunes, leur part dans la totalité des décès culminant à 35,6 % pour la tranche des personnes âgées de 15 à 19 ans. Presque un cinquième des décès parmi la population âgée de 20 à 29 ans étaient attribués à l'automutilation délibérée (suicides compris).

Au sein de l'UE-28, le cancer était la principale cause de décès pour les personnes âgées de 35 à 74 ans. Sa part dans la totalité des décès culminait à 43,8 % pour la tranche des personnes âgées de 60 à 64 ans. Les personnes plus âgées avaient plus de risques de mourir des suites d'une maladie de l'appareil circulatoire: il s'agissait de la première cause de décès parmi les personnes âgées de 75 ans et plus, atteignant 45,9 % pour les personnes âgées de 90 à 94 ans.

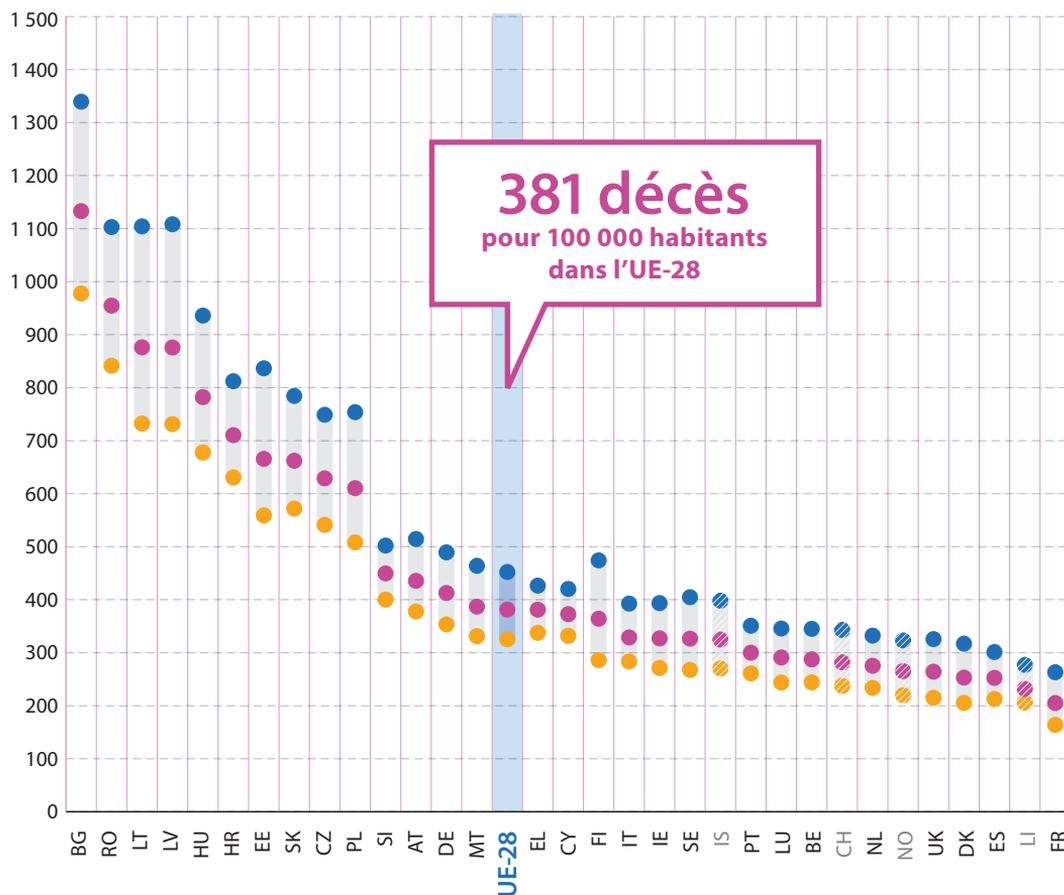


Source: Eurostat (code des données en ligne: [hlth_cd_aro](#))



Décès causés par des maladies de l'appareil circulatoire

(taux de mortalité standardisé pour 100 000 habitants par sexe, 2015)



- Hommes
- Les deux sexes
- Femmes

Alors que les maladies de l'appareil circulatoire sont la première cause de décès au sein de l'UE-28, d'importantes différences s'observaient entre les États membres de l'Union. Par exemple, en 2015, une personne vivant en Bulgarie avait 5,5 fois plus de risques de mourir des suites d'une maladie de l'appareil circulatoire (1 133 décès pour 100 000 habitants) qu'une personne vivant en France (205 décès pour 100 000 habitants). Dans chacun des États membres de l'UE, les hommes couraient plus de risques que les femmes de mourir des suites de maladies de l'appareil circulatoire. Cet écart entre les sexes était particulièrement marqué en Finlande, où le risque de mourir des suites d'une maladie de l'appareil circulatoire chez les hommes était supérieur de 66 % à celui observé chez les femmes.

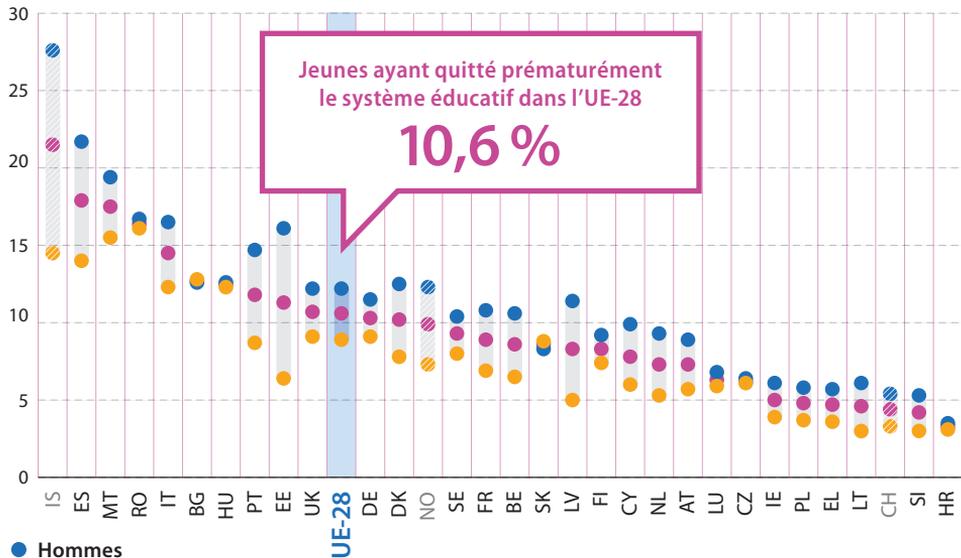
Remarque: le taux de mortalité standardisé est une moyenne pondérée des taux de mortalités spécifiques à chaque âge, dont les coefficients de pondération reflètent la distribution par âge de la population européenne type (révision 2012). Étant donné que les causes de décès varient significativement en fonction de l'âge et du sexe, le recours à un taux de mortalité standardisé améliore la comparabilité dans le temps et entre les pays.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [hlth_cd_asdr2](#))

Éducation

Jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation

(part en pourcentage des personnes âgées de 18 à 24 ans par sexe, 2018)



- Hommes
- Les deux sexes
- Femmes

Remarque: les jeunes ayant quitté prématurément le système éducatif sont ceux qui n'ont pas achevé l'enseignement secondaire et ne poursuivent ni études ni formation complémentaires.

Source: Eurostat (code des données en ligne: edat_lfse_14)

Les personnes quittant le système d'éducation à un âge relativement jeune courent davantage le risque de la pauvreté, du chômage ou de l'exclusion sociale. L'UE s'est fixé l'objectif de réduire la part des jeunes quittant prématurément le système d'éducation et de formation au sein de l'UE-28 à 10,0 % d'ici 2020. La part de jeunes quittant prématurément le système d'éducation et de formation au sein de l'UE-28 était de 10,6 % en 2018, allant de 17,9 % en Espagne à 3,3 % en Croatie. Les jeunes hommes au sein de l'UE-28 (12,2 %) couraient davantage que les jeunes femmes (8,9 %) le risque de quitter prématurément le système.

Apprentissage de deux langues étrangères ou plus

(part en pourcentage des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général, 2017)

En 2017, environ 60 % des étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général au sein de l'UE 28 étudiaient deux langues étrangères ou plus. Cette part atteignait au moins 99 % de tous les étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général au Luxembourg, en France et en Roumanie. À l'autre extrémité, moins de 15 % des étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général étudiaient deux langues étrangères ou plus en Irlande, au Portugal et en Grèce.

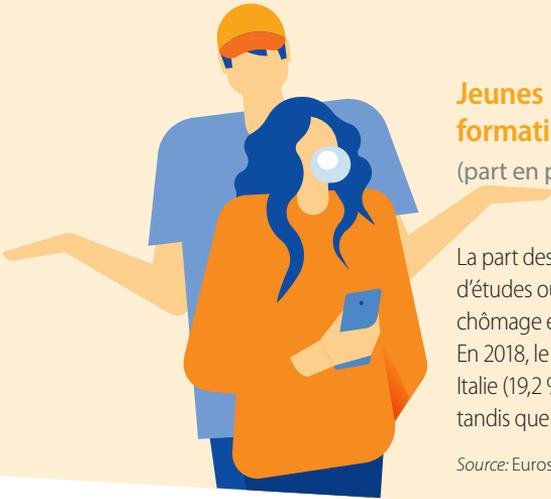
Remarque: estimations pour l'UE-28 réalisées aux fins de la présente publication. données 2016 pour BE.

Source: Eurostat (code des données en ligne: educ_uoe_lang02)

Hallo!
Hello!
Bonjour!

60 %
des élèves de
l'UE-28 étudient
plus d'une langue
étrangère





Jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation

(part en pourcentage des personnes âgées de 15 à 24 ans, 2018)

La part des jeunes âgés de 15 à 24 ans ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation (NEET) concerne les personnes qui étaient au chômage et n'avaient participé à aucune forme d'études ou de formation. En 2018, le taux de jeunes NEET pour l'UE-28 s'élevait à 10,5 %. Le taux en Italie (19,2 %) était presque deux fois supérieur à la moyenne de l'UE-28, tandis que le taux le plus faible a été enregistré aux Pays-Bas (4,2 %).

Source: Eurostat (code des données en ligne: edat_lfse_20)

Domaines d'études pour les titulaires d'un diplôme universitaire

(part en pourcentage des diplômés par sexe, UE-28, 2016)

En 2016, 4,7 millions de personnes étaient en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur au sein de l'UE-28: le nombre de femmes titulaires d'un diplôme universitaire (2,7 millions) était plus élevé que celui de leurs homologues masculins (2,0 millions). Cette tendance s'observait pour la plupart des disciplines universitaires, à l'exception des domaines des technologies de l'information et de la communication, de l'ingénierie, des industries de transformation et de la construction.

4,7 millions
titulaires d'un diplôme universitaire dans l'UE-28



UE-28 **10,5**

Commerce, administration et droit



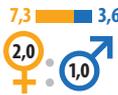
Ingénierie, industries de transformation et construction



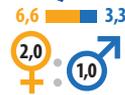
Santé et protection sociale



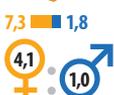
Lettres et arts



Sciences sociales, journalisme et information



Éducation



Sciences naturelles, mathématiques et statistiques



Services



Technologies de l'information et de la communication



Agriculture, sylviculture, halieutique et sciences vétérinaires



● Femmes

● Hommes

Remarque: données 2015 pour la répartition des diplômés par domaine d'études. IT: la définition diffère.

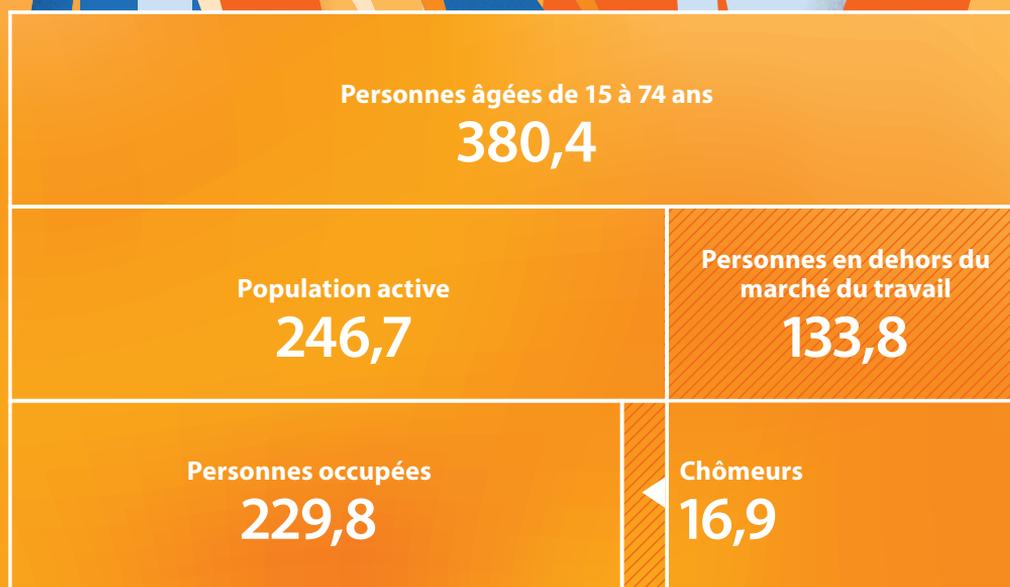
Source: Eurostat (codes des données en ligne: educ_uoe_grad01 and educ_uoe_grad03)

IT	19,2
BG	15,0
RO	14,5
EL	14,1
HR	13,6
CY	13,2
ES	12,4
FR	11,1
HU	10,7
UE-28	10,5
UK	10,4
SK	10,2
IE	10,1
EE	9,8
BE	9,2
PL	8,7
FI	8,5
PT	8,4
LT	8,0
LV	7,8
MT	7,3
DK, AT	6,8
SI	6,6
SE	6,1
NO	6,0
DE	5,9
CZ	5,6
LU	5,3
IS, LI	4,9
NL	4,2

Marché du travail

Composition du marché du travail

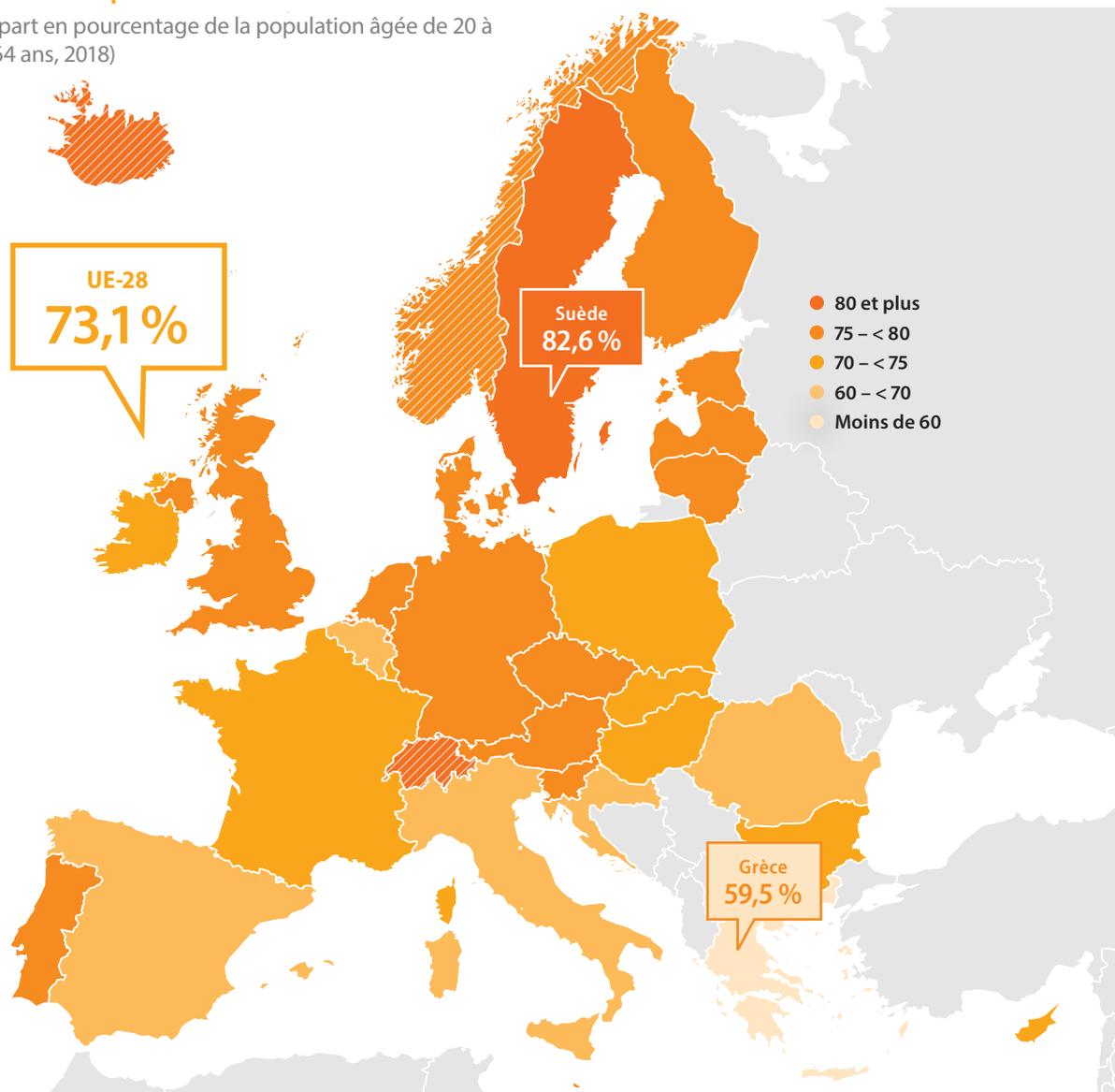
(millions de personnes âgées de 15 à 74 ans, UE-28, 2018)



Source: Eurostat (code des données en ligne: [lfsa_pganws](#))

Taux d'emploi

(part en pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans, 2018)



Le taux d'emploi au sein de l'UE-28 — qui mesure la part de la population âgée entre 20 et 64 ans occupant un emploi — s'élevait à 73,1 % en 2018. Le taux d'emploi, qui s'élevait à 68,4 % en 2013, a augmenté durant cinq années consécutives. Le taux d'emploi au sein de l'UE-28 pour les hommes (78,9 %) était considérablement supérieur au taux correspondant pour les femmes (67,4 %).

En 2018, la Suède (82,6 %) était l'unique État membre de l'Union avec plus de 80 % d'adultes âgés de 20 à 64 ans à occuper un emploi; à l'autre extrémité, moins de deux tiers de cette tranche de la population était occupée en Croatie (65,2 %) et en Italie (63,0 %), cette part s'élevant à 59,5 % en Grèce.

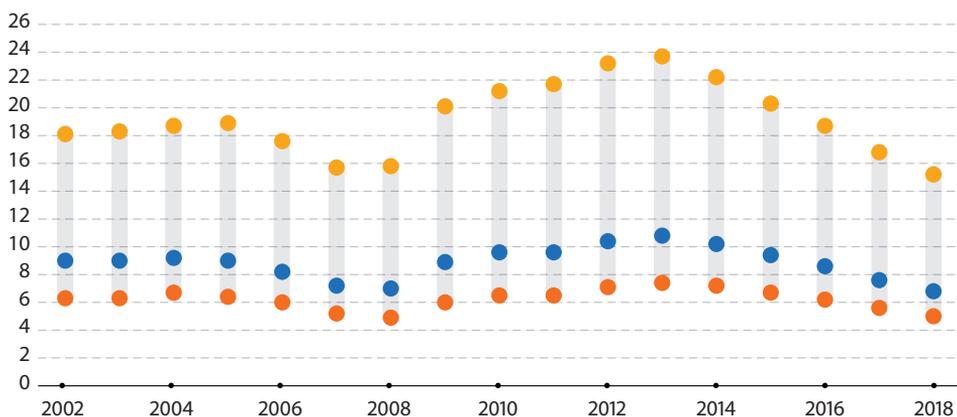
Source: Eurostat (code des données en ligne: [lfsa_ergan](#))

19,3 EL

Évolution du taux de chômage

(part en pourcentage de la population active, UE-28, 2002-2018)

15,3 ES



● **Personnes âgées de 15 à 24 ans**

● **Total (personnes âgées de 15 à 74 ans)**

● **Personnes âgées de 50 à 74 ans**

En 2008, le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 74 ans au sein de l'UE 28 a atteint un minimum de 7,0 %. Suite à la crise économique et financière mondiale, le taux de chômage a fortement augmenté, pour atteindre 10,8 % en 2013. Au cours des cinq années suivantes, ce taux a considérablement diminué au sein de l'UE-28, pour revenir à 6,8 % en 2018.

Le taux de chômage des jeunes au sein de l'UE 28 s'élevait à 15,2 % en 2018, soit plus de trois fois le taux de chômage des personnes âgées de 50 à 74 ans (5,0 %).

Source: Eurostat
(code des données en ligne: [lfsa_urgan](#))

10,6 IT

9,1 FR

8,5 HR

8,4 CY

7,4 LV, FI

7,0 PT

6,8 UE-28

6,5 SK

6,3 SE

6,2 LT

6,0 BE

5,8 IE

5,4 EE, LU

5,2 BG

5,1 SI

5,0 DK

4,9 AT

4,2 RO

4,0 UK

3,9 PL, NO

3,8 NL

3,7 HU, MT

3,4 DE

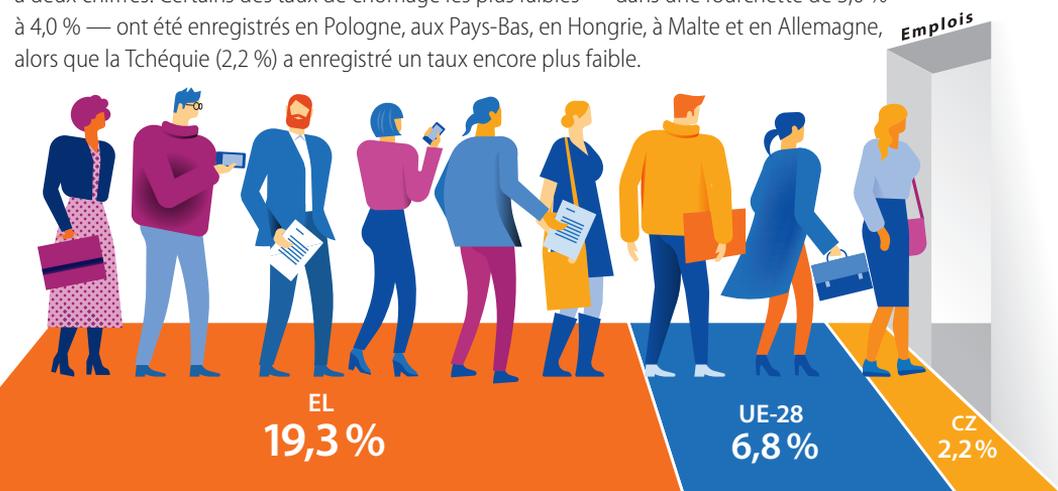
2,7 IS

2,2 CZ

Taux de chômage

(part en pourcentage de la population active âgée de 15 à 74 ans, 2018)

En 2018, le taux de chômage le plus élevé pour les personnes âgées de 15 à 74 ans a été enregistré en Grèce (19,3 %), tandis que l'Espagne et l'Italie ont également enregistré des taux à deux chiffres. Certains des taux de chômage les plus faibles — dans une fourchette de 3,0 % à 4,0 % — ont été enregistrés en Pologne, aux Pays-Bas, en Hongrie, à Malte et en Allemagne, alors que la Tchéquie (2,2 %) a enregistré un taux encore plus faible.



Source: Eurostat (code des données en ligne: [une_rt_a](#))

Écart de rémunération entre hommes et femmes

(différence entre le salaire horaire brut moyen des hommes et des femmes en pourcentage du salaire des hommes, 2017)

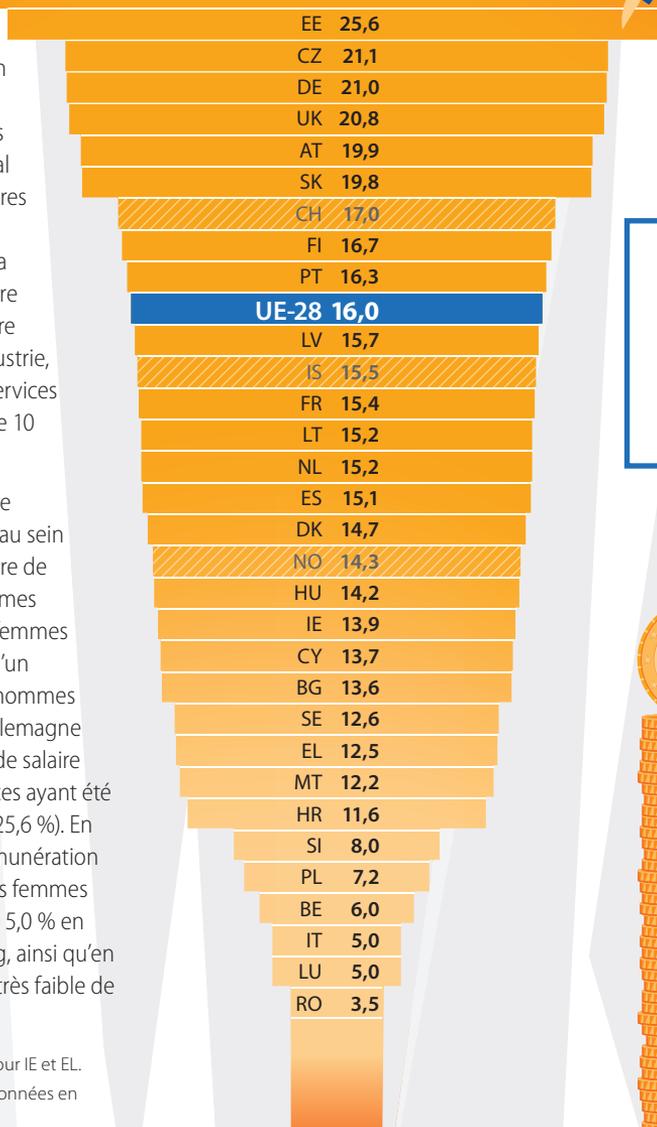


L'écart de rémunération non ajusté entre les hommes et les femmes donne un aperçu global des différences de salaires entre les hommes et les femmes. Il mesure la différence entre le salaire des hommes et le salaire des femmes dans l'industrie, la construction et les services parmi les entreprises de 10 salariés ou plus.

La rémunération horaire moyenne des femmes au sein de l'UE 28 était inférieure de 16,0 % à celle des hommes en 2017. Le salaire des femmes était inférieur de plus d'un cinquième à celui des hommes au Royaume-Uni, en Allemagne et en Tchéquie, l'écart de salaire maximum entre les sexes ayant été enregistré en Estonie (25,6 %). En revanche, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes était égal ou inférieur à 5,0 % en Italie et au Luxembourg, ainsi qu'en Roumanie, où un taux très faible de 3,5 % a été enregistré.

Remarque: données 2014 pour IE et EL.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [earn_gr_gpgf2](#))



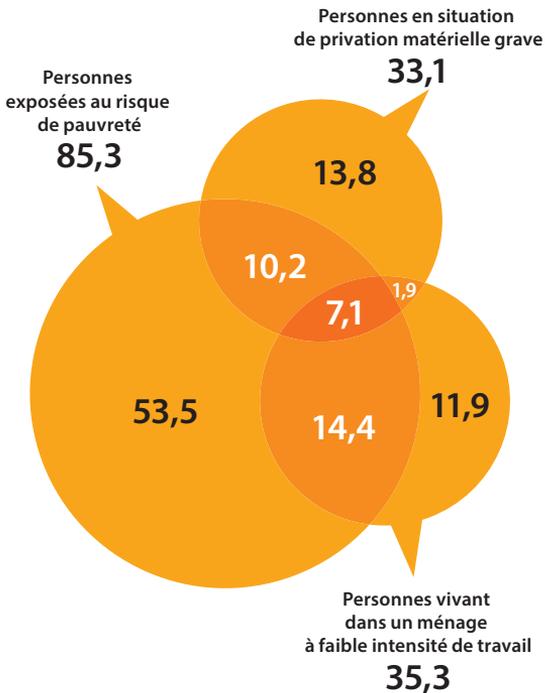
Les femmes dans l'UE-28 gagnent en moyenne **16 %** moins que les hommes



Conditions de vie

Population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

(millions de personnes, UE-28, 2017)



En 2017, 113 millions de personnes, soit 22,4 % de la population de l'UE-28, étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cela signifie qu'elles se trouvaient dans au moins une des trois situations suivantes: exposées au risque de pauvreté après transferts sociaux, soumises à une privation matérielle sévère ou vivant dans un ménage à faible intensité de travail. Le risque le plus élevé de pauvreté ou d'exclusion sociale était celui de la pauvreté monétaire, à savoir les personnes exposées au risque de pauvreté après transferts sociaux: en 2017, 85,3 millions de personnes au sein de l'UE 28 se trouvaient dans cette situation, dont 31,8 millions de personnes se trouvaient en même temps dans au moins une des deux autres situations. Par rapport à cinq ans plus tôt, le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a diminué d'environ 11 millions de personnes (2,4 % de la population) en 2017.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [ilc_pees01](#))

38,9 BG

35,7 RO

34,8 EL

29,6 LT

28,9 IT

28,2 LV

26,6 ES

26,4 HR

25,6 HU

25,2 CY

23,4 EE

23,3 PT

22,7 IE

22,4 UE-28

22,0 UK

21,5 LU

20,3 BE

19,5 PL

19,3 MT

19,0 DE

18,1 AT

17,8 CH

17,7 SE

17,2 DK

17,1 FR, SI

17,0 NL

16,3 SK

16,0 NO

15,7 FI

12,2 CZ, IS

Population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

(part en pourcentage de la population totale, 2017)

En 2017, la part de la population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a culminé, parmi les États membres de l'Union, à 38,9 % en Bulgarie, tandis que plus d'un tiers de la population en Roumanie et en Grèce était également exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. À l'autre extrémité, moins d'un sixième de la population en Slovaquie et en Finlande était exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, avec un minimum de 12,2 % enregistré en Tchéquie.

Proportion des personnes au sein de l'UE-28 exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

22 %

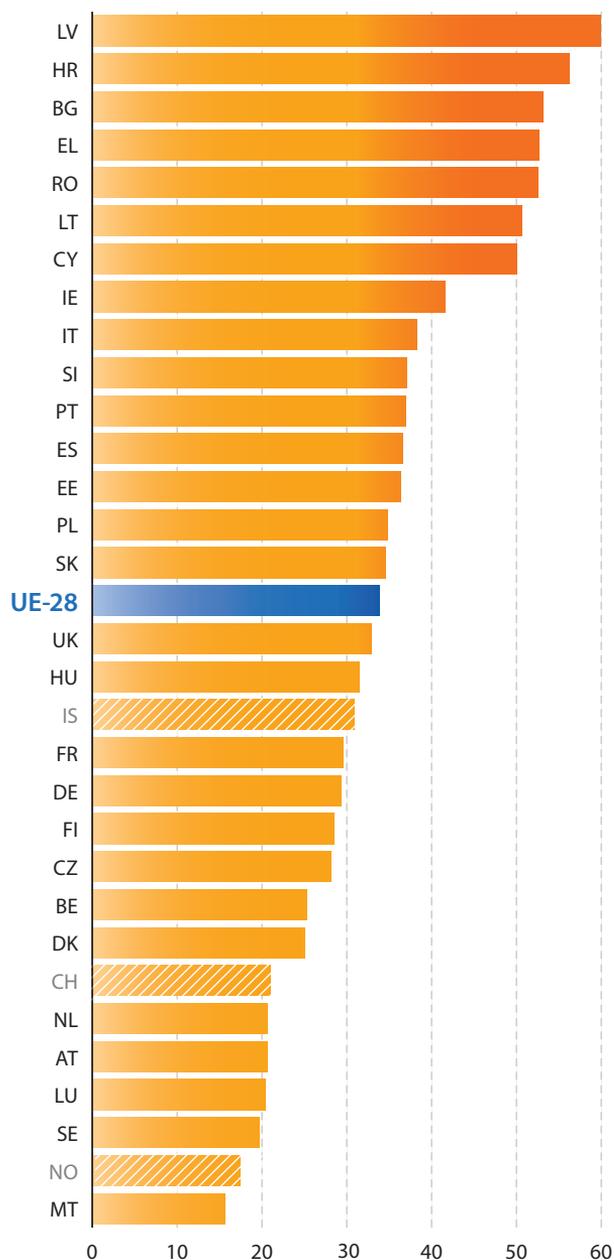


Remarque: données 2016 pour IS et CH.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [ilc_pees01](#))

Incapacité de faire face à des dépenses imprévues

(part en pourcentage de la population totale, 2017)



Remarque: données 2016 pour IS et CH.

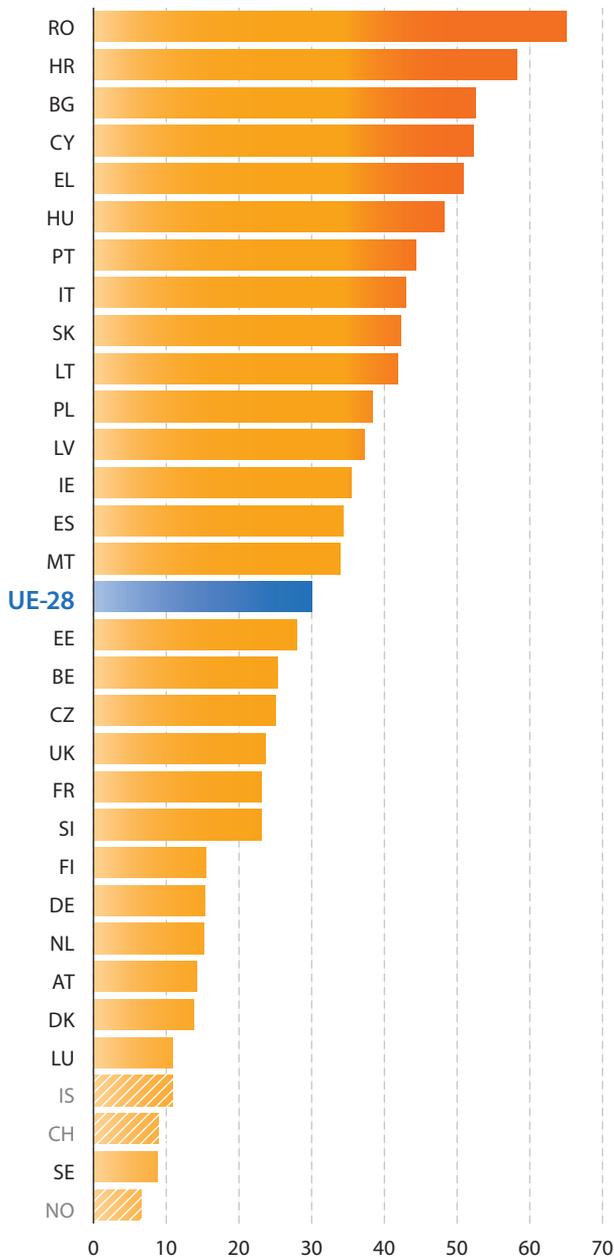
Source: Eurostat (code des données en ligne: ilc_mdcs04)



La privation matérielle correspond à l'incapacité forcée (par opposition au choix de ne pas le faire) à payer/se permettre des dépenses spécifiques. Les dépenses imprévues en sont un exemple. En 2017, environ un tiers (33,8 %) de la population de l'UE-28 vivant dans un ménage particulier se trouvait dans l'incapacité de faire face à des dépenses imprévues. Dans sept États membres de l'Union, plus de la moitié de la population se trouvait dans l'incapacité de faire face à des dépenses imprévues, avec un pic en Croatie (56,2 %) et en Lettonie (59,9 %). En revanche, seule une part limitée de la population se trouvait dans l'incapacité de faire face à de telles dépenses à Malte (15,6 %).

Incapacité de s'offrir une semaine de vacances annuelles loin du domicile

(part en pourcentage de la population totale, 2017)



Remarque: données 2016 pour IS et CH.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [ilc_mdcs02](#))



30%

de la population de l'UE-28 ne peuvent pas s'offrir une semaine de vacances loin du domicile

Une autre composante du taux de privation matérielle est l'impossibilité de s'offrir une semaine de vacances loin du domicile chaque année, qui concernait environ 30,0 % de la population de l'UE-28 en 2017. Cette part atteignait plus de la moitié de la population en Grèce, à Chypre, en Bulgarie et en Croatie, avec un pic à 65,0 % en Roumanie. En revanche, en Suède, la part de la population se trouvant dans l'impossibilité de s'offrir une semaine de vacances loin du domicile était considérablement plus faible, à savoir moins d'un dixième (8,8 %).

Société numérique

Utilisation d'internet

(part en pourcentage des personnes âgées de 16 à 74 ans, 2018)

Internet fait aujourd'hui partie intégrante de la vie de la plupart des personnes, modifiant la manière dont elles étudient, travaillent, communiquent et profitent de leur temps libre. En 2018, 85 % des adultes âgés de 16 à 74 ans au sein de l'UE-28 ont déclaré avoir utilisé l'internet au cours des trois derniers mois. Cette part allait de 98 % au Danemark et 97 % au Luxembourg à 72 % en Grèce, 71 % en Roumanie et 65 % en Bulgarie.

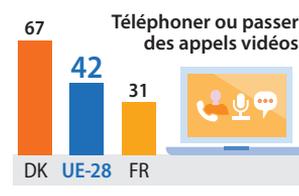
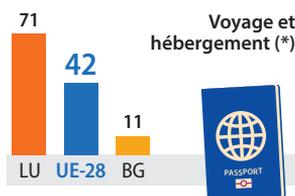
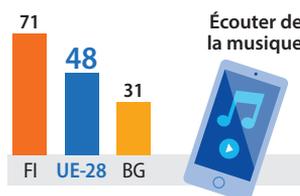
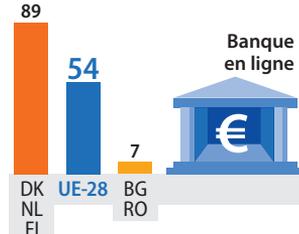
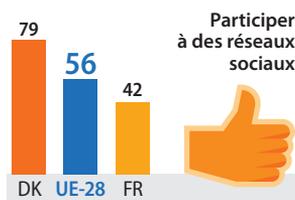
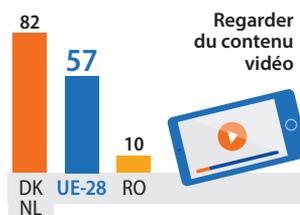
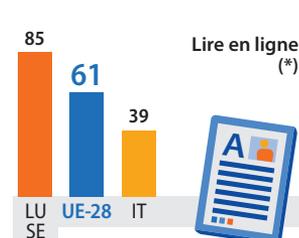
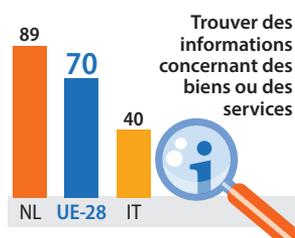
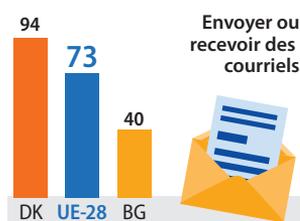
Remarque: données 2017 pour CH.

Source: Eurostat (code des données en ligne: isoc_ci_ifp_iu)

IS	99
DK	98
LU, NO	97
NL, UK	95
FI, CH	94
DE, SE	92

Activités sur internet

(part en pourcentage des personnes âgées de 16 à 74 ans, 2018)



- Valeur la plus élevée de l'UE
- Valeur pour l'UE-28
- Valeur la plus basse de l'UE

(*) 2017 data

Source: Eurostat (code des données en ligne: isoc_ci_ac_1)

Au sein de l'UE-28, certaines des activités les plus communément réalisées sur l'internet par les personnes âgées de 16 à 74 ans étaient notamment: envoi ou réception de courriels (73 %), trouver des informations concernant des biens et des services (70 %) et lire des sites

d'information, des journaux ou des magazines en ligne (61 %; données de 2017). La majorité des adultes au sein de l'UE-28 a également utilisé l'Internet pour regarder du contenu vidéo (57 %), participer à des réseaux sociaux (56 %) ou avoir recours à la banque en ligne (54 %).

BE, EE	89
FR	88
CZ, AT	87
ES	86
UE-28	85
CY, LV	84
IE	82
MT	81
LT, SI, SK	80
PL	78
HU	76
HR, PT	75
IT	74
EL	72
RO	71
BG	65

2

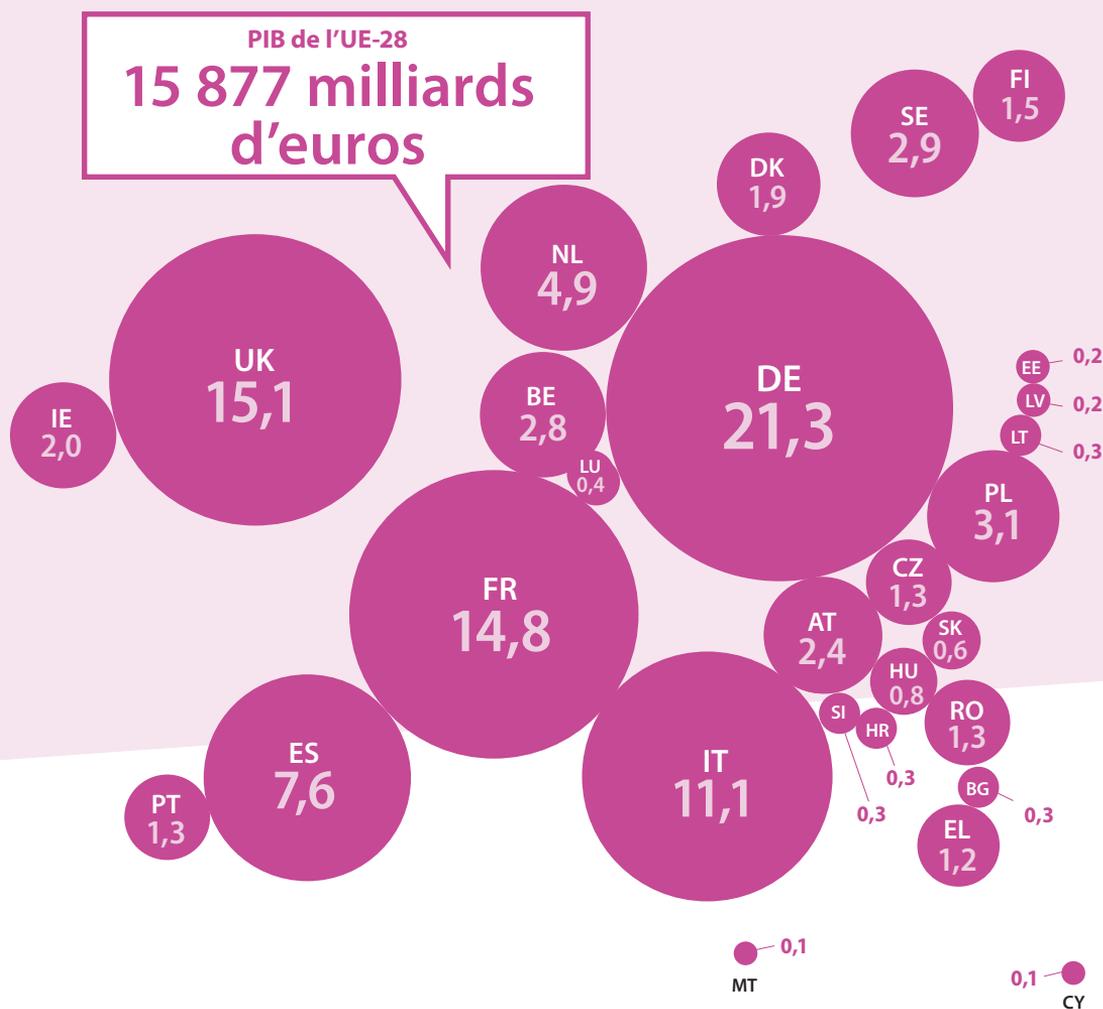
Économie et entreprises



Économie et finance

PIB

(part en pourcentage du total de l'UE-28, 2018)

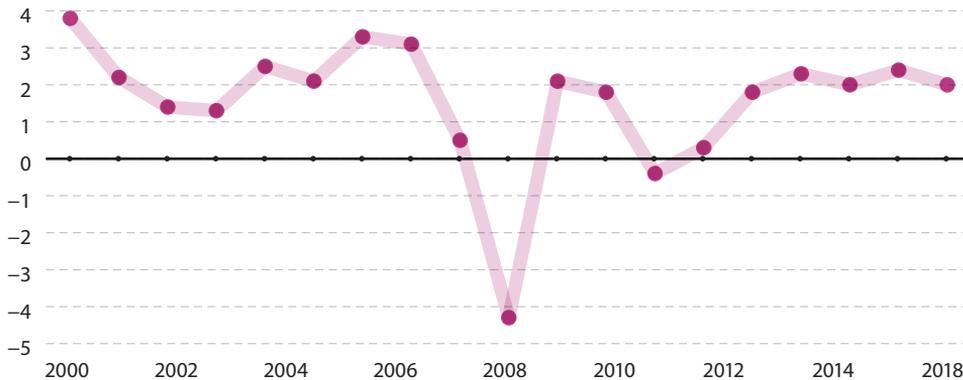


Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur utilisé pour mesurer la taille et la performance d'une économie; il fournit des informations relatives à la valeur totale des biens et des services produits au cours d'une période donnée. Le PIB de l'UE-28 a été estimé à 15 877 milliards d'euros en 2018. L'État membre dont l'économie était la plus grande était l'Allemagne (3 386 milliards d'euros, soit 21,3 % du total de l'UE-28), suivie du Royaume-Uni (15,1 %), de la France (14,8 %) et de l'Italie (11,1 %). À l'autre extrémité, les deux plus petites économies étaient Malte et Chypre (chacun 0,1 %).

Source: Eurostat (code des données en ligne: [nama_10_gdp](#))

Évolution réelle du PIB

(pourcentage annuel moyen, sur base de volumes chaînés, UE-28, 2000-2018)



Source: Eurostat (code des données en ligne: [naida_10_gdp](#))

Le taux d'évolution réel du PIB n'indique que les modifications réelles de la production économique, en supprimant les effets des variations de prix (inflation). Entre 2000 et 2007, l'économie de l'UE-28 a connu la croissance chaque année, avec une augmentation du PIB en termes réels de 1,3 % à 3,8 % par an. De 2008 à 2013, l'économie a été fortement

affectée par la crise économique et financière mondiale, avec une chute de 4,3 % du PIB en 2009, et une contraction nettement moindre (-0,4 %) en 2012. Depuis lors, l'économie de l'UE-28 a progressivement repris, avec des taux de croissance annuels d'environ 2 % entre 2014 et 2018.

PIB par habitant

(UE-28 = 100, basé sur les standards de pouvoir d'achat, 2017)

Le PIB par habitant peut être utilisé pour comparer la production économique de pays de tailles différentes. Étant donné que le coût de la vie varie d'un endroit à l'autre, les informations présentées ici ont été adaptées pour refléter les écarts de prix entre les pays en utilisant une devise artificielle appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). À l'aide de cette mesure, le niveau de vie relatif de chaque État membre de l'UE peut être exprimé par rapport à la moyenne de l'UE-28, établie à 100. En 2017, la valeur la plus élevée a été enregistrée pour le Luxembourg, où le PIB par habitant en SPA était environ 2,5 fois plus élevé que la moyenne de l'UE-28. En revanche, le PIB par habitant en Bulgarie était inférieur à la moitié (49,3 %) de la moyenne de l'UE-28.



Source: Eurostat (code des données en ligne: [nama_10_pc](#))

LU 253

IE 181

CH 156

NO 146

IS 130

DK, NL 128

AT 127

DE 124

SE 121

BE 117

FI 109

UK 106

FR 104

UE-28 100

MT 98

IT 96

ES 92

CZ 90

CY, SI 85

EE 79

LT 78

PT 77

SK 76

PL 70

HU 68

EL, LV 67

RO 63

HR 62

BG 49

4,1 RO

Prix

3,4 EE

Taux d'inflation

(annuel, % taux d'évolution, 2018)

Le taux d'inflation fait apparaître le changement du prix d'un panier de biens de consommation et de services. D'après les informations les plus récentes, les prix ont augmenté de 1,9 % au sein de l'UE entre 2017 et 2018; l'inflation annuelle culminait à 4,1 % en Roumanie, tandis que la Grèce, Chypre, le Danemark et l'Irlande ont connu des taux d'inflation inférieurs à 1,0 %.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [prc_hicp_aind](#))

3,0 NO

2,9 HU

2,6 BG, LV

2,5 LT, SK, UK

2,3 BE

Structure du budget des ménages

(part en pourcentage du total de la consommation des ménages, UE-28, 2018)

2,1 FR, AT

2,0 CZ, LU, SE

1,9 UE, DE, SI

1,7 ES, MT

1,6 HR, NL

1,2 IT, PL, PT, FI

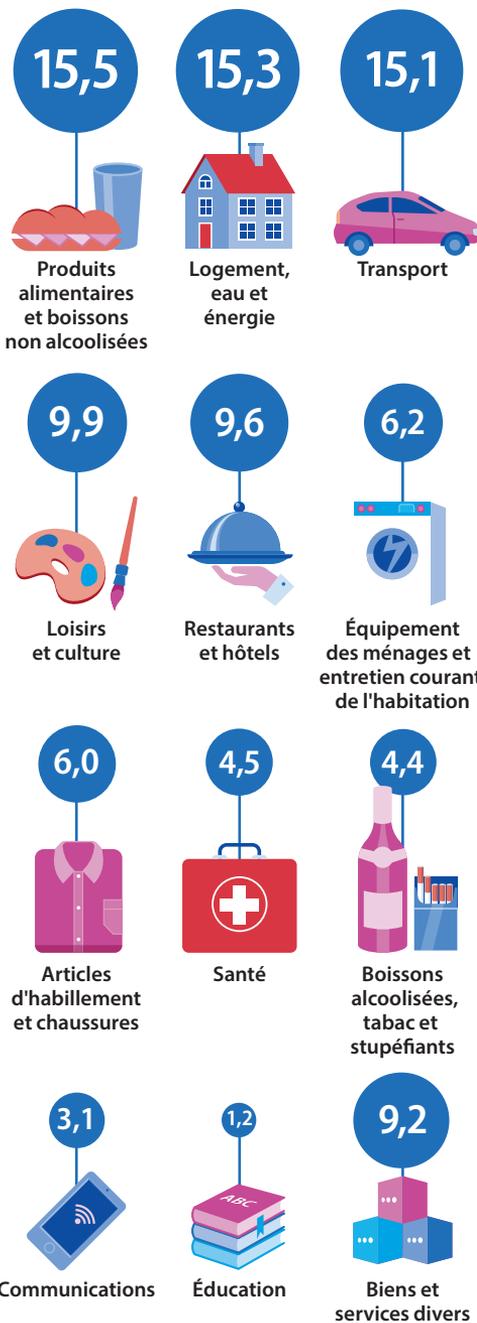
0,9 CH

0,8 EL, CY

0,7 DK, IE, IS

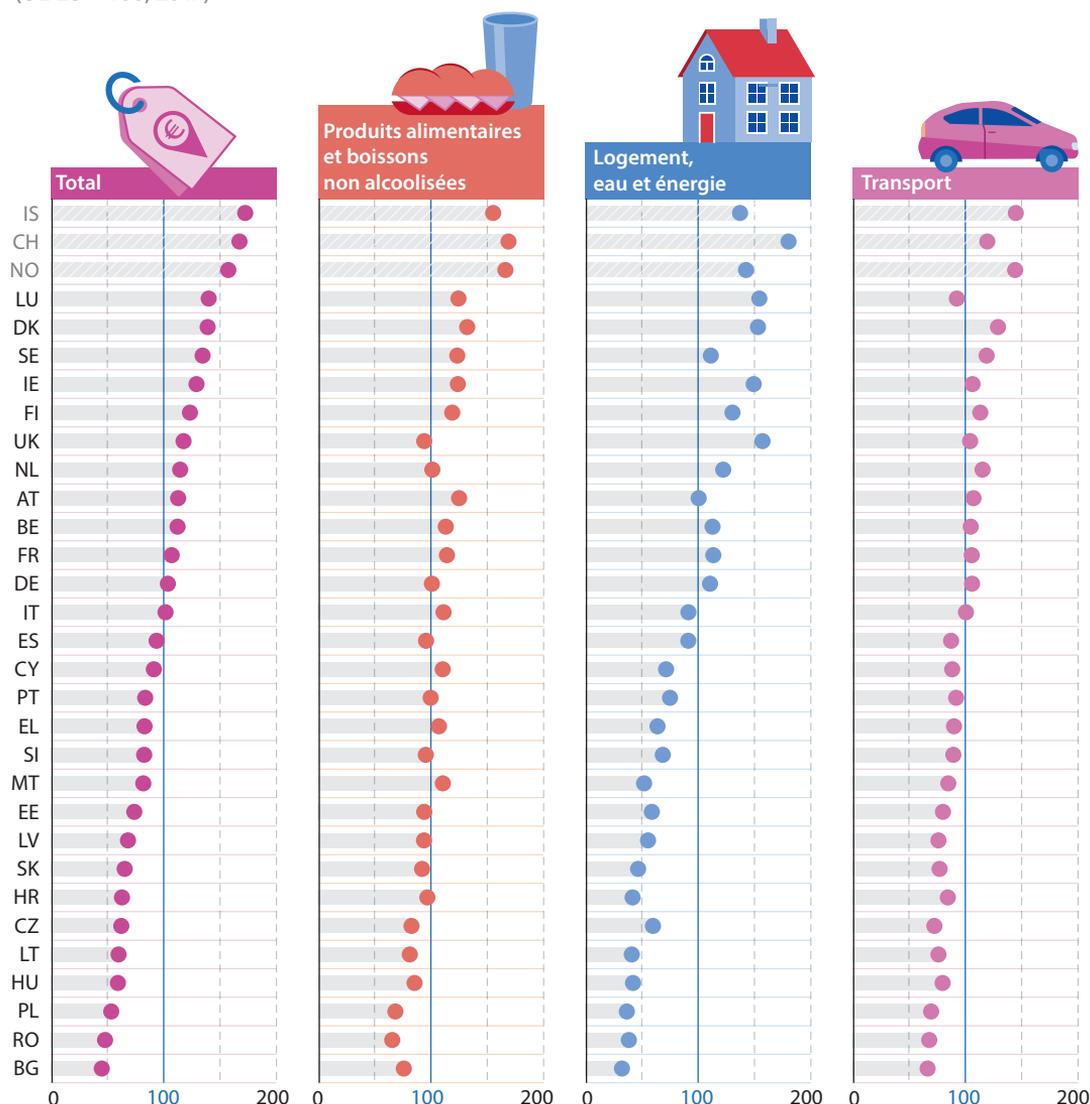
Au sein de l'UE-28, les ménages ont dépensé, en moyenne, 15,5 % de leur budget en 2018 en produits alimentaires et boissons non alcoolisées, et ont alloué une part légèrement inférieure de leur budget à des dépenses pour le logement, l'eau et l'énergie (15,3 %) et les transports (15,1 %). Il convient de noter que les dépenses de logement ne comprennent pas l'achat d'habitations en tant que tel et le paiement d'intérêts hypothécaires dans le cas des logements occupés par leurs propriétaires, mais comprennent les coûts de location. On compte parmi les postes de dépenses suivants les plus importants – environ un dixième du budget moyen des ménages – les loisirs et la culture (9,9 %) et les restaurants et hôtels (9,6 %).

Source: Eurostat (code des données en ligne: [prc_hicp_inw](#))



Niveaux de prix relatifs

(UE-28 = 100, 2017)



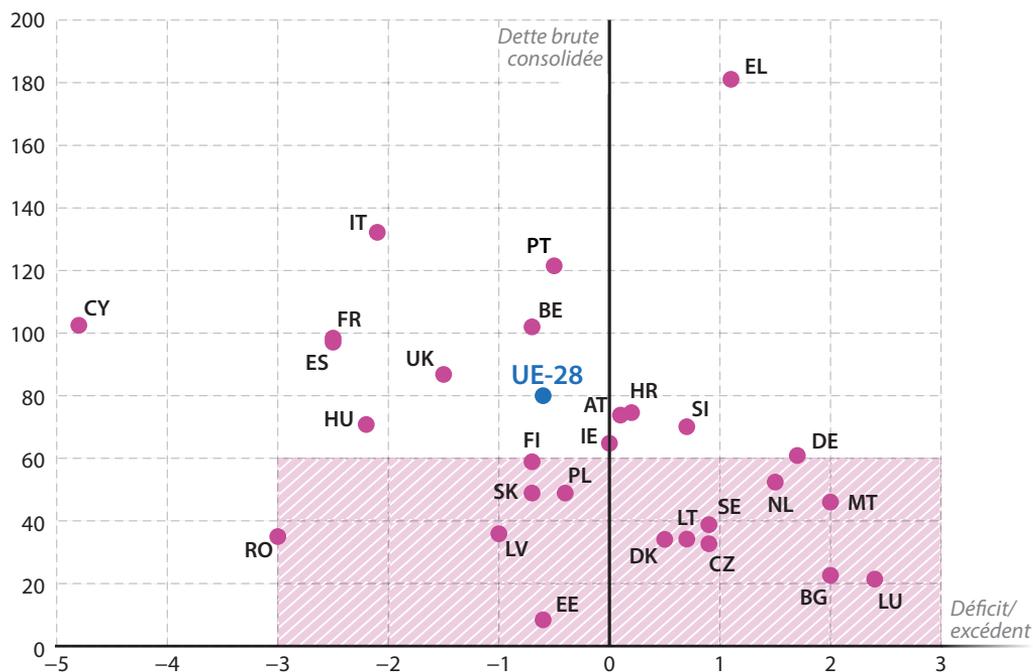
Les indices de niveaux de prix mesurent les différences de prix entre pays (exprimées par rapport à la moyenne de l'UE-28, établie à 100). En 2017, l'indice global de niveaux de prix culminait au Luxembourg et au Danemark à près de 40 % au-dessus de la moyenne de l'UE 28, alors que les prix étaient à des niveaux inférieurs à la moitié de la moyenne de l'UE-28 en Roumanie et en Bulgarie. Les écarts dans le niveau de prix étaient relativement faibles pour les transports, avec les prix les plus élevés au Danemark (29 % supérieurs à la moyenne de l'UE-28) et les plus faibles en Bulgarie (33 % inférieurs). Les prix variaient davantage pour le logement, l'eau et l'énergie, de 57 % au-dessus de la moyenne de l'UE-28 au Royaume-Uni à 68 % en-dessous en Bulgarie.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [prc_ppp_ind](#))

Finances publiques

Déficit/Excédent public et dette publique

(% par rapport au PIB, 2018)



Source: Eurostat (code des données en ligne: gov_10dd_edpt1)

Au titre du pacte de stabilité et de croissance de l'Union, les États membres se sont engagés à maintenir leur déficit public et leur dette publique en-dessous de certaines limites: pour maintenir des finances publiques viables, le déficit d'un État membre ne peut dépasser 3 % de son PIB, tandis que sa dette publique ne peut dépasser 60 % de son PIB (voir zone ombrée sur le graphique).

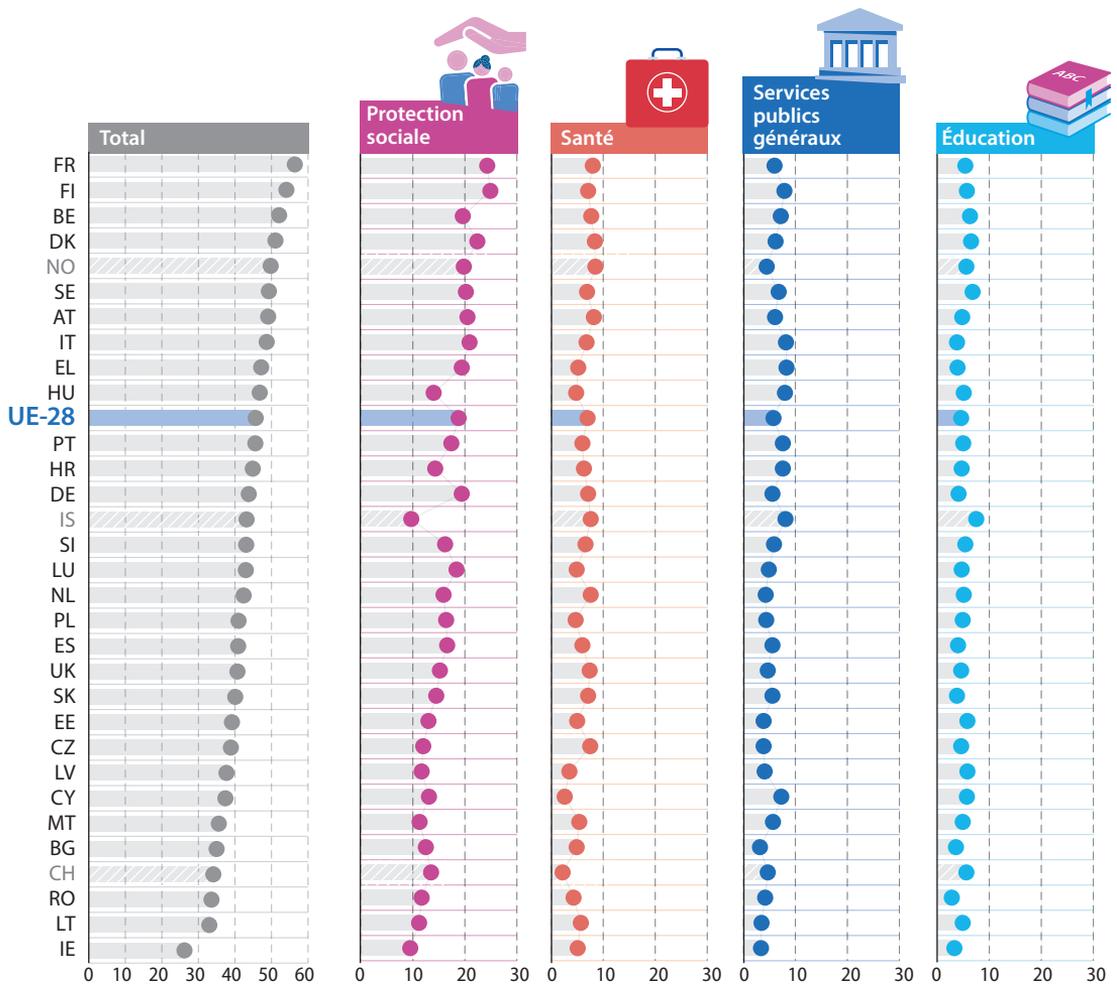
En 2018, le déficit public de l'UE-28 était équivalent à 0,6 % de son PIB, tandis que la dette brute consolidée représentait 80,0 % de son PIB. Presque la moitié des États membres de l'UE (13) ont enregistré un excédent budgétaire, tandis que Chypre (avec un déficit de 4,8 %) était le seul État membre à enregistrer un déficit dépassant 3,0 % de son PIB. La dette consolidée était supérieure à 60,0 % du PIB dans la moitié (14) des États membres, avec un pic de 181,1 % en Grèce. L'Italie, le Portugal, Chypre et la Belgique ont également enregistré des niveaux de dette supérieurs à leur production économique annuelle (en d'autres termes, des taux supérieurs à 100 % par rapport au PIB).



Structure des dépenses publiques

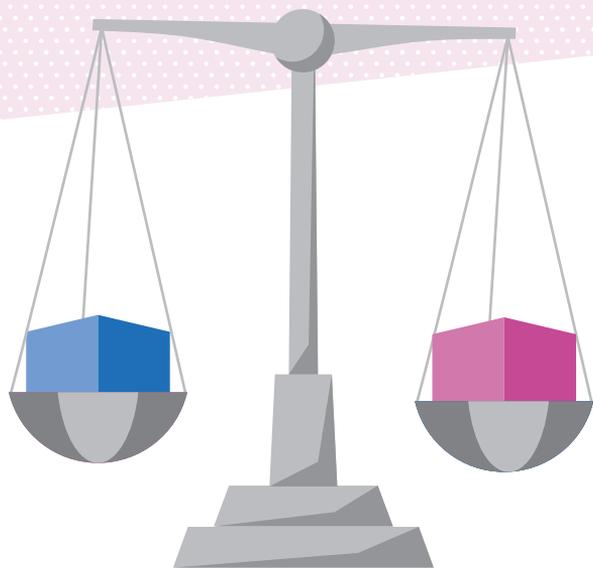
(% du PIB, 2017)

En 2017, les dépenses publiques au sein de l'UE-28 représentaient 45,8 % du PIB. Cette part allait d'un peu plus d'un quart (26,3 %) en Irlande à plus de la moitié au Danemark (51,2 %), en Belgique (52,2 %), en Finlande (54,2 %) et en France (56,5 %). Les dépenses publiques de protection sociale au sein de l'UE-28 représentaient près d'un cinquième (18,8 %) du PIB, alors que les parts correspondant à la santé (7,0 %), aux services publics généraux (5,8 %) et à l'éducation (4,6 %) étaient inférieures. Les dépenses publiques de protection sociale représentaient presque un quart (24,9 %) du PIB en Finlande, tandis que la part la plus importante des dépenses publiques de santé a été observée au Danemark (8,4 %), celle des dépenses pour les services publics généraux en Grèce (8,3 %) et celle des dépenses publiques d'éducation en Suède (6,8 %).



Source: Eurostat (code des données en ligne: gov_10a_exp)

Commerce international



Exportations de l'UE-28 vers
les pays tiers
1 956 milliards d'euros

Commerce international de biens avec les pays tiers

(milliards d'euros, UE-28, 2002-2018)

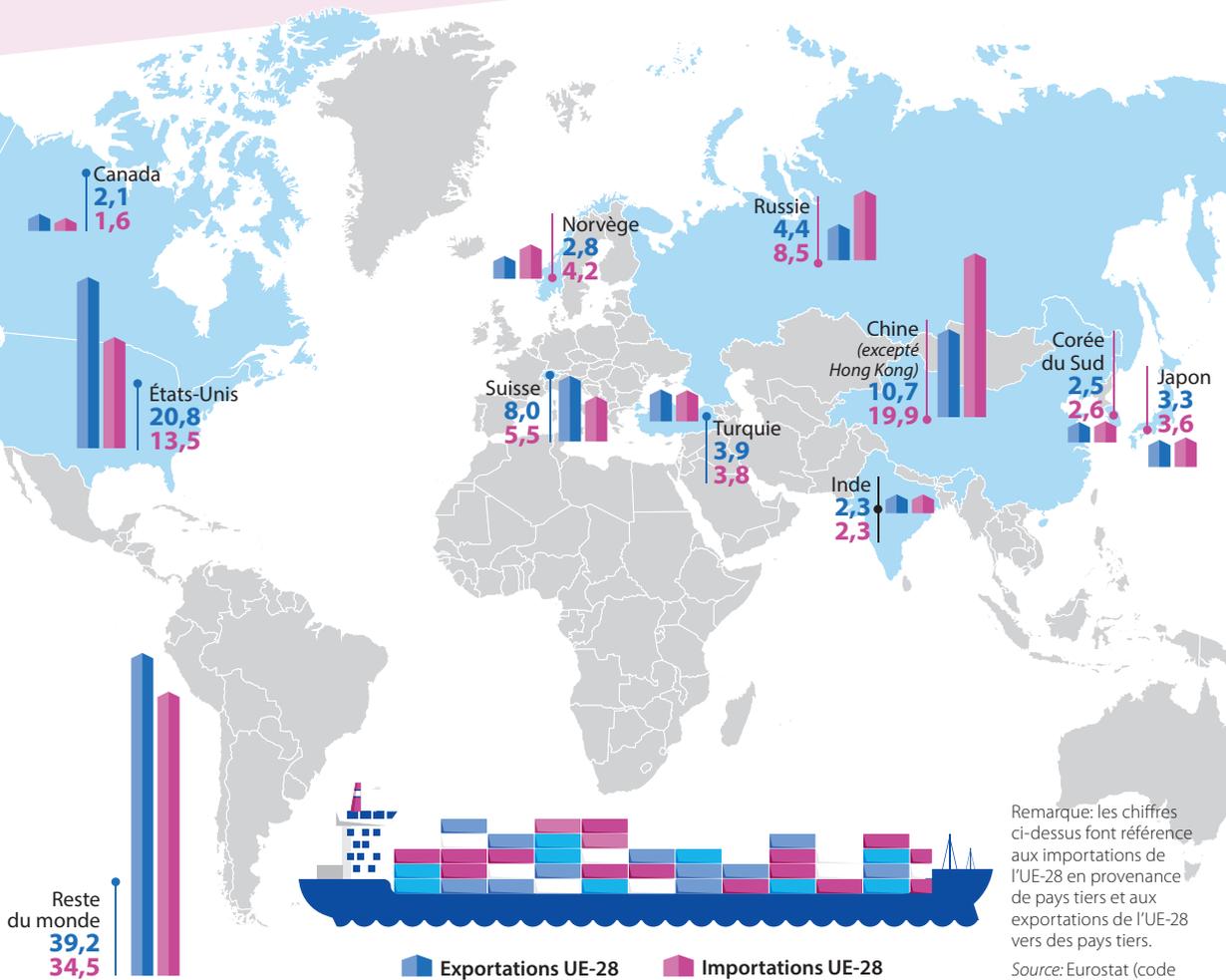
En 2018, l'UE-28 a importé des biens de pays tiers estimés à 1 980 milliards d'euros, soit 25 milliards d'euros de plus que la valeur de ses biens exportés. En conséquence, l'UE-28 a enregistré son premier déficit commercial des échanges de biens depuis 2012.



Source: Eurostat (code des données en ligne: ext_lt_intratrd)

10 principaux partenaires du commerce international de biens de l'UE

(part en pourcentage du total, UE-28, 2018)



Remarque: les chiffres ci-dessus font référence aux importations de l'UE-28 en provenance de pays tiers et aux exportations de l'UE-28 vers des pays tiers.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [ext_lt_maineu](#))

En 2018, les États-Unis étaient le premier marché d'exportation de l'UE-28, représentant un cinquième (20,8 %) de la valeur totale des biens exportés en dehors de l'UE-28. Le deuxième plus grand marché d'exportation des biens de l'UE-28 était la Chine (hors Hong Kong), avec une part de 10,7 %, suivie de la Suisse (8,0 %), de la Russie (4,4 %) et de la Turquie (3,9 %).

La situation était différente du côté des importations, dans la mesure où près d'un cinquième (19,9 %) de tous les biens importés au sein de l'UE-28 venaient de Chine (hors Hong Kong). Le deuxième plus grand pays d'origine des importations de l'UE-28 était les États-Unis (13,5 %), suivis de la Russie (8,5 %), de la Suisse (5,5 %) et de la Norvège (4,2 %).

86 LU

Commerce international de biens entre les États membres

(part en pourcentage du total des échanges, 2018)

En 2018, une nette majorité (63,9 %) du commerce de biens des États membres de l'UE concernait des échanges entre les États membres. La part relative des échanges intra-UE variait, avec un maximum de 86,2 % au Luxembourg et plus de 80 % du total des échanges en Slovaquie et Tchéquie, et un minimum de 52,0 % en Grèce, 50,4 % au Royaume-Uni et 48,3 % à Chypre.

Échanges intra-UE

64 %

du total des échanges

Remarque: calcul basé sur la valeur moyenne des exportations et des importations. Données de 2015 pour NO.

Source: Eurostat (codes des données en ligne: [ext_lt_intratrd](#) et [ext_lt_intercc](#))

83 SK

81 CZ

78 HU

76 PT, RO

75 PL, AT

74 HR

73 EE

72 SI

71 LV, NO

69 BE

67 MT

66 BG

65 DK, SE, FI

64 UE, FR, LT, LI

62 DE, ES

61 NL

59 IS

58 IT

56 IE

53 CH

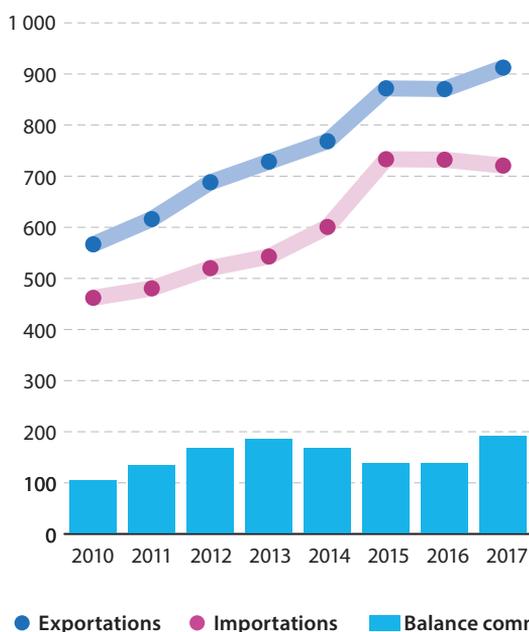
52 EL

50 UK

48 CY

Commerce international de services avec les pays tiers

(milliards d'euros, UE-28, 2010-2017)



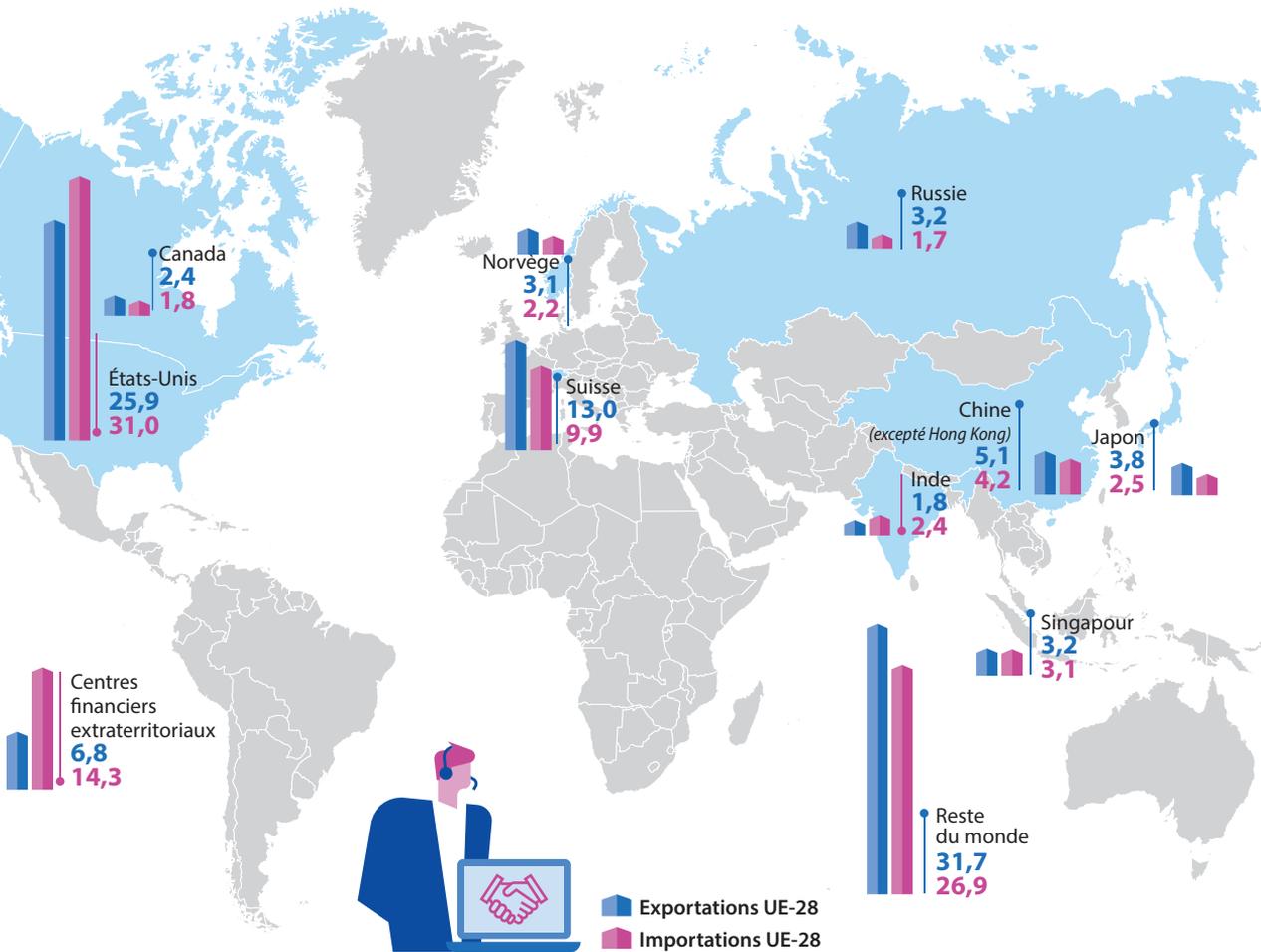
Ces dernières années, la valeur du commerce mondial de services a rapidement augmenté. Cette tendance s'observait également au sein de l'UE-28, la valeur des exportations ayant globalement augmenté de 61,0 % entre 2010 et 2017, et celle des importations de 56,0 %. Les exportations de services de l'UE-28 vers des pays tiers étaient estimées à 912 milliards d'euros, tandis que les importations de services vers l'UE-28 étaient estimées à 721 milliards d'euros. Cela signifie que l'UE 28 a réalisé un excédent commercial pour les services entre 2010 et 2017, avec un pic enregistré au cours de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles (192 milliards d'euros en 2017).

● Exportations ● Importations ■ Balance commerciale

Source: Eurostat (code des données en ligne: [bop_its6_tot](#))

10 principaux partenaires du commerce international de services de l'UE

(part en pourcentage du total, UE-28, 2017)



En 2017, le premier partenaire commercial de l'UE dans le domaine des services était les États-Unis : il s'agissait de la destination de plus d'un quart (25,9 %) des services exportés depuis l'UE-28 et de l'origine de presque un tiers (31,0 %) des services importés au sein de l'UE-28 depuis des pays tiers. La Suisse était le deuxième partenaire commercial de l'UE dans le domaine des services (13,0 % de ses exportations et 9,9 % de ses importations), suivie par les centres financiers extraterritoriaux.

Remarque : les chiffres ci-dessus font référence aux importations de l'UE-28 en provenance de pays tiers et aux exportations de l'UE-28 vers des pays tiers.

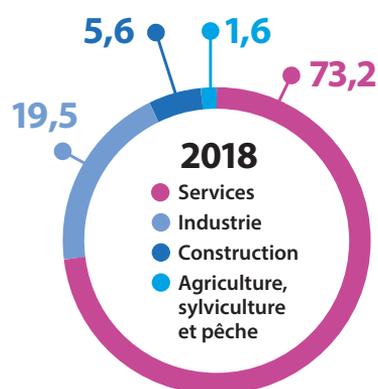
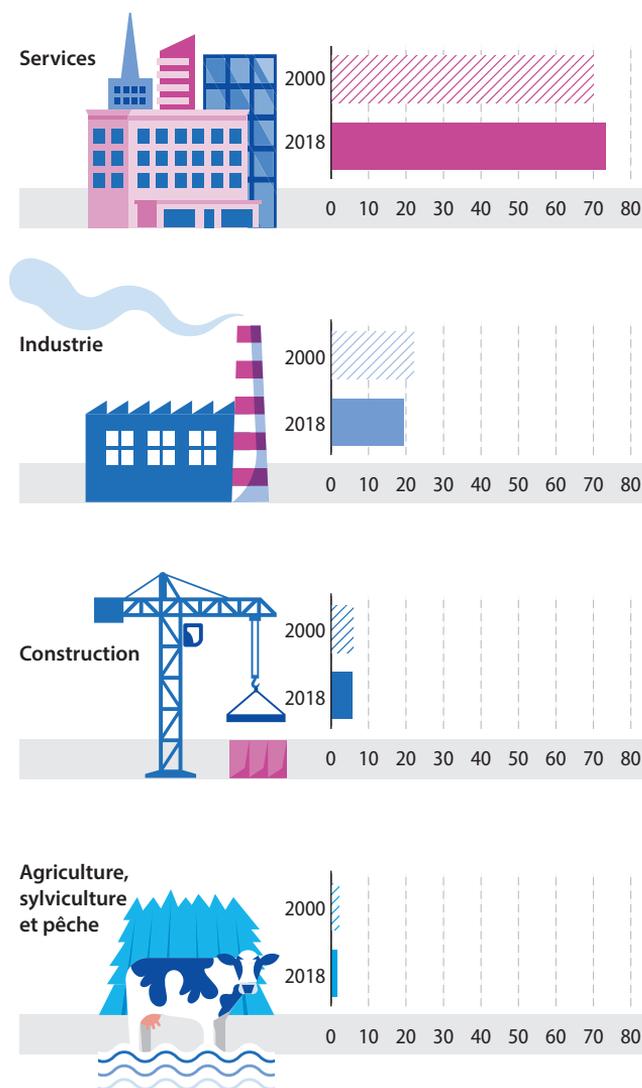
Les centres financiers extraterritoriaux excluent Singapour (pour lequel des informations sont données séparément).

Source : Eurostat (code des données en ligne : [bop_its6_det](#))

Entreprises

Évolution de la structure de la valeur ajoutée

(part en pourcentage de la valeur ajoutée totale par secteur, UE-28, 2000 et 2018)

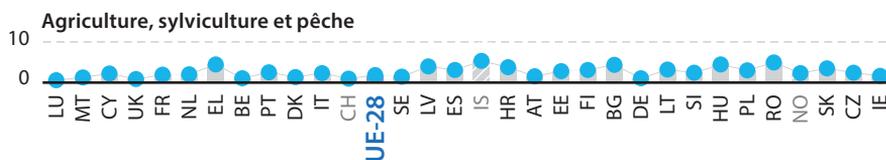
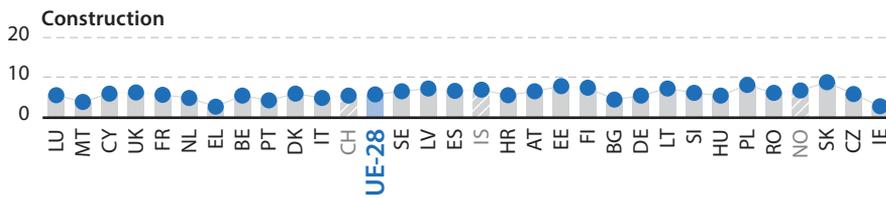
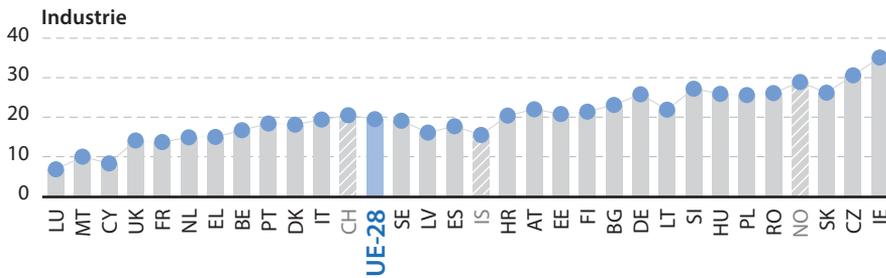
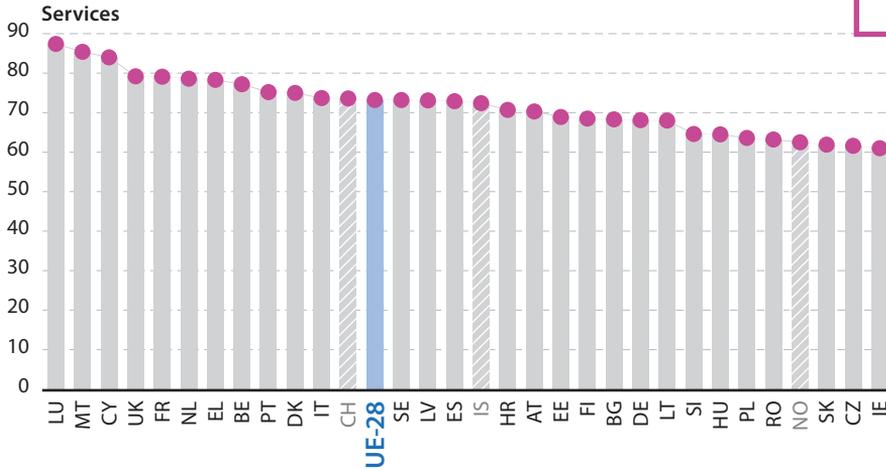


Entre 2000 et 2018, la part de la valeur ajoutée totale de l'UE-28 ayant été générée dans le secteur des services est passée de 70,1 % à 73,2 %, principalement du fait d'augmentations de la production des activités professionnelles, scientifiques et techniques. En revanche, la part relative des autres pans de l'économie de l'UE-28 s'est contractée au cours de la même période: la part de l'industrie a diminué de 22,0 % à 19,5 %, la part de la construction de 5,8 % à 5,6 % et la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche de 2,1 % à 1,6 %.

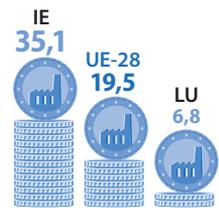
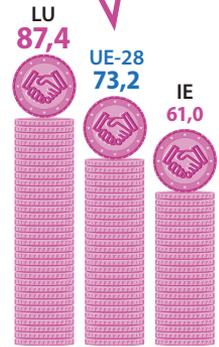
Source: Eurostat (code des données en ligne: nama_10_a10)

Valeur ajoutée brute par secteur

(part en pourcentage du total, 2018)



Les services représentent **73 %** de la valeur ajoutée brute de l'UE-28



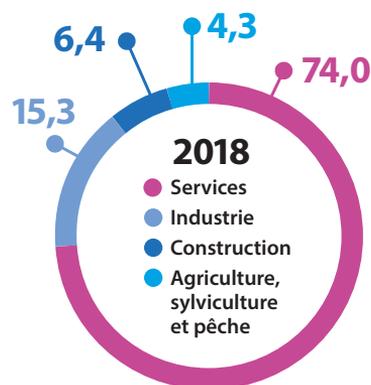
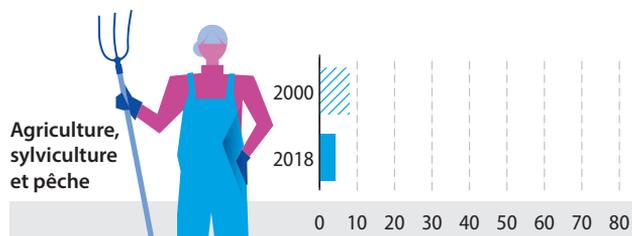
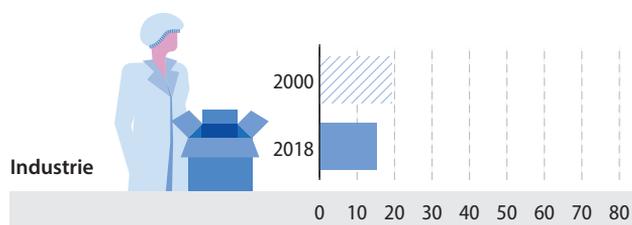
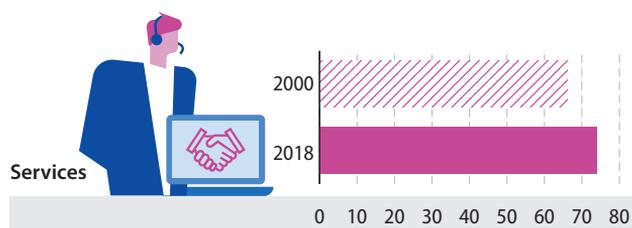
En 2018, la part des services dans la valeur ajoutée totale s'élevait presque à 85 % dans les économies touristiques que sont Malte et Chypre, et culminait à 87,4 % au Luxembourg, qui se caractérise par un important secteur des services financiers. L'économie industrielle a contribué pour plus d'un tiers à la valeur ajoutée totale en Irlande (35,1 %), alors que sa deuxième contribution la plus élevée a été enregistrée en Tchéquie (30,6 %). En revanche, les contributions relatives les plus importantes de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ont été observées en Roumanie (4,8 %), en Grèce et en Hongrie (chacune 4,3 %).

Remarque: données 2016 pour IS.

Source: Eurostat (code des données en ligne: nama_10_a10)

Évolution de la structure de l'emploi

(part en pourcentage du total des emplois par secteur, UE-28, 2000 et 2018)



L'importance relative des services au sein de l'économie de l'UE-28 était quelque peu supérieure en termes d'emploi, en comparaison avec la valeur ajoutée. En 2018, les services ont apporté du travail à 74,0 % des personnes occupées au sein de l'UE-28, contre 66,1 % au tournant de ce millénaire. En revanche, l'importance relative de tous les autres secteurs a diminué. Entre 2000 et 2018, la part des personnes occupées dans l'économie industrielle de l'UE-28 a chuté de 19,3 % à 15,3 %, alors que la part des personnes occupées dans la construction a diminué de 5,8 % à 5,6 % et la part des personnes occupées dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche de 2,1 % à 1,6 %.

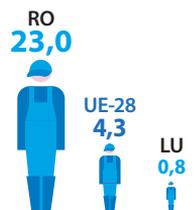
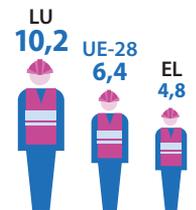
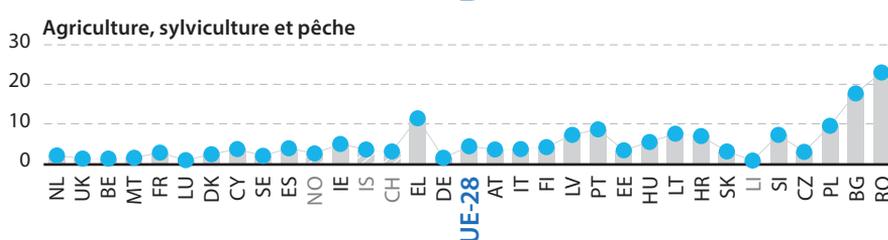
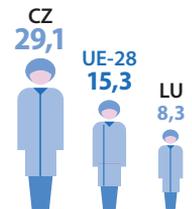
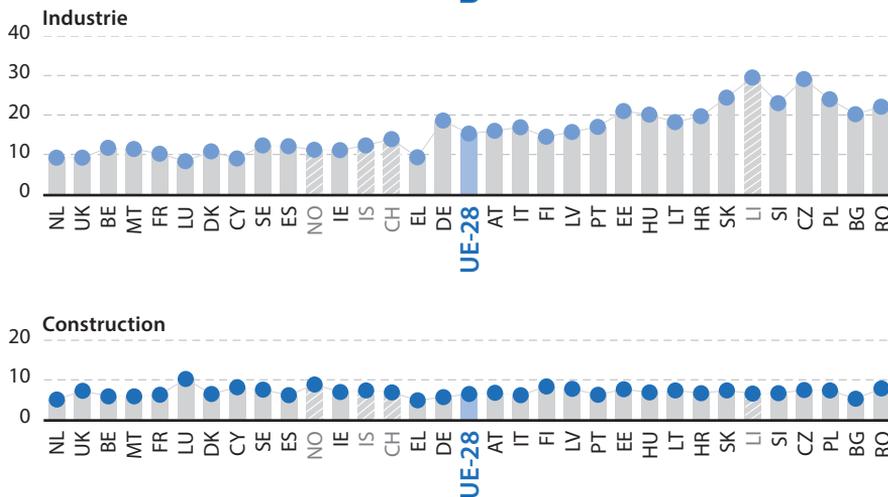
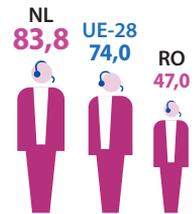
Source: Eurostat (code des données en ligne: [nama_10_a10_e](#))

Emploi par secteur

(part en pourcentage du total, UE-28, 2018)



Les services
représentent
74 %
des emplois de
l'UE-28



En 2018, la Roumanie était l'unique État membre de l'Union dans lequel moins de la moitié (47,0 %) des personnes occupées s'étaient dans le secteur des services. En revanche, les services apportaient du travail à 83,8 % des personnes occupées aux Pays-Bas. La Tchéquie était le seul État membre à indiquer que l'industrie représentait plus d'un quart (29,1 %) du total des personnes occupées.

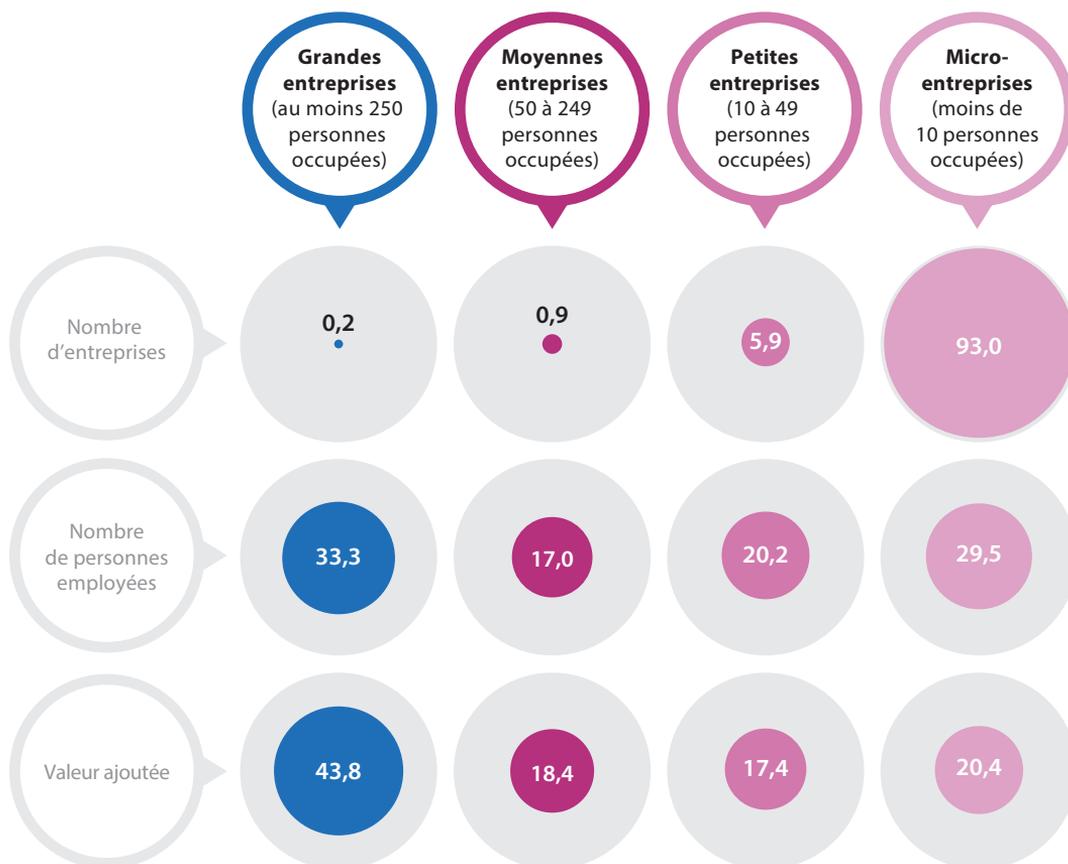
La Roumanie (23,0 %) était aussi caractérisée par des parts importantes du total des emplois dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, tandis que le Luxembourg était le seul État membre dont la part des personnes occupées dans la construction avait enregistré un résultat à deux chiffres (10,2 %).

Remarque: données 2017 pour HR et LI. HR: la définition diffère.

Source: Eurostat (code des données en ligne: nama_10_a10_e)

Économie marchande non financière

(part en pourcentage des entreprises / des personnes occupées / de la valeur ajoutée par classe de taille, UE-28, 2016)



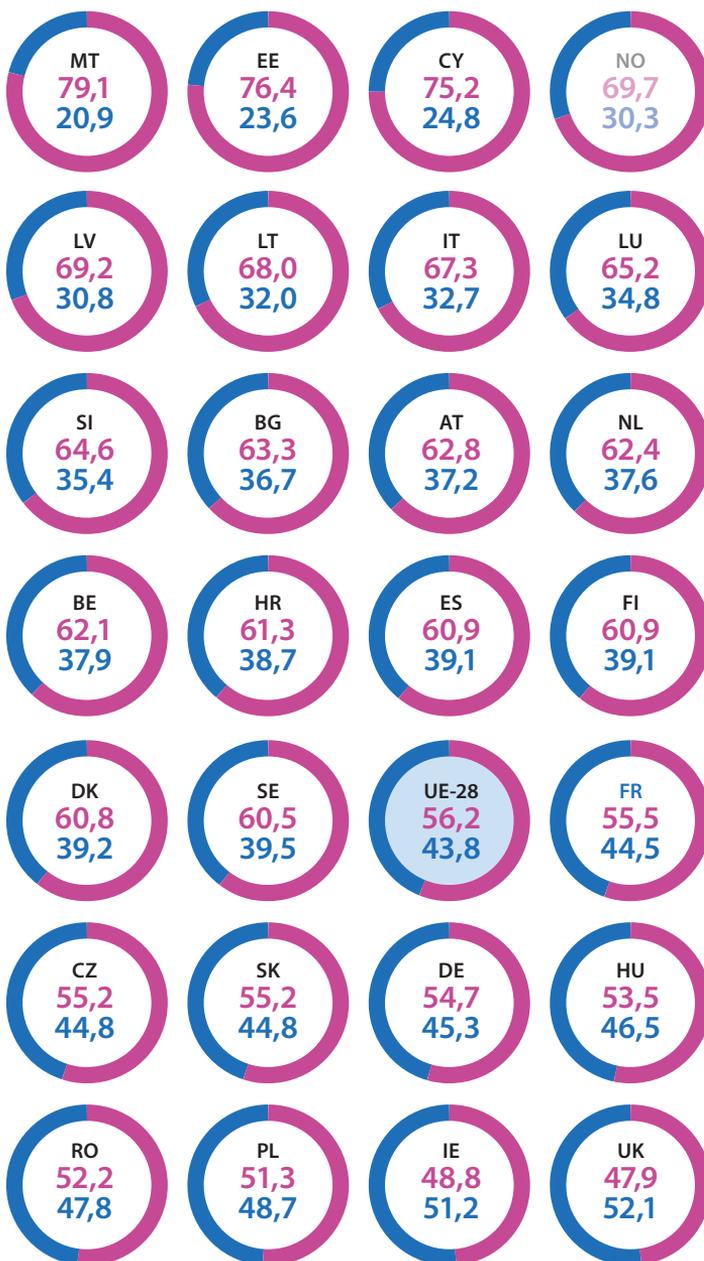
Les petites et moyennes entreprises (PME), soit les entreprises occupant moins de 250 salariés, sont souvent considérées comme l'épine dorsale de l'économie européenne, apportant de l'emploi et des opportunités de croissance. En 2016, une majorité écrasante (93,0 %) des entreprises de l'économie marchande non financière de l'UE-28 occupaient moins de 10 personnes et étaient, par conséquent, classées comme microentreprises. À l'inverse, seulement 0,2 % de toutes les entreprises occupaient 250 personnes ou plus, et étaient classées comme grandes entreprises. Le poids économique des grandes entreprises était considérablement supérieur en termes d'emplois et de valeur ajoutée, du fait qu'elles apportaient de l'emploi à un tiers (33,3 %) des personnes occupées dans l'économie marchande non financière de l'UE-28 et contribuaient à 43,8 % de la valeur ajoutée totale.

Note : l'économie marchande non financière comprend les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et de la plupart des services marchands autres que la finance.

Source : Eurostat (code des données en ligne : sbs_sc_sca_r2)

Valeur ajoutée dans l'économie marchande non financière

(part en pourcentage du total, par classe de taille, 2016)



- Petites et moyennes entreprises
- Grandes entreprises

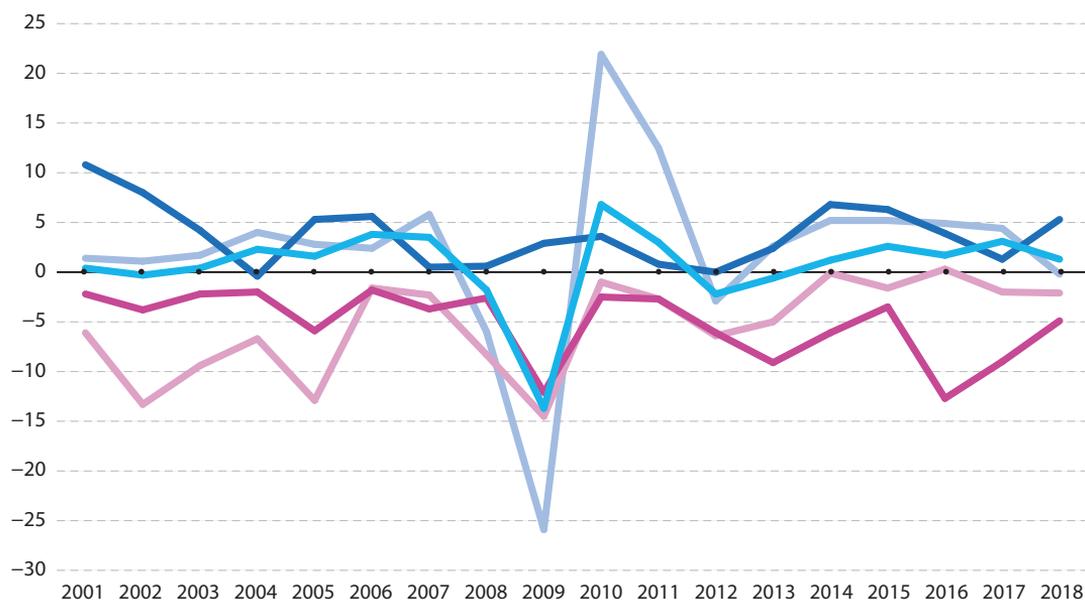
En 2016, l'économie marchande non financière de l'UE-28 comptait 24,7 millions de PME (occupant moins de 250 salariés). Ensemble, ces PME occupaient 95 millions de personnes et ont généré une valeur ajoutée de 4 018 milliards d'euros. La contribution des PME à l'économie était particulièrement visible à Malte, en Estonie et à Chypre, où les PME étaient responsables de plus de 75 % de la valeur ajoutée totale de l'économie marchande non financière; les microentreprises (occupant moins de 10 personnes) y étaient particulièrement nombreuses. En revanche, les grandes entreprises (occupant 250 personnes ou plus) représentaient plus de la moitié de la valeur ajoutée totale des économies marchandes non financières du Royaume-Uni (52,1 %) et de l'Irlande (51,2 %; données de 2014), alors qu'elles contribuaient à 45-50 % de la valeur ajoutée en Pologne, en Roumanie, en Hongrie et en Allemagne.

Remarque: données 2015 pour DK et RO. Données 2014 pour IE et NO. EL et PT: données incomplètes et par conséquent non disponibles.

Source: Eurostat (code des données en ligne: sbs_sc_sca_r2)

Évolution de la production industrielle

(taux d'évolution par rapport à l'année précédente, UE-28, 2001-2018)



Évolution globale de la production, 2001-2018



74,8 %

**Industrie
pharmaceutique**



37,3 %

**Industrie
automobile**



11,9 %

Industrie



-61,0 %

**Industrie
de l'habillement**



-61,0 %

**Extraction
de houille
et de lignite**

Source: Eurostat (code des données en ligne: sts_inpr_a)

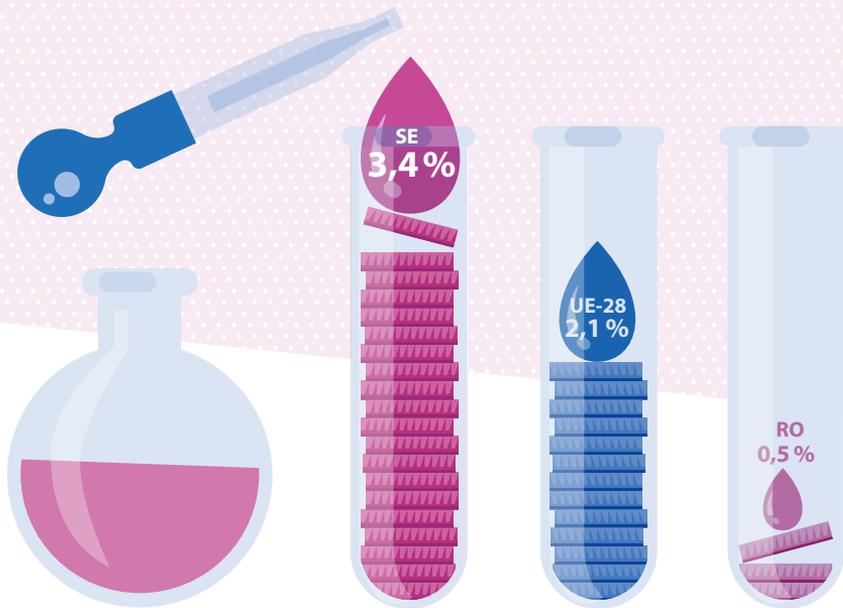
La production industrielle de l'UE-28 a atteint un pic en avril 2008, au début de la crise économique et financière mondiale; elle a ensuite diminué pendant le reste de 2008 et la production a chuté de 13,7 % en 2009 (par rapport à l'année précédente). Au cours de la période 2014-2018, la production industrielle au sein de l'UE-28 a augmenté pendant cinq années consécutives, avec une augmentation de 1,3 % de la production en 2018.

Au sein de l'UE, le niveau de production de l'industrie d'extraction de charbon et de lignite a diminué chaque année au cours de la période 2001-2018; une tendance similaire était observée pour l'industrie de l'habillement (mise à part une légère augmentation en 2016). En revanche, le niveau de production de produits pharmaceutiques a augmenté presque continuellement au cours de la période considérée. Entre ces deux extrêmes, la construction de véhicules automobiles était un exemple d'activité fortement cyclique.

Recherche et développement

Dépenses intérieures brutes de R & D

(% par rapport au PIB, 2017)



La recherche et développement (R & D) et l'innovation sont essentielles pour apporter les solutions scientifiques et techniques nécessaires pour relever les défis de société mondiaux tels que le changement climatique ou le vieillissement actif et en bonne santé. Les dépenses intérieures brutes de R & D de l'UE-28 se sont élevées à 317 milliards d'euros en 2017, soit une augmentation de 0,4 % par rapport à l'année précédente — il convient d'observer que ces taux de variation sont exprimés en prix courants et reflètent, par conséquent, les variations de prix ainsi que les variations réelles du niveau des dépenses.

Afin de rendre ces chiffres davantage comparables, les dépenses intérieures brutes de R & D sont souvent exprimées par rapport au PIB (ce qui donne un indicateur également appelé l'intensité de R & D). L'intensité de R & D de l'UE-28 a atteint 2,00 % en 2012 et s'élevait à 2,06 % en 2017.

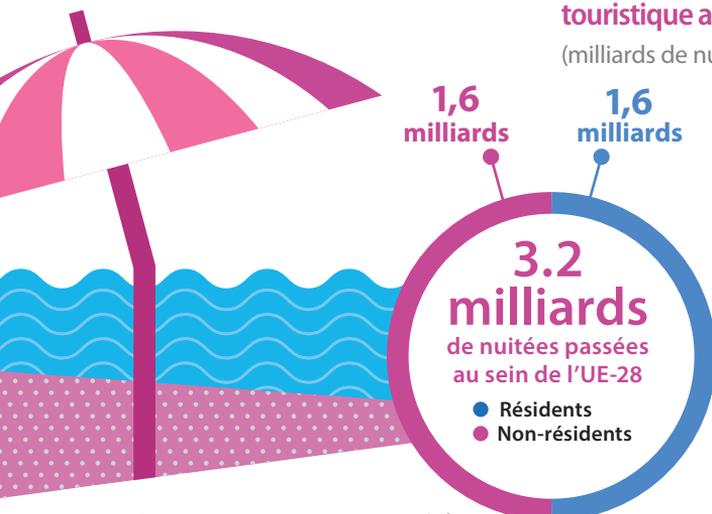
En 2017, l'intensité de R & D parmi les États membres de l'Union a culminé à 3,40 % en Suède, l'Autriche (3,16 %), le Danemark (3,05 %) et l'Allemagne (3,02 %) ayant également enregistré des taux supérieurs à 3,00 % (l'objectif de longue date de l'UE en matière d'intensité de R & D).

Remarque: données de 2015 pour CH.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [rd_e_gerdtot](#))

SE	3,40
CH	3,37
AT	3,16
DK	3,05
DE	3,02
FI	2,76
BE	2,58
FR	2,19
IS	2,10
NO	2,09
UE-28	2,06
NL	1,99
SI	1,86
CZ	1,79
UK	1,66
IT, HU	1,35
PT	1,33
EE	1,29
LU	1,26
ES	1,20
EL	1,13
IE	1,05
PL	1,03
LT	0,89
SK	0,88
HR	0,86
BG	0,75
CY	0,56
MT	0,54
LV	0,51
RO	0,50

Tourisme



Remarque: ces statistiques couvrent à la fois les voyageurs d'affaires et les voyageurs de loisirs.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [tour_occ_ninat](#))

Nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristique au sein de l'UE

(milliards de nuitées, UE-28, 2017)

En 2017, un total de 3,18 milliards de nuitées ont été passées dans des établissements d'hébergement touristique au sein de l'UE-28, tels que des hôtels ou d'autres hébergements de courte durée. Il convient de noter que les statistiques de tourisme concernent tant les voyageurs d'affaires que les touristes. Le total des nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristique au sein de l'UE-28 se répartissait à parts égales entre les résidents (50,9 %) et les non-résidents (49,1 %). Entre 2005 et 2017, le nombre de nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristique au sein de l'UE-28 a globalement augmenté de 39,3 %, avec une croissance plus rapide du nombre de nuitées passées par des non-résidents (augmentation de 65,5 %) par rapport au nombre de nuitées passées par des résidents (augmentation de 20,8 %).

20 premières régions de l'UE pour le nombre de nuitées dans des établissements d'hébergement touristique

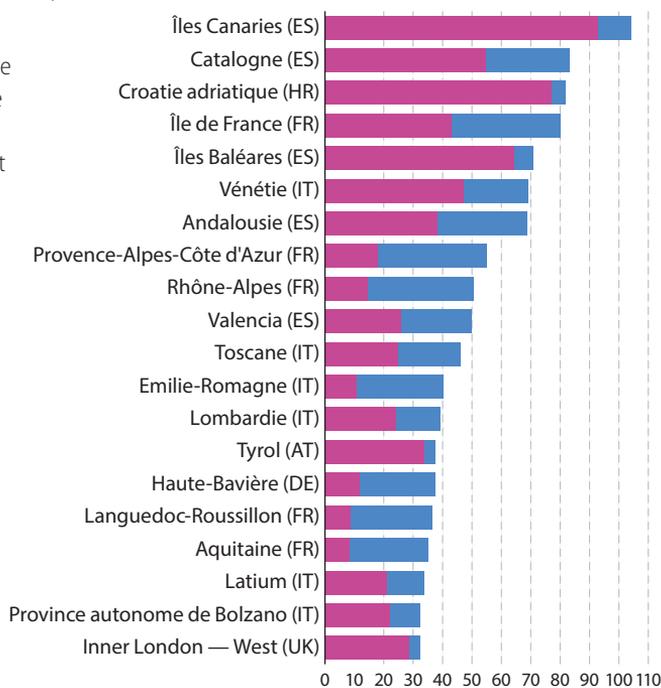
(millions de nuitées, par région NUTS 2, 2017)

La région espagnole des îles Canaries était la région touristique la plus populaire (au niveau 2 de la NUTS) au sein de l'UE. En 2017, 104,4 millions de nuitées ont été passées dans des établissements d'hébergement touristique des îles Canaries, dont la grande majorité — 93,0 millions (soit 89,1 % du total) — ont été passées par des touristes d'autres pays que l'Espagne. Les touristes non-résidents étaient à l'origine de plus de 90 % du total des nuitées passées en Croatie adriatique, dans les îles Baléares (Espagne également) et dans le Tyrol (Autriche). En revanche, les touristes résidents étaient à l'origine de presque 75 % du total des nuitées passées dans les régions du sud-ouest de la France du Languedoc-Roussillon et de l'Aquitaine ainsi que dans la région d'Émilie-Romagne, en Italie septentrionale.

■ Non-résidents ■ Résidents

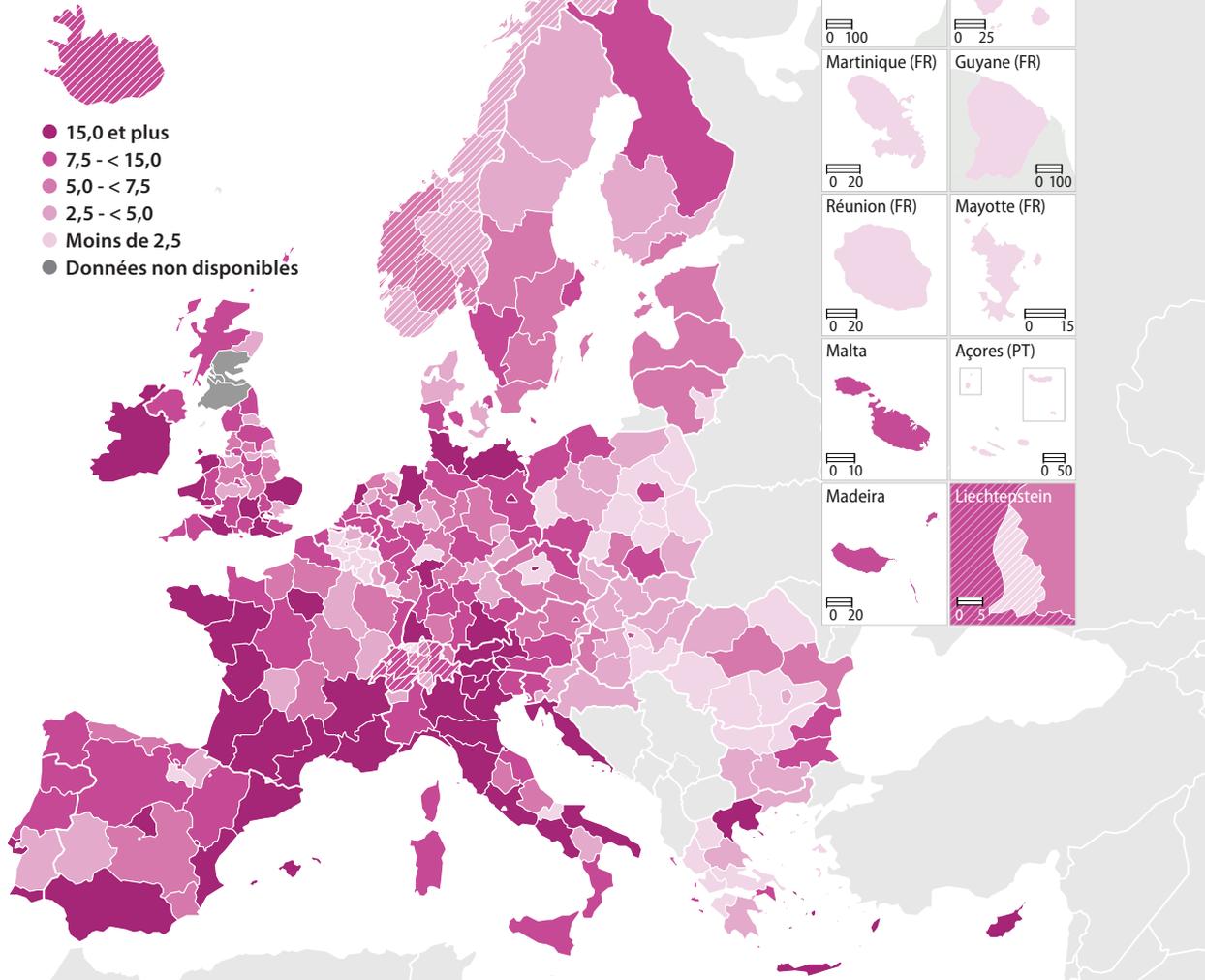
Remarque: en 2017, les 20 premières régions représentaient 34,0 % du nombre total de nuitées passées dans l'ensemble de l'UE-28. Données de 2016 pour UK.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [tour_occ_nin2](#))



Nuitées passées dans des établissements d'hébergement touristique

(millions de nuitées passées, par région NUTS 2, 2017)



En 2017, au moins 15,0 millions de nuitées ont été passées dans des établissements d'hébergement touristique par des résidents et non-résidents dans 55 régions de l'UE.

La moitié des 10 régions touristiques les plus populaires au sein de l'UE étaient situées en Espagne: îles Canaries, Catalogne, îles Baléares, Andalousie et Valence. Chacune de ces cinq régions a de longues côtes.

Les régions montagneuses les plus populaires étaient notamment Rhône-Alpes (France), le Tyrol, la

Haute-Bavière (Allemagne) et la province autonome de Bolzano (Italie). Les régions de capitales les plus populaires — où les voyageurs d'affaires apportent également une contribution importante au nombre de nuitées passées — comprenaient l'Île de France (France), le Latium (Italie) et Inner London — West (Royaume-Uni; données de 2016).

Remarque: données 2016 pour IE, UK, IS, NO, CH et TR. IE, données nationales.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [tour_occ_nin2](#))

3

Environnement et ressources naturelles



770 LI

Transport

Voitures particulières

(nombre de voitures pour 1 000 habitants, 2016)

En 2016, il y avait 258 millions de voitures particulières sur les routes de l'UE-28 (l'équivalent d'environ une voiture pour deux personnes).

Le taux de motorisation était le plus élevé au Luxembourg (660 pour 1 000 habitants). Venaient ensuite l'Italie, Malte et la Finlande (tous trois au-dessus de 600), tandis qu'il y avait entre 300 et 400 voitures pour 1 000 habitants en Slovaquie, en Croatie, en Lettonie et en Hongrie; la Roumanie (280 pour 1 000 habitants) se trouvait en-dessous de ce taux.

Remarque: données arrondies.

Source: Eurostat (code des données en ligne: tran_r_vehst)

660 LU

630 IT

620 MT

610 FI

600 CY

570 PL

550 AT, DE

540 CH

530 EE, SI



500 UE-28, BE, CZ, NO

490 ES

480 NL, EL, FR, SE

470 UK, PT

460 LT

440 BG, IE

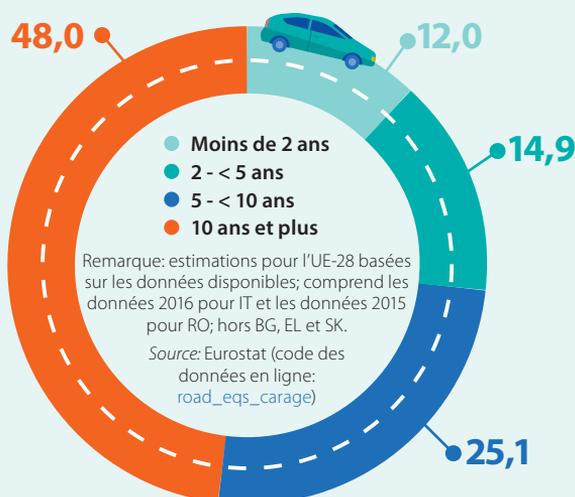
430 DK

390 SK

370 HR

340 LV, HU

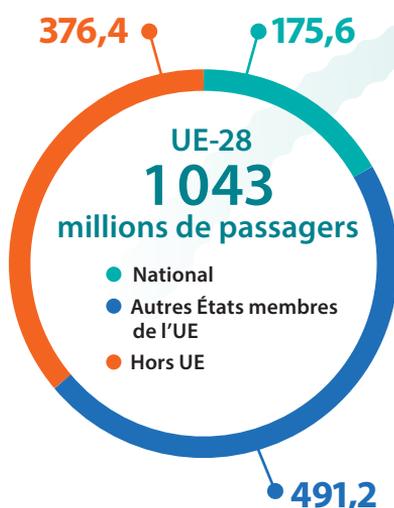
280 RO



Âge des voitures particulières

(% du nombre total, UE-28, 2017)

Les nouvelles voitures sont, en général, moins néfastes pour l'environnement, leur consommation de carburant étant plus efficace et leurs émissions plus faibles; la part des véhicules électriques/hybrides est, en outre, en augmentation. En 2017, il était estimé que presque la moitié (48,0 %) de toutes les voitures particulières au sein de l'UE avaient au moins 10 ans, par rapport à seulement 12,0 % qui avaient moins de deux ans.



Source: Eurostat (code des données en ligne: avia_paoc)

Transport aérien de personnes

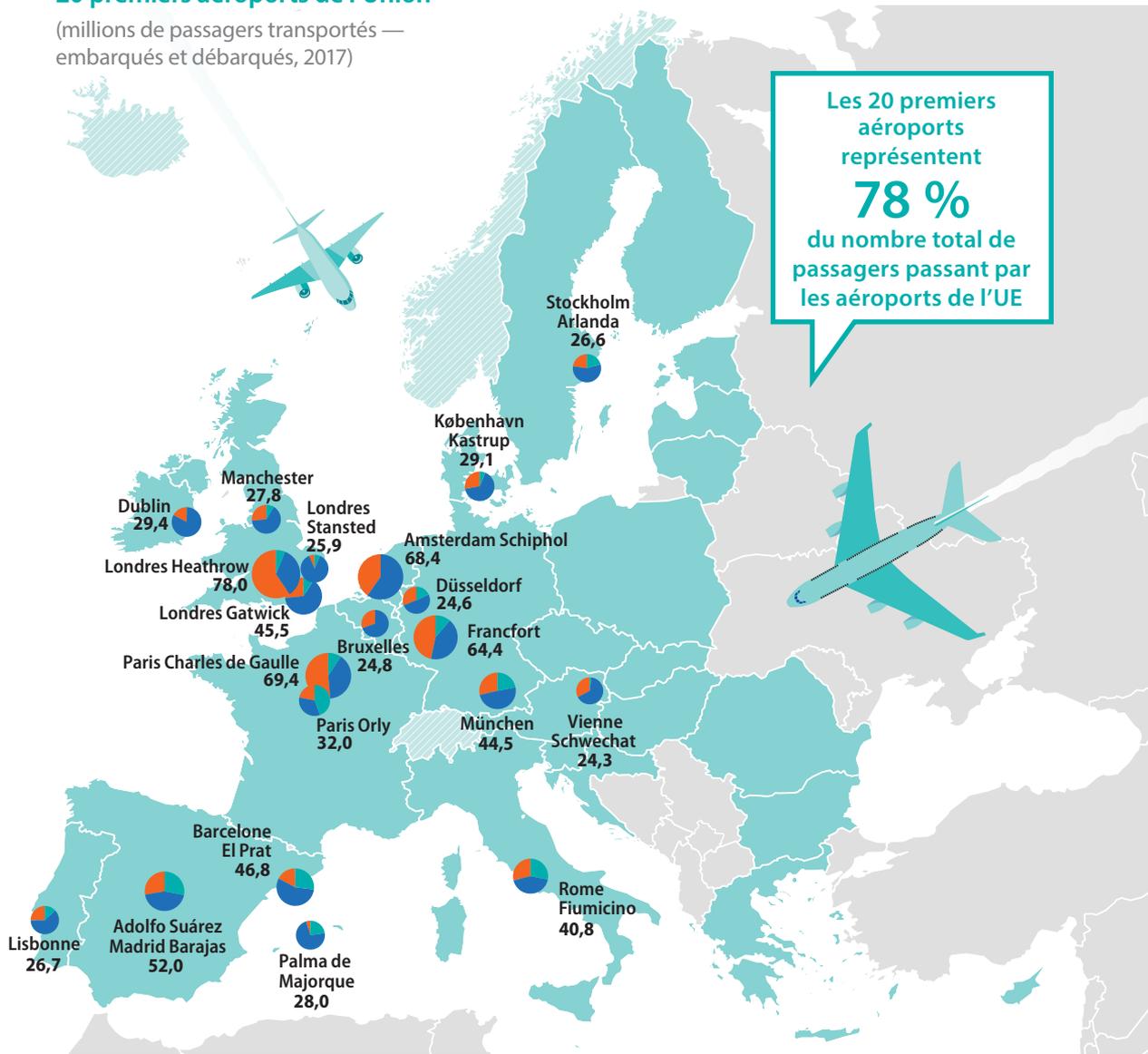
(millions de passagers transportés — arrivées et départs, par partenaire, UE-28, 2017)

En 2017, le nombre total de passagers transportés par voies aériennes à destination ou au départ d'aéroports au sein de l'UE-28 a, pour la première fois, dépassé le milliard (1 043 millions); le nombre total de passagers a globalement augmenté de 30,4 % entre 2008 et 2017. Presque la moitié (47,1 %) de tous les passagers transportés par voies aériennes voyageaient vers/depuis d'autres États membres, tandis que plus d'un tiers (36,1 %) voyageaient vers/depuis l'extérieur de l'Union, et environ un sixième (16,8 %) empruntaient des vols nationaux/intérieurs.



20 premiers aéroports de l'Union

(millions de passagers transportés — embarqués et débarqués, 2017)



Les 20 premiers aéroports représentent **78 %** du nombre total de passagers passant par les aéroports de l'UE

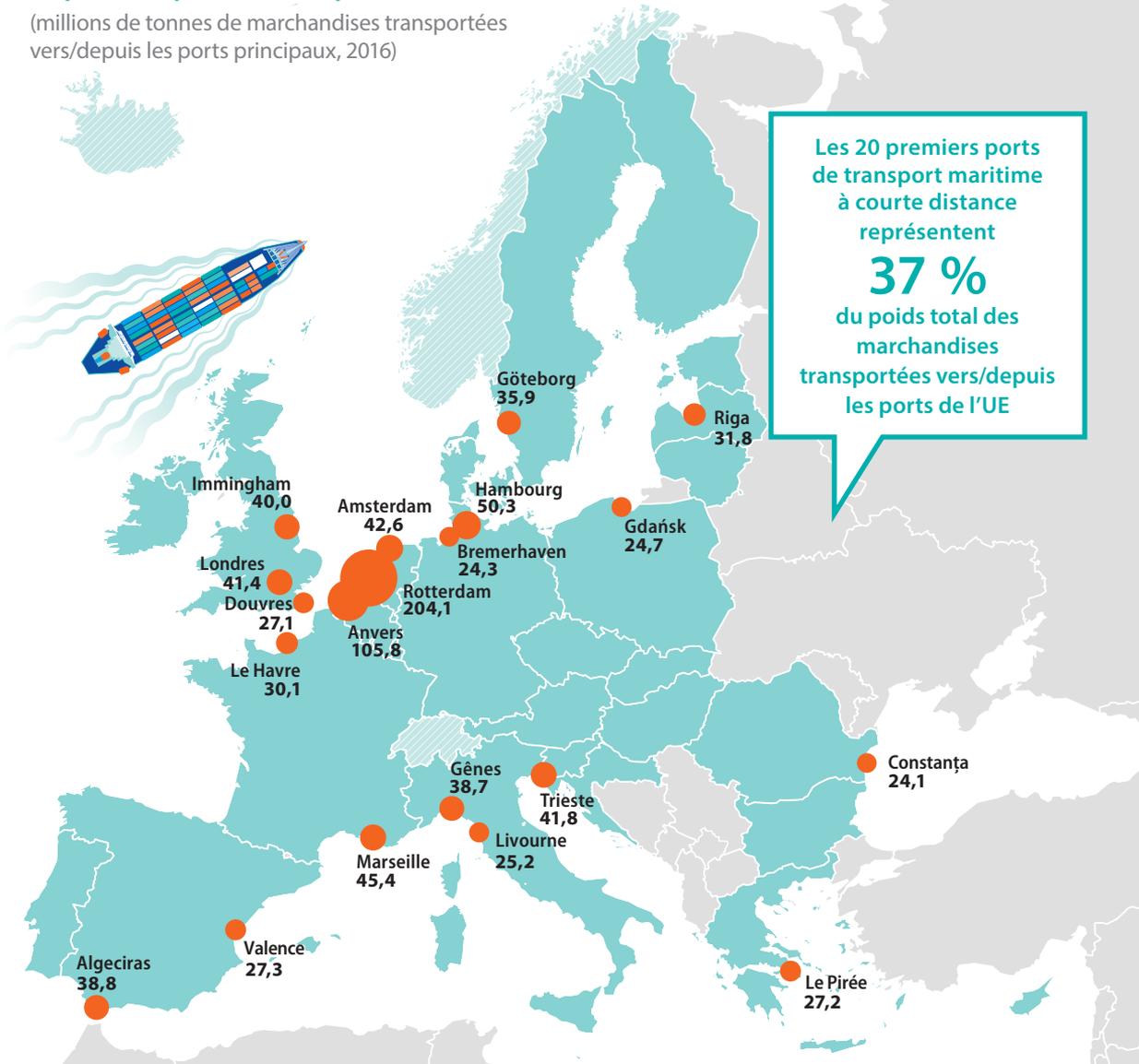
En 2017, London-Heathrow était l'aéroport le plus fréquenté au sein de l'UE en nombre de passagers, avec 78,0 millions de passagers transportés. London-Heathrow était l'un des quatre principaux nœuds du transport aérien en Europe, les trois autres ayant chacun accueilli 60 à 70 millions de passagers: Paris Charles de Gaulle (69,4 millions), Amsterdam Schiphol (68,4 millions) et Francfort (64,4 millions). London-Heathrow (46,3 millions) a accueilli le plus grand nombre de passagers aériens pour les itinéraires en dehors de l'UE, Amsterdam Schiphol (41,0 millions) pour les itinéraires intra-européens et Adolfo Suárez Madrid Barajas (14,7 millions) pour les itinéraires nationaux.

- National
- Autres États membres de l'UE
- Hors UE

Source: Eurostat (code des données en ligne: avia_paoa)

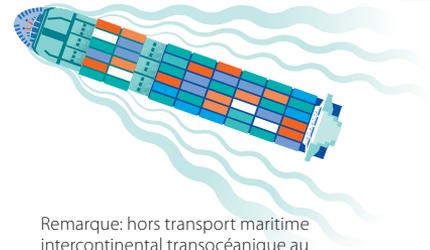
20 premiers ports de transport maritime à courte distance

(millions de tonnes de marchandises transportées vers/depuis les ports principaux, 2016)



Les 20 premiers ports de transport maritime à courte distance représentent **37 %** du poids total des marchandises transportées vers/depuis les ports de l'UE

En 2016, le poids total des marchandises transportées vers/depuis les ports principaux au sein de l'UE-28 par transport maritime à courte distance était de 2,5 milliards de tonnes. Rotterdam était de loin le port le plus fréquenté en termes de marchandises transportées (204 millions de tonnes; 8,1 % du total de l'UE-28). Le poids des marchandises ayant transité par Rotterdam était presque deux fois plus élevé que celui des marchandises traitées dans le port arrivant en deuxième position, Anvers (106 millions de tonnes), qui était lui-même environ deux fois plus élevé que celui des marchandises traitées dans le port arrivant en troisième position, Hambourg (50 millions de tonnes).



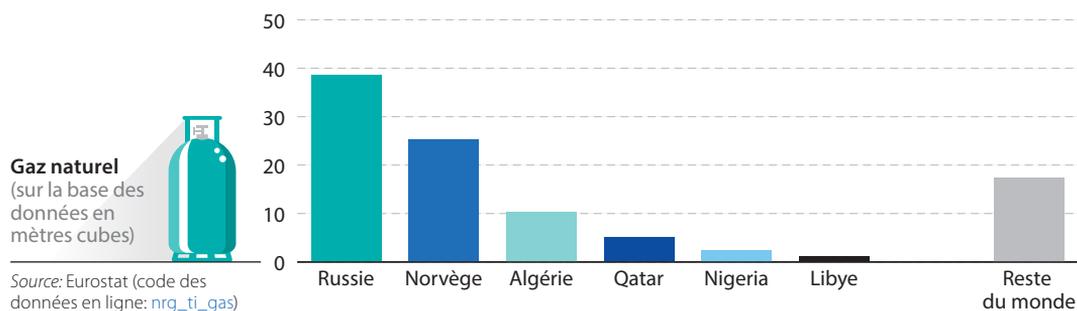
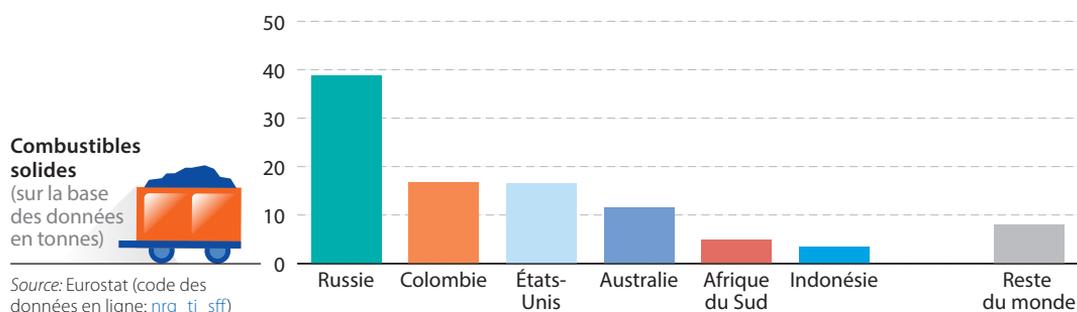
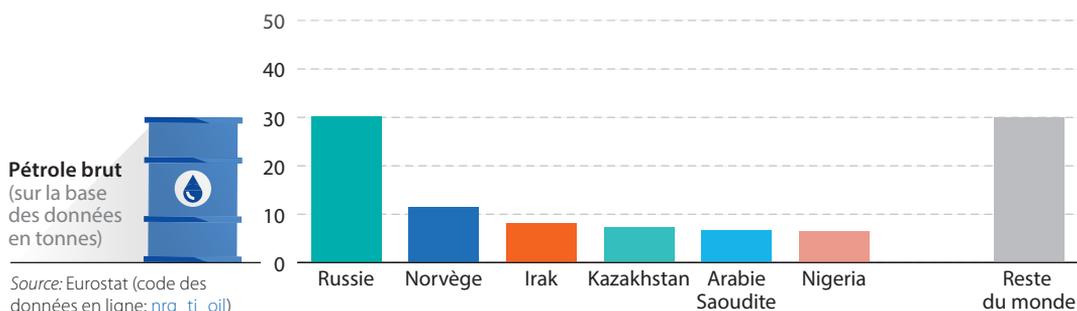
Remarque: hors transport maritime intercontinental transocéanique au long cours.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [mar_sg_am_pw](#))

Énergie

Origine des importations d'énergie

(part en pourcentage des importations extra-UE, UE-28, 2017)



L'UE importe plus de la moitié de toute l'énergie qu'elle consomme chaque année, avec un niveau particulièrement élevé de dépendance au pétrole brut et au gaz naturel. En 2017, la Russie (163,1 millions de tonnes) était à l'origine de presque un tiers (30,2 %) des importations de pétrole brut de l'UE-28, suivie par la Norvège (11,4 %). Une tendance similaire s'observait pour le gaz naturel, la Russie (163,2 milliards de mètres cubes) étant à l'origine de 38,5 % des importations de gaz naturel de l'UE-28, suivie par la Norvège (25,3 %). En ce qui concerne les combustibles solides, la part la plus importante des importations de l'UE-28 provenait, une nouvelle fois, de la Russie (62,5 millions de tonnes; 38,8 %), suivie par la Colombie (16,7 %) et les États-Unis (16,5 %), qui affichaient des parts similaires.

Taux de dépendance énergétique

(part en pourcentage des importations nettes dans la consommation intérieure brute et les soutages maritimes internationaux, 2017)

Le taux de dépendance énergétique indique le niveau de dépendance d'une économie vis-à-vis des importations pour satisfaire ses besoins énergétiques. En 2017, le taux de dépendance de l'UE-28 s'élevait à 55,1 %: en d'autres termes, les importations nettes s'élevaient à plus de la moitié de la consommation intérieure brute d'énergie. Aucun des États membres de l'UE n'était autonome du point de vue de ses besoins en énergie, et certains des plus petits — Malte, Chypre et le Luxembourg — dépendaient presque entièrement des approvisionnements externes. À l'autre extrémité, l'Estonie (4,1 %) et le Danemark (11,7 %) dépendaient beaucoup moins des importations pour répondre à leurs besoins en énergie.

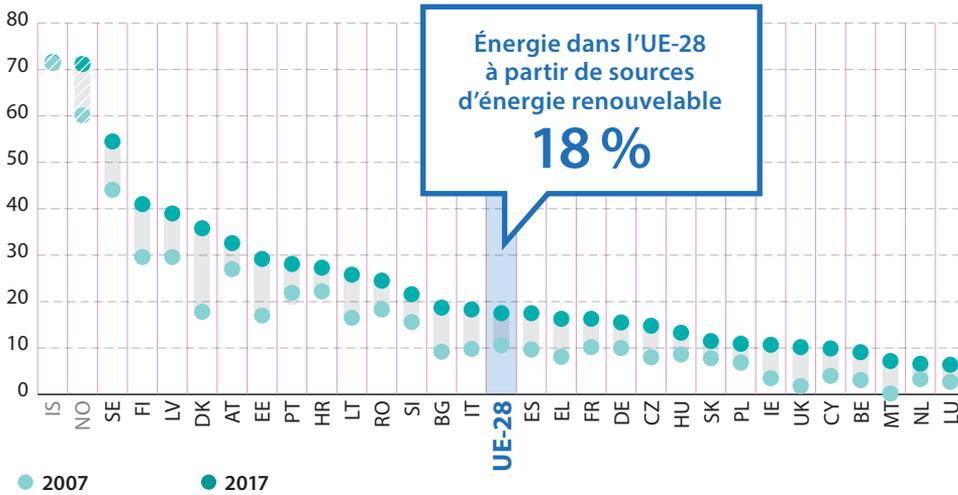
Remarque: Norvège (non présentée), -597,2 %. Une valeur négative indique qu'un pays exporte plus d'énergie qu'il n'en importe. Une valeur supérieure à 100% est probablement due à une variation des stocks.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [nrg_bal_s](#))

MT	103
CY	96
LU	95
PT	80
IT	77
LT	76
BE	75
ES	74
EL	71
IE	67
SK	65
AT, DE	64
HU	63
UE-28	55
HR	53
NL	52
SI	50
FR	49
LV, FI	44
BG	40
PL	38
CZ	37
UK	35
SE	27
RO	23
IS	19
DK	12
EE	4

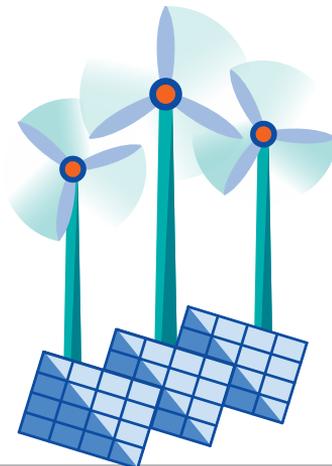
Énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelable

(part en pourcentage du total de la consommation finale brute d'énergie, 2007 et 2017)



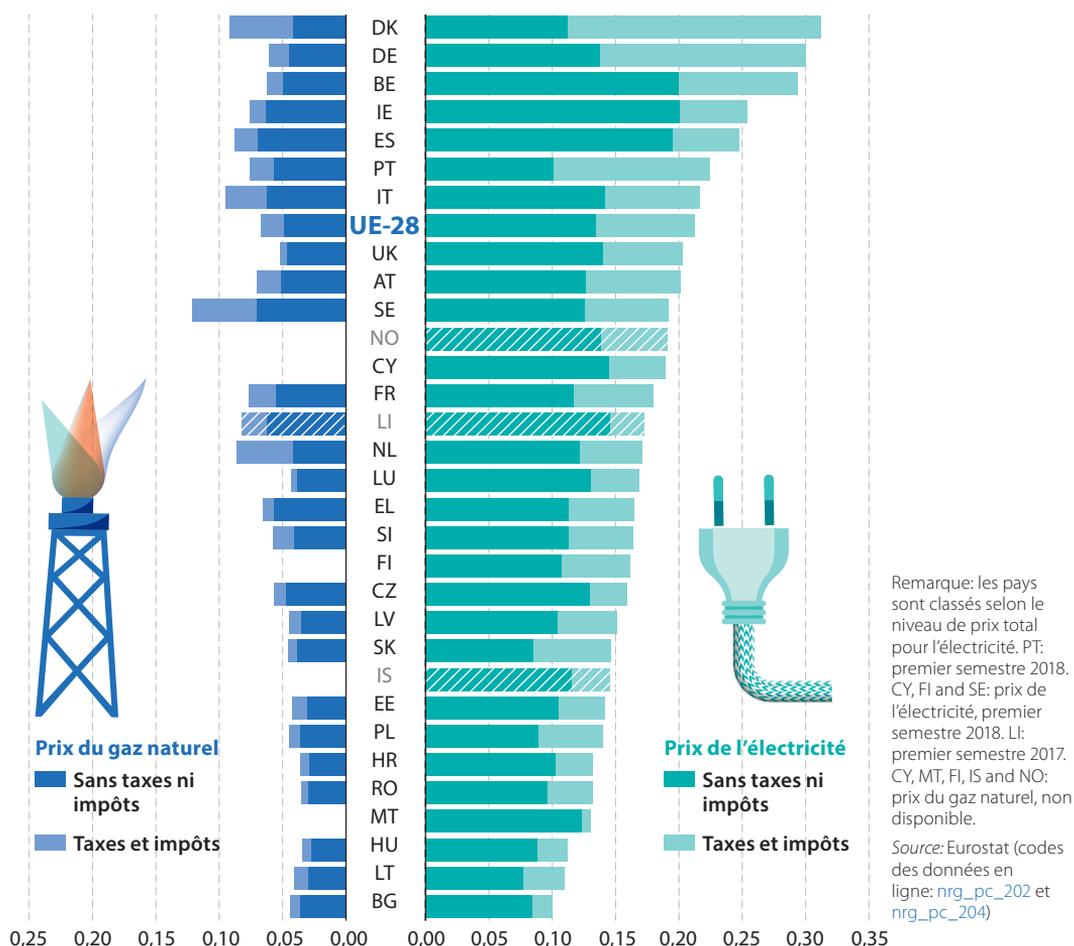
En 2017, environ 17,5 % de la consommation finale brute d'énergie de l'UE-28 provenait de sources d'énergie renouvelable, par rapport à 10,6 % dix ans auparavant. En 2017, plus de la moitié (54,5 %) de la consommation finale d'énergie en Suède provenait de sources renouvelables, alors que la Finlande, la Lettonie et le Danemark ont également enregistré des parts supérieures à un tiers. En revanche, Chypre, la Belgique, Malte et les Pays-Bas ont affiché des parts à un chiffre de sources d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie, la part la plus basse (6,4 %) ayant été enregistrée au Luxembourg.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [nrg_ind_ren](#))



Prix du gaz naturel et de l'électricité

(euro par kWh, pour les ménages, prix moyens pour le second semestre de 2018)

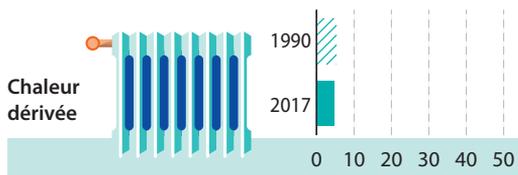
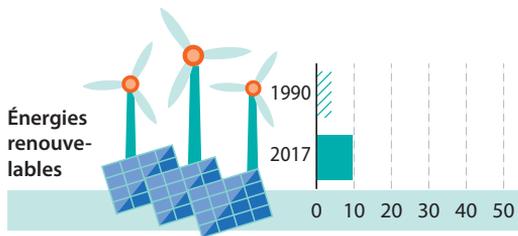
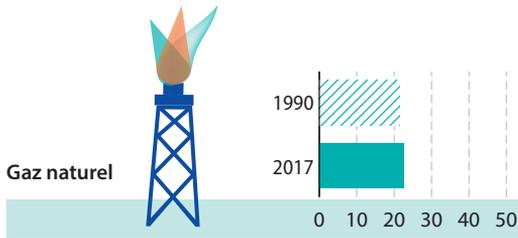
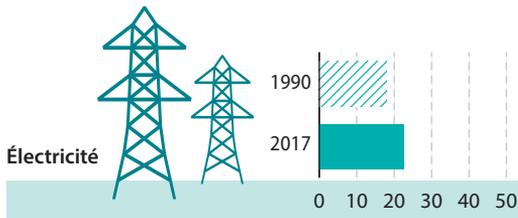
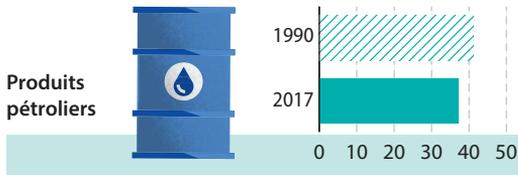


Les prix de l'électricité et du gaz naturel comportent, en général, trois composantes: le prix de base de l'énergie, les frais de réseau et les taxes et/ou impôts. La proportion des taxes et impôts dans le prix de détail global varie fortement entre les États membres.

Au cours de la seconde moitié de 2018, les prix de l'électricité pour les ménages — mesurés ici pour un ménage standard avec une consommation annuelle entre 2 500 et 5 000 kWh — s'élevaient, en moyenne, à 0,213 EUR par kWh au sein de l'UE-28. Les consommateurs au Danemark payaient 3,1 fois plus chère leur électricité que les ménages en Bulgarie, tandis que la part des taxes et/ou impôts dans le prix

total de l'électricité culminait au Danemark (64,3 %) et était la plus faible à Malte (5,9 %).

Au cours du second semestre de 2018, les prix du gaz naturel — mesurés ici pour un ménage standard avec une consommation annuelle entre 20 et 200 GJ — s'élevaient, en moyenne, à 0,067 EUR par kWh au sein de l'UE-28. Les consommateurs en Suède payaient 3,5 fois plus cher que les consommateurs en Hongrie pour leur gaz naturel, tandis que les taxes et/ou impôts représentaient plus de la moitié du prix total payé par les consommateurs au Danemark (54,3 %) et aux Pays-Bas (51,7 %); cette part était la plus faible au Luxembourg (10,3 %).



Structure de la consommation finale d'énergie

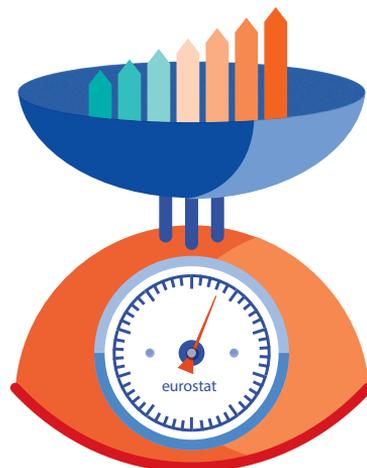
(%, sur la base des données en tonnes-équivalent pétrole (TEP), UE-28, 1990 et 2017)

En 2017, la consommation finale d'énergie de l'UE-28 s'élevait à 1 108 millions TEP. Les produits pétroliers représentaient plus d'un tiers (37,2 %) de la consommation finale d'énergie de l'UE-28, l'énergie électrique (22,7 %) et le gaz naturel (22,6 %) ayant également affiché des parts relativement élevées.

Par rapport à 1990, la consommation d'énergie de l'UE-28 est restée plus ou moins stable avec une augmentation moyenne de 0,1 % par an. Cette évolution globale cachait une importante modification de la structure de la consommation finale d'énergie de l'UE-28, qui s'éloignait des combustibles solides et des produits du pétrole pour privilégier les sources d'énergie renouvelable et l'énergie électrique. À titre d'exemple, la part des combustibles solides a chuté de 11,1 % à 3,0 % entre 1990 et 2017, tandis que celle des énergies renouvelables a augmenté de 3,8 % à 9,7 % au cours de la même période.

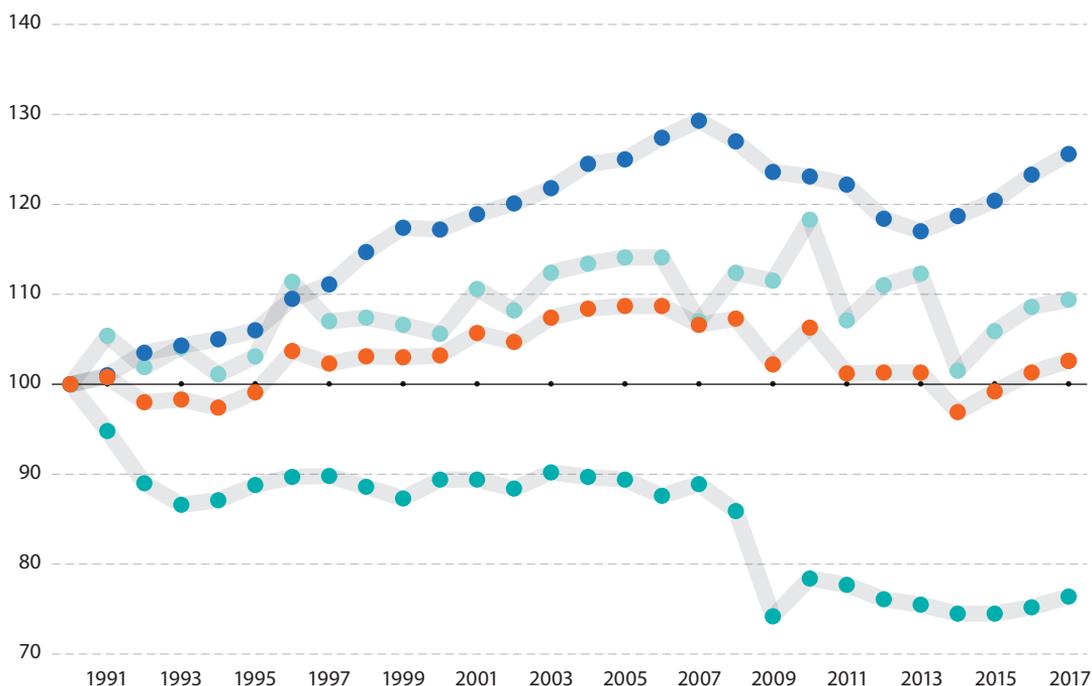
Remarque: les combustibles solides comprennent le charbon, le gaz manufacturé, la tourbe, le schiste bitumineux et le sable pétrolier. La catégorie résiduelle des déchets (non renouvelables) — non présentée ici — représentait 0,1 % et 0,4 % de la consommation finale d'énergie de l'UE-28 en 1990 et 2017.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [nrg_bal_s](#))



Consommation finale d'énergie par destination finale

(1990 = 100, sur la base des données en tonnes-équivalent pétrole, UE-28, 1990-2017)



- **Transports**
- **Autres secteurs**
- **Total**
- **Industrie**

Remarque: la catégorie résiduelle des autres secteurs comprend la consommation résidentielle, l'agriculture, la sylviculture et la pêche et les services.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [nrg_bal_s](#))

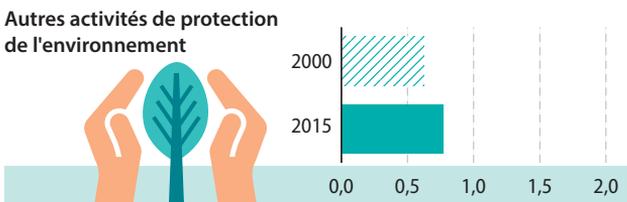
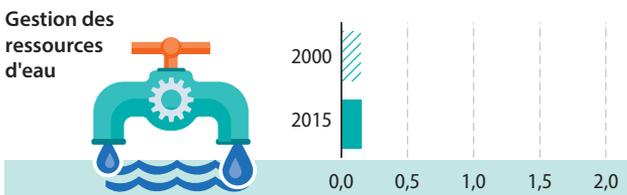
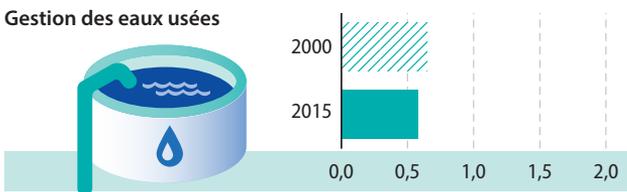
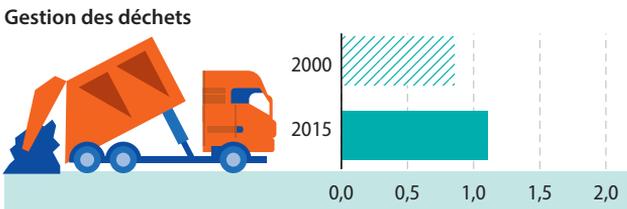
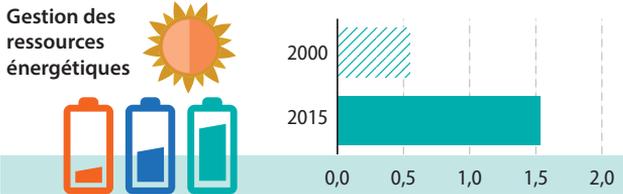
En 2017, l'industrie représentait près d'un quart (24,6 %) de l'énergie consommée au sein de l'UE-28, tandis que la part des transports s'élevait à 30,8 %, ce qui laissait 44,5 % pour les autres secteurs — principalement la consommation résidentielle et les services.

Bien que le niveau global de la consommation finale d'énergie n'ait presque pas changé entre 1990 et 2017 au sein de l'UE-28, d'importantes différences s'observaient entre les différentes utilisations finales. Une

tendance relativement rapide et constante d'augmentation de la consommation par le secteur du transport a été observée (sauf au cours de la crise économique et financière mondiale): le niveau de consommation a globalement augmenté de 25,6 % au cours de la période considérée. En revanche, la consommation finale d'énergie de l'industrie a chuté de presque un quart (23,6 %), avec une réduction particulièrement importante de la consommation au cours de 2009 (13,6 %), la crise ayant entraîné une forte réduction de l'activité industrielle.



Environnement



Emploi dans l'économie de l'environnement

(millions d'équivalents temps plein, UE-28, 2000 et 2015)

L'économie de l'environnement comprend des activités en lien avec la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. L'économie de l'environnement au sein de l'UE-28 occupait au total 4,1 millions de personnes en 2015, soit une augmentation de 47,3 % par rapport à la situation en 2000.

En 2015, la gestion des ressources énergétiques occupait le plus grand nombre de personnes au sein de l'économie de l'environnement de l'UE-28 (1,5 million), suivie de la gestion des déchets (1,1 million) et des autres activités de protection de l'environnement (0,8 million). Le nombre de personnes occupées dans la gestion des ressources énergétiques au sein de l'UE-28 était presque trois fois plus élevé en 2015 qu'il ne l'avait été en 2000 (de loin l'évolution la plus rapide parmi les différents sous-secteurs de l'économie de l'environnement). En revanche, le nombre de personnes occupées dans la gestion des eaux usées a diminué.

Remarque: la catégorie résiduelle des autres activités de protection de l'environnement comprend, par exemple, l'administration générale de l'environnement et l'éducation.

Source: Eurostat (code des données en ligne: env_ac_egss1)

Produit des taxes
environnementales
dans l'UE-28
2,4 % du PIB



Produit des taxes environnementales

(part en pourcentage du PIB, 2017)

Les taxes environnementales peuvent servir à essayer d'influencer le comportement des opérateurs économiques, qu'il s'agisse de producteurs ou de consommateurs. En 2017, le produit des taxes environnementales de l'UE-28 était estimé à 368,8 milliards d'euros, l'équivalent de 2,4 % du PIB. Ce taux culminait à 4,0 % en Grèce, alors que des taux d'au moins 3,5 % ont également été enregistrés en Slovaquie, au Danemark et en Lettonie. En revanche, le produit des taxes environnementales représentait moins de 2,0 % du PIB en Lituanie, en Roumanie, en Espagne, en Allemagne, en Slovaquie, en Irlande et au Luxembourg.

Remarque: données 2016 pour LI.

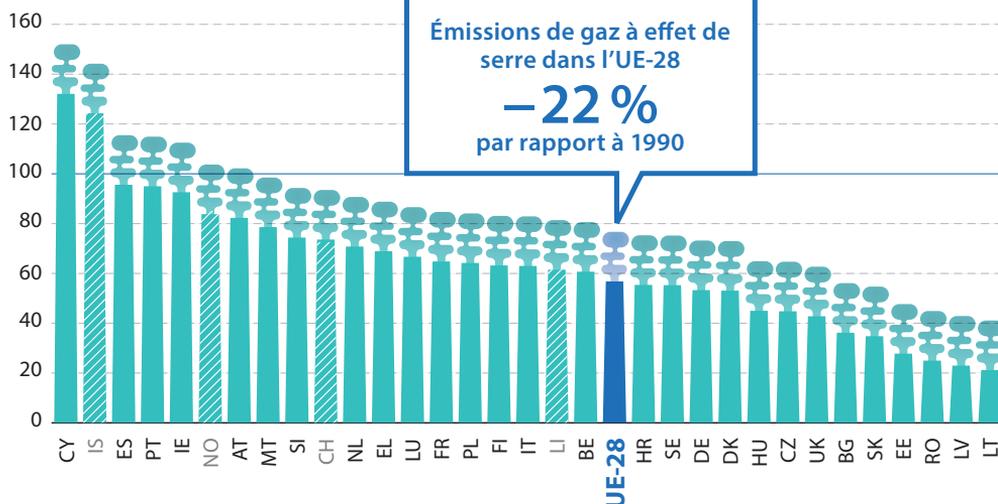
Source: Eurostat (code des données en ligne: [env_ac_tax](#))

Émissions de gaz à effet de serre

(1990 = 100, sur la base des données en tonnes-équivalent CO₂, 2016)

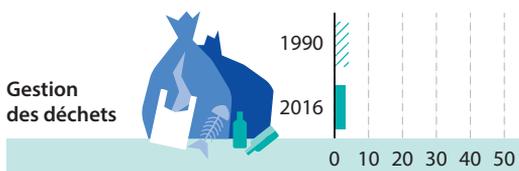
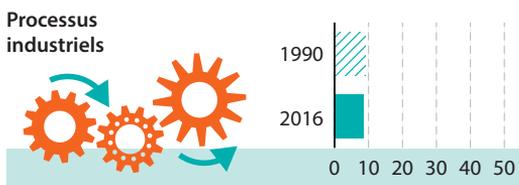
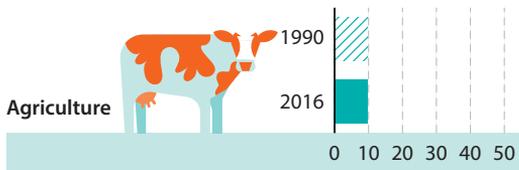
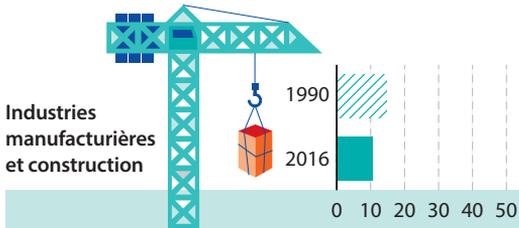
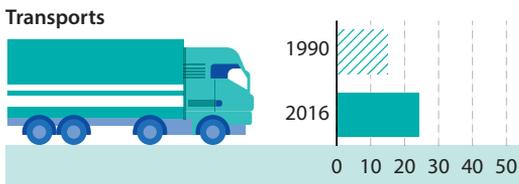
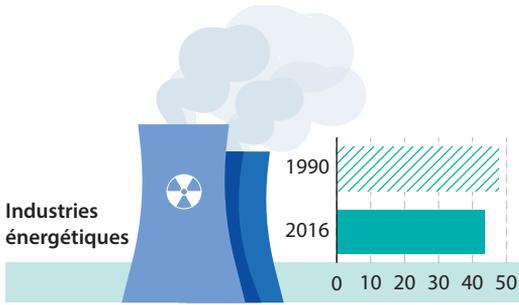
L'indicateur relatif aux émissions de gaz à effet de serre retrace l'évolution des émissions d'origine humaine pour le panier de gaz à effet de serre du protocole de Kyoto. L'UE s'est engagée à réduire la quantité de gaz à effet de serre qu'elle émet: en 2016, l'UE-28 avait réduit les émissions de gaz à effet de serre de 22,4 % par rapport à leurs niveaux de 1990. Au cours de cette période, la quantité des émissions de gaz à effet de serre a diminué dans la grande majorité (23) des États membres de l'UE, et a été réduite de plus de moitié en Estonie, en Roumanie, en Lettonie et en Lituanie. En revanche, le niveau des émissions a augmenté dans cinq États membres de l'UE, y compris à Chypre, qui a enregistré l'augmentation la plus importante (52,9 %).

Émissions de gaz à effet de
serre dans l'UE-28
-22 %
par rapport à 1990



Remarque: les gaz à effet de serre comprennent le dioxyde de carbone, le méthane, le protoxyde d'azote, les hydrofluorocarbures, les hydrocarbures perfluorés, le trifluorure d'azote et l'hexafluorure de soufre. Ces gaz sont agrégés sur la base de facteurs de potentiel de réchauffement planétaire (PRP) pour obtenir des données en équivalents CO₂.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [env_air_gge](#)), based on European environment agency (EEA)

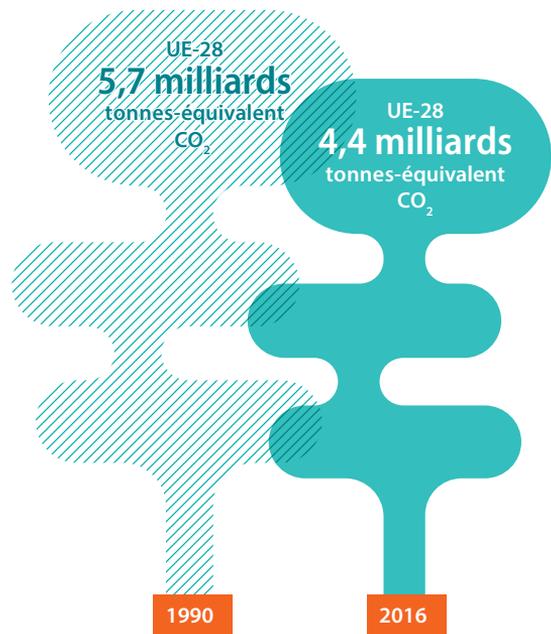


Émissions de gaz à effet de serre par secteur source

(part en pourcentage du total, sur la base des données en tonnes-équivalent CO₂, UE-28, 1990 et 2016)

En 2016, le volume total des émissions de gaz à effet de serre de l'UE-28 s'élevait à 4,4 milliards de tonnes-équivalent dioxyde de carbone. Les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre au sein de l'UE-28 étaient les industries énergétiques (43,7 % du total; comprenant la combustion de carburant dans les industries énergétiques et les autres secteurs de l'énergie) et les transports (24,3 %; comprenant l'aviation internationale), alors que la combustion de carburants dans l'industrie manufacturière et la construction (10,7 %), l'agriculture (9,7 %), les processus industriels et l'utilisation de produits (8,4 %) et la gestion des déchets (3,1 %) y ont contribué dans une moindre mesure. Les transports ont été la seule source d'émissions de gaz à effet de serre à augmenter entre 1990 et 2016 (jusqu'à 26,1 %); en dehors de ce secteur, les émissions ont diminué d'au moins un cinquième pour chacune des sources restantes.

Source: Eurostat (code des données en ligne: [env_air_gge](#)), sur la base des données de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE)



781 DK

Production de déchets municipaux

(kg par habitant, 2017)

748 NO

Au sein de l'UE-28, chaque habitant a, en moyenne, produit 486 kg de déchets municipaux en 2017. Parmi les États membres de l'Union, la production de déchets municipaux culminait à 781 kg par habitant au Danemark, tandis que Chypre, l'Allemagne, le Luxembourg et Malte affichaient tous des taux allant de 600 à 640 kg par habitant. En revanche, la

production de déchets municipaux était inférieure à 400 kg par habitant en Estonie, en Hongrie, en Slovaquie, en Tchéquie et en Pologne, et était inférieure à 300 kg par habitant en Roumanie (272 kg). Les déchets municipaux ne constituent environ qu'un dixième du total des déchets produits chaque année au sein de l'UE.

706 CH

656 IS

637 CY

633 DE

607 LU

604 MT

581 IE

570 AT



Remarque: données 2016 pour IE.

Source: Eurostat (code des données en ligne: env_wasmun)

514 FR

513 NL

510 FI

504 EL

489 IT

487 PT

486 UE-28

471 SI

468 UK

462 ES

455 LT

452 SE

438 LV

435 BG

416 HR

410 BE

390 EE

385 HU

378 SK

344 CZ

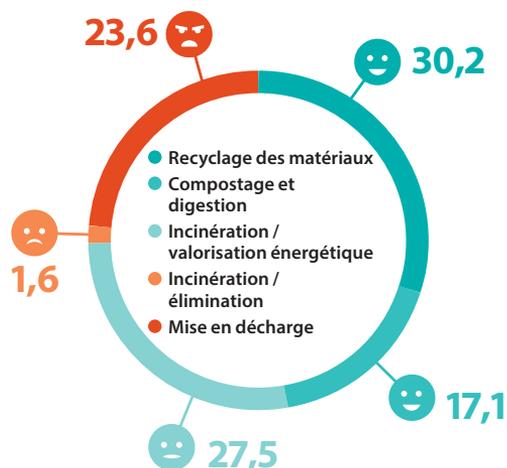
315 PL

272 RO

Méthodes de traitement des déchets municipaux

(part en pourcentage du total, UE-28, 2017)

En 2017, 245,2 millions de tonnes de déchets municipaux ont été traités au sein de l'UE-28, ce qui représente 99 % des déchets municipaux produits. Le recyclage des matériaux représentait 30,2 % des déchets municipaux traités au sein de l'UE-28 en 2017, tandis que la part du compostage et de la digestion s'élevait à 17,1 %: ces méthodes de traitement sont généralement considérées comme les plus durables sur le plan environnemental. En revanche, plus d'un quart (27,5 %) des déchets municipaux traités au sein de l'UE-28 a été incinéré avec valorisation énergétique et une part limitée (1,6 %) l'a été sans valorisation énergétique, alors que presque un quart (23,6 %) a été mis en décharge.

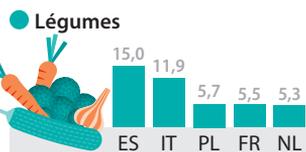
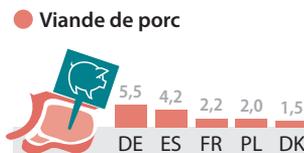
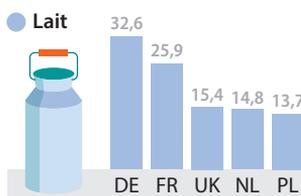


Source: Eurostat (code des données en ligne: env_wasmun)

Agriculture

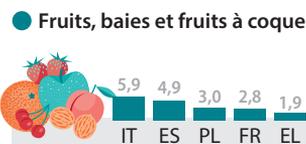
Cinq premiers États membres produisant la plus grande quantité de produits agricoles sélectionnés

(millions de tonnes, 2017)



Remarque: fruits, baies et noix, UE-28 comprend des données 2016 pour IT. Viandes de volaille, UE-28 comprend des données 2018 pour SK et hors EE, NL et AT.

Source: Eurostat (codes des données en ligne: [apro_mk_farm](#), [apro_cpnh1](#) et [apro_mt_pann](#))



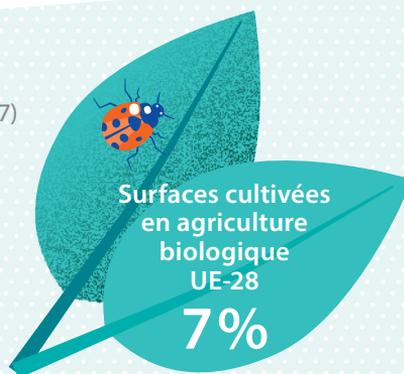
Les produits agricoles constituent une part importante de l'identité régionale et culturelle de l'UE. En 2017, 310,0 millions de tonnes de céréales ont été récoltées au sein de l'UE-28, la France représentant la part la plus importante (22,1 %). Dans le même esprit, quelque 170,6 millions de tonnes de lait cru étaient disponibles dans les exploitations agricoles de l'UE-28, l'Allemagne

ayant enregistré la part la plus importante (19,1 %); 65,0 millions de tonnes de légumes ont été récoltées au sein de l'UE-28, l'Espagne ayant représenté la part la plus importante (23,1 %); enfin, 24,3 millions de tonnes de fruits, baies et noix ont été récoltées au sein de l'UE-28, l'Italie ayant enregistré la part la plus importante (24,5 %).

Surfaces cultivées en agriculture biologique

(part en pourcentage de la surface agricole cultivée, 2017)

En 2017, la surface disponible totale au sein de l'UE-28 pour des cultures biologiques était estimée à 12,6 millions d'hectares; ce chiffre comprend des surfaces ayant été entièrement converties ainsi que des surfaces en cours de conversion (hors jardins potagers). L'agriculture biologique représentait 7,0 % du total de la surface agricole utilisée de l'UE-28 en 2017, cette part allant d'un maximum de 23,4 % en Autriche, 19,6 % en Estonie et 19,2 % en Suède, à moins de 3,0 % au Royaume-Uni, en Bulgarie, en Roumanie et en Irlande, avec un minimum de 0,4 % à Malte.



Remarque: l'indicateur montre les surfaces entièrement converties à l'agriculture biologique et celles en cours de conversion en pourcentage de la surface agricole cultivée (hors jardins potagers).

Source: Eurostat (code des données en ligne: [org_cropar](#))

AT 23,4

EE 19,6
SE 19,2

IT 14,9
CH 14,5
CZ 14,1
LV 13,9

FI 11,4

SK 9,9
SI 9,6
ES 8,7
DK 8,6
LT, EL 8,0

UE-28, PT 7,0

DE 6,8
HR 6,5
BE 6,3
FR 6,0

NO 4,8
CY 4,6
LU 4,2
HU 3,7
PL 3,4
NL 3,1
UK 2,9
BG 2,7
RO 1,9
IE 1,7

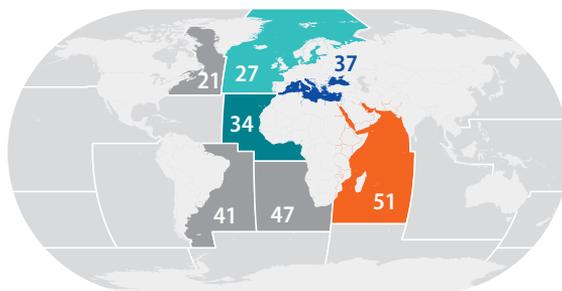
MT, IS 0,4

Pêche

États membres de l'Union capturant le plus de poissons

(milliers de tonnes du poids vif, par principale zone de pêche, 2017)

Bien que la flotte de pêche de l'UE opère dans le monde entier, environ trois quarts de ses captures en 2017 ont été réalisées dans l'Atlantique du Nord-Est. Le Danemark, le Royaume Uni, la France et l'Espagne ont capturé le plus de poissons dans cette zone, le maquereau, le hareng et le sprat faisant partie des espèces les plus communément capturées. La Méditerranée et la mer Noire (8,6 % du total de l'UE-28) et l'Atlantique Centre-Est (6,6 %) étaient les plus grandes zones de pêche suivantes (par captures).



27 Atlantique Nord-Est

37 Méditerranée et mer Noire

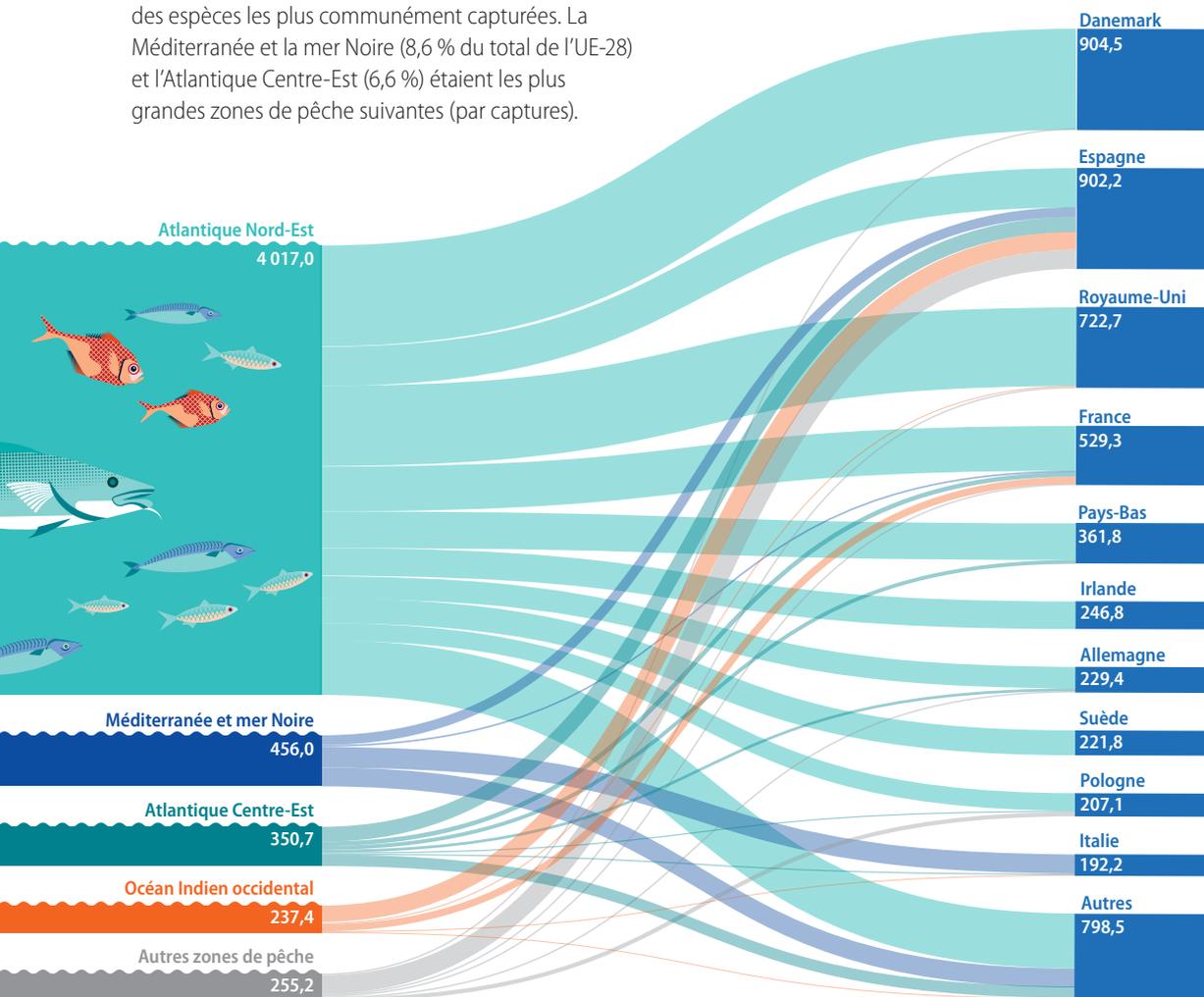
34 Atlantique Centre-Est

51 Océan Indien occidental

21 Atlantique Nord-Ouest

41 Atlantique Sud-Ouest

47 Atlantique Sud-Est



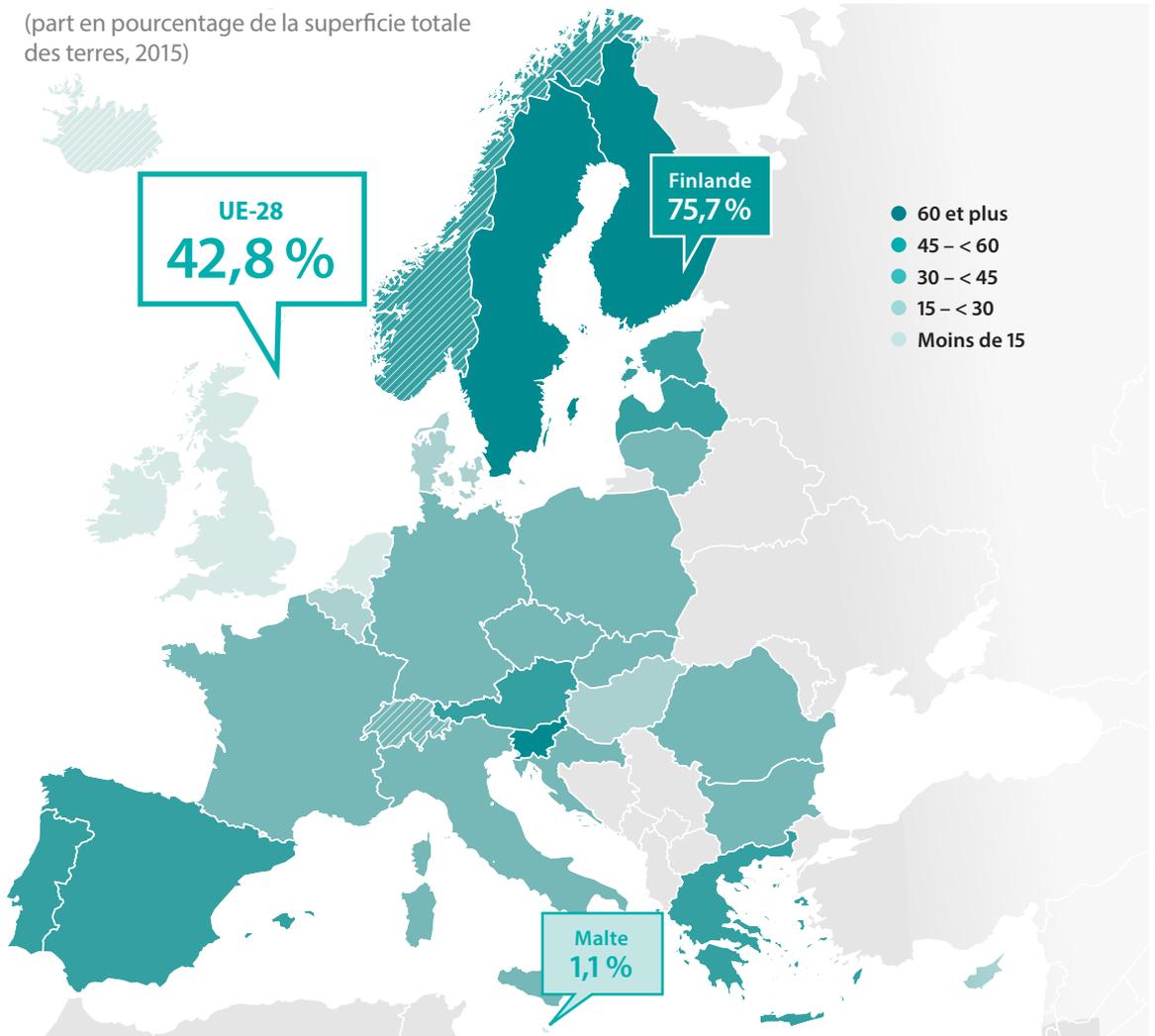
Remarque: CZ, LU, HU, AT et SK n'ont pas de littoral. Atlantique Centre-Est: données 2016 pour LV et données 2015 pour EL. Océan Indien occidental: données 2015 pour EL.

Source: Eurostat (code des données en ligne: fish_ca_main)

Sylviculture

Forêts et autres surfaces boisées

(part en pourcentage de la superficie totale des terres, 2015)



L'UE comporte de nombreux types de forêts différents, reflétant sa diversité climatique, ses types de sols, son altitude et sa typographie. Les forêts constituent une importante ressource renouvelable: elles offrent un habitat aux animaux et des moyens de subsistance aux êtres humains, tout en atténuant le changement climatique et en apportant une protection de l'environnement face à des préoccupations telles que l'érosion des sols ou les eaux de ruissellement.

En 2015, près de 182 millions d'hectares de forêts et d'autres surfaces boisées recouvraient 42,8 % de la superficie totale des terres de l'UE-28. En termes absolus, la Suède (30,5 millions d'hectares) et l'Espagne (27,6 millions d'hectares) comptaient les surfaces de forêts les plus grandes, tandis que, en termes relatifs, les forêts de Finlande (75,7 %) et de Suède (74,9 %) couvraient la part de terres la plus importante; Malte était l'unique État membre de l'Union à enregistrer une part à un chiffre (1,1 %).

Comment prendre contact avec l'UE?

En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres d'information Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante:

https://europa.eu/european-union/contact_fr

Par téléphone ou courrier électronique

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

- via un numéro gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant: +32 22999696 ou
- par courrier électronique via la page: https://europa.eu/european-union/contact_fr

Comment trouver des informations sur l'UE

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'UE sur le site internet Europa à l'adresse suivante: https://europa.eu/european-union/index_fr

Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes de l'UE à l'adresse suivante: <https://publications.europa.eu/fr/publications>. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'UE et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante: <https://eur-lex.europa.eu>

Données ouvertes de l'UE

Le portail des données ouvertes de l'UE (<http://data.europa.eu/euodp/fr>) donne accès à des ensembles de données provenant de l'UE. Les données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non commerciales.

Chiffres clés sur l'Europe

STATISTIQUES ILLUSTRÉES

Chiffres clés sur l'Europe — Statistiques illustrées présente une sélection de données statistiques sur l'Union européenne (UE). La plupart des données couvrent l'Union européenne et ses États membres ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Cette publication peut être considérée comme une introduction aux statistiques européennes et constitue un point de départ pour ceux qui souhaitent explorer la large palette de données accessibles gratuitement sur le site web d'Eurostat <https://ec.europa.eu/eurostat/fr> et présentées dans un ensemble d'articles en ligne sur *Statistics Explained*.

Pour plus d'informations

<https://ec.europa.eu/eurostat/fr>



Office des publications
de l'Union européenne